



UNIVERSITE D'ANTANANARIVO
ECOLE DOCTORALE SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES
EAD ROUAGES DES SOCIETES ET DEVELOPPEMENT
Faculté de Droit d'Economie de Gestion et de Sociologie



MEMOIRE de **MASTER**

Option : LARICOCIS (Laboratoire de Recherche Interdisciplinaire sur la Connaissance, la Culture et les Interactions Sociales)

Mention : SOCIOLOGIE



**LA RESISTANCE DU SYSTEME EDUCATIF MALGACHE
AUX DIFFERENTES REFORMES PEDAGOGIQUES**

(Cas de l'espace éducatif CISCO TANA VILLE)

Présenté par : Madame RASOARIVELO Beby Hasina (NUMERO AUX EXAMENS : 88)

Président : Monsieur RAJAOSON François, Professeur Titulaire Emérite

Juge : Monsieur ANDRIAMALALA Misah Ny Aina, Maître de Conférences

Rapporteur : Monsieur RANOVONA ANDRIAMARO, Maître de Conférences

ANNEE UNIVERSITAIRE : 2014-2015

Date de soutenance : 16 Août 2016

**LA RESISTANCE DU SYSTEME EDUCATIF
MALGACHE AUX DIFFERENTES REFORMES
PEDAGOGIQUES**

(Cas de l'espace éducatif CISCO TANA VILLE)

REMERCIEMENTS

A Dieu, le maître du savoir, seul soit la gloire pour toutes les réalisations de ses créations !

Je tiens à exprimer mes sincères remerciements à Monsieur le Responsable de mention, à tous les responsables et enseignants en M2. Et je remercie, tout particulièrement, Monsieur Ranovona ANDRIAMARO, notre rapporteur pour ses conseils et encouragements lors de toutes les étapes de notre recherche.

Je remercie les membres du jury.

Je remercie ma famille et ma belle famille.

Aussi, j'exprime ici ma profonde gratitude aux personnes qui ont contribué de près ou de loin à la réalisation de ce travail : mes amis, tous les enquêtés.

Enfin mais non pas la moindre, je ne remerciais jamais assez mon chère mari RANDRIANAIVOARIVELO Rado Bera pour son sacrifice et son amour ainsi que mes enfants Hira Idealy, Tamby Fiderana et Venty Lafatra pour leur patience. Sans leur soutien je n'aurais pas pu terminer mes études et arriver à son terme.

Que Dieu vous bénisse !

SOMMAIRE

PARTIE INTRODUCTIVE

PARTIE I : CADRAGES SOCIOLOGIQUES

CHAPITRE I : Présentation Sociologique des problèmes

CHAPITRE II : Repères théoriques

CHAPITRE III : Cadres expérimentales

PARTIE II : INVESTIGATIONS SUR TERRAIN

CHAPITRE IV : Historique des différentes Approches

CHAPITRE V : Synthèse des résultats

CHAPITRE VI : Analyses des résultats

PARTIE III : DIMENSION RESOLUTIVE ET THEORISATIONS PERSONNELLES

CHAPITRE VII : Propositions de solutions

CHAPITRE VIII : Théorisations et modélisation

CONCLUSION GENERALE

LISTE DES ACRONYMES

AE : Autorisation d'Enseigner

APC : Approche Par les Compétence

APO : Approche Par les Objectifs

APS : Approche Par les Situations

BEPC : Brevet d'Etude Premier Cycle

BIANCO : Bureau Indépendant ANti COrruption

BNI : Banque Nationale de l'Industrie

CAE : Certificat d'Aptitude Elémentaire

CAP : Certificat d'Aptitude Professionnel

CB : Concept de Base

CEPE : Certificat d'Etude Primaire Elémentaire

CISCO : Circonscription SCOLAire

CNE : Conseil National de l'Education

CONSPED : Conseiller Pédagogique

CP : Cours Préparatoire

CPIC : Centre Pédagogique du Premier Cycle

CRBJ : Collège Rakoto Benjamin Jean

DCI : Direction des Curriculum et des Intrants

DINEC : Direction Nationale des Ecole Catholiques

EDSMD: Enquêtes Démographiques Statistiques du Millénaire pour le Développement

ENF : Enseignant Non Fonctionnaire

EPP: Ecole Primaire Publique

EPT: Education Pour Tous

EVA : Education à la Vie à l'Amour

FJKM: Fiangonan'I Jesoa Kristy eto Madagascar

FRAM: Fikambanan'ny Ray Aman-drenin'ny Mpianatra

GS: Grande Section

IDH: Indice de Développement Humain

IFM : Institut Français de Madagascar

IMF : Institution de Micro Finance

INFP : Institut Nationale de Formation Professionnelle

ISCAM : Institut Supérieure de Communication, d'Administration et de Management

LUF : Livre Unique de Français

MEN: Ministère de l'Education Nationale

MPPSPF : Ministère de la Population et de la Protection Sociale et de la Promotion des Femmes

MS : Moyenne Section

NTIC : Nouvelle Technologie des Informations et de Communication

ODD : Objectifs de Développement Durable

OMD : Objectifs du Millénaire pour le Développement

ONG : Organisation Non Gouvernementale

ONU : Organisation des Nations Unies

PE : Programme d'Etude

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PPO : Pédagogie Par les Objectifs

PS : Petite Section

RNM : Radio Nasionaly Malagasy

UNESCO: United Nation of Education, Social and Cultural Organization

VIH: Virus Immunodéficiences Humaines

ZAP : Zone Administrative Pédagogique

LISTE DES TABLEAUX

Tableau1 : Nombre des établissements publics et privés, COSCO Tana Ville.....	10
Tableau2 : Les séances de focus group des maître	27
Tableau 3 : Approche thématique.....	32
Tableau4 : PPO.....	35-36-37
Tableau5 : APC.....	38-39
Tableau6 : APS.....	41-42
Tableau7 : Les EPP.....	54-55
Tableau8 : Les écoles primaires privées.....	57

LISTE DES SCHEMAS, DES GRAPHES

- Schéma du parcours des nouvelles idées.....	46
- Modélisation.....	81

PARTIE INTRODUCTIVE

INTRODUCTION GENERALE

LE CONTEXTE DE L'ETUDE

Les malgaches pensent que « la connaissance est le meilleur des héritages » et que « les enfants sont des richesses ». Ils accordent beaucoup d'importance à l'éducation de leurs enfants. De tout temps, les malgaches se sont préoccupés de leurs enfants. Leur qualité de vie tant dans le monde rural que dans le monde urbain constitue un souci majeur pour la famille toute entière. En effet, l'enseignement consiste à leur transmettre des savoirs pour qu'ils puissent s'en servir par la suite comme capital intellectuel. Ce dernier leur permettra d'avoir un bon travail et donc, un avenir meilleur. En ce sens, on peut admettre que l'éducation assure le devenir d'un pays, car elle dispense des héritages tels que le savoir, le savoir-faire, l'identité nationale, les acquis du passé. C'est probablement pour cela que le deuxième Objectif du Millénaire pour le Développement s'est fixé le but d'assurer l'éducation primaire pour tous. Pour l'horizon 2015, Madagascar n'a pas tenu ses engagements pris en 2000. Certes, des progrès ont été réalisés en la matière, cependant, rien n'indique que l'ensemble des OMD¹ aient été atteints à l'échéance prévue. Rappelons que les 8 OMD sont : 1- Eliminer l'extrême pauvreté et la faim ; 2- **Assurer l'éducation primaire pour tous** ; 3- Promouvoir l'égalité des sexes ; 4- Réduire la mortalité infantile ; 5- Améliorer la santé des mères ; 6- Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et les autres maladies ; 7- Assurer un environnement durable ; 8- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement. Il importe de mentionner qu'outre l'espérance de vie et le niveau de pauvreté, l'éducation est un des indicateurs permettant de déterminer le niveau de développement humain d'un pays.

Plusieurs sphères de l'éducation existent dans la société à savoir : la famille, la religion, le champ politique et surtout l'école. Dans le présent travail, il est principalement question de cette dernière. Pour développer l'éducation scolaire, chaque pays a sa manière de procéder selon ses besoins et ses possibilités et surtout selon ses héritages culturels. Parmi les gouvernements africains, dont Madagascar fait parti, plusieurs ont adopté une politique nationale de l'éducation. Nous avons constaté que ces politiques sont axées, pour la plupart, sur le contenu du programme scolaire et sont donc focalisées sur le savoir à transmettre aux élèves. Il se trouve qu'à Madagascar, à chaque fois que l'on change de régime, les dirigeants essaient d'innover le système éducatif à tel point qu'on observe une abondance de propositions et de méthodes pédagogiques (APC, PPO...) qui s'ajoutent aux formations

¹ Les 8 OMD initiés par les Nations Unies en 2000, in « MAP » ou Madagascar Action Plan 2007-2012

souvent très précipitées des enseignants. Cette année, un renforcement des capacités des enseignants FRAM et des directeurs d'école a été organisé à l'échelle nationale pour remédier à leur manque de qualification. De telles initiatives sont nécessaires, compte tenu du nombre insuffisant des enseignants et de leur formation souvent inappropriée. Nous soulèverons également d'autres points importants concernant l'univers de l'enseignement primaire malgache tels que la gestion et la marchandisation de l'enseignement privé, l'écart entre établissements publics et privés et la baisse de la crédibilité de l'éducation.

LE MOTIF DU CHOIX DU SUJET

Cette analyse sociologique de l'éducation est l'aboutissement de plusieurs années d'activité effectuées dans ce domaine. Celles-ci nous ont permis de constater le niveau très faible de formation de la plupart des enseignants notamment au niveau primaire. En fait, on constate facilement la surabondance des établissements scolaires dans certains endroits et le sureffectif des élèves dans d'autres. A ce niveau une première question se pose. Est-ce cette situation qui oblige les établissements à recruter des enseignants FRAM sans se soucier, ni de leurs compétences ni de leur formation pédagogique ? Pourtant, la phase préparatoire de notre recherche nous a permis de constater que, mis à part ce manque conséquent de formation, d'autres paramètres entrent en jeu. En effet, les diverses approches proposées ont provoqué des confusions et des chevauchements même si de prime abord, elles ne s'excluent pas forcément. Cependant, la plupart n'ont pas réussi à les assimiler conjointement.

Les différents acteurs du secteur de l'éducation sont d'avis que des améliorations doivent être entreprises au niveau qualitatif tant sur le contenu de chaque formation que sur la capacité pédagogique des enseignants. Dès lors, tous les efforts fournis jusqu'à présent sont focalisés, d'une part sur l'amélioration du contenu, du savoir et de la connaissance transmises aux enfants, et d'autre part, sur l'approche mise en œuvre ou le mode de transmission utilisé. Certes, des analyses ont été déjà faites également pour savoir quels sont les avantages et les limites de ces formations et de ces approches précédemment proposées. Mais, du point de vue sociologique, notre analyse nous permet d'entrevoir une véritable résistance aux changements. Aussi, une lecture sociologique s'avère importante pour analyser cette situation et pour en tirer des hypothèses et des idées pouvant faire avancer le secteur éducatif malgache. Nous entendons par lecture sociologique une démarche permettant de comprendre et d'exposer la réalité latente derrière les faits apparents. Dit autrement, nous pensons que des causes

profondes pourraient être à l'origine du tâtonnement voire de l'échec de toutes les innovations pédagogiques mises en œuvre jusqu'à présent. L'intérêt de la présente étude porte donc sur: « **LA RESISTANCE DU SYSTEME EDUCATIF MALGACHE AUX DIFFERENTES REFORMES PEDAGOGIQUES** ».

LA PROBLEMATIQUE

Constatant l'insuffisance de l'encadrement pédagogique du secteur privé de l'éducation, nous avons tout d'abord essayé de dénouer le problème lié au manque de qualification pédagogique des enseignants. De ce fait, nous nous sommes posé une première question simple: **Pourquoi le système est-il incapable de s'approprier les réformes éducatives proposées par tous les régimes qui se sont succédés à Madagascar ?** Autrement dit, dans quelle mesure le fonctionnement du système éducatif constitue-t-il un obstacle à la réussite des différentes réformes apportées ? Pourquoi est-il si difficile d'y remédier ? Quels en sont les obstacles ? Et de quel genre ?

Pourtant, en poussant un peu plus notre analyse, la situation nous semble très complexe de sorte qu'il est difficile d'espérer promptement une évolution qualitative de ce secteur sans procéder à une analyse plus minutieuse.

Aussi, nous pensons qu'il est plus légitime et fructifiant de chercher à l'intérieur même du système et dans la société où il évolue tout ce qui peut se présenter comme obstacle aux réformes éducatives. Même si notre analyse ne peut en aucun cas prétendre trouver intégralement toutes les failles existantes, nous pensons que le fait de trouver les difficultés au niveau sociologique est particulièrement important face aux difficultés rencontrées actuellement dans ce domaine. Ainsi, l'objectif de la présente recherche est de découvrir et d'analyser les failles dans la société, tant au niveau des différents acteurs que dans le fonctionnement même du système éducatif. Nous considérons donc que ce dernier résiste aux réformes proposées à cause des réalités caractérisant la société en général, mais aussi à cause des comportements perçus de cette même société. Dès lors, l'analyse du présent travail va être axée sur cette ambivalence du secteur éducatif malgache.

LES HYPOTHESES DE RECHERCHE

Les hypothèses de travail en recherche sociologique sont des essais de réponse à la problématique préalablement formulée. Tout au long de l'investigation, tous nos efforts, à savoir les approches et les variables, vont se tourner vers la vérification de ces hypothèses. Aussi, les postulats de travail énoncés dans cette partie introductive, vont devenir les fils conducteurs de toute la recherche.

Primo, le milieu éducatif malgache, à l'image de la société, se soucie peu de la qualité. La notion de quantité prend une place plus importante que celle de qualité. Cette dernière ne fait pas partie des valeurs sociales les plus respectées du quotidien des malgaches. Cette lacune peut être l'un des motifs principaux de la baisse du niveau pédagogique des enseignants.

Secundo, les réformes ne sont pas en adéquation avec les réalités des écoles malgaches. Malgré les innovations, les offres éducatives ne sont pas adaptées aux besoins de la majorité de la population. De plus, les besoins ne sont pas clairement définis pour pouvoir agir conséquemment

Tercio, la politique éducative malgache reproduit les inégalités de classes sociales. Les EPP sont, actuellement, destinées aux plus démunis. La privatisation excessive laisse le libre choix aux parents quant à la scolarisation de leurs enfants, suivant les moyens qu'ils disposent. Ainsi, les établissements privés se permettent d'adapter les offres éducatives, répondant aux exigences de la concurrence, et non pas aux besoins des usagés.

LES RESULTATS ATTENDUS

Tout d'abord, nous espérons que cette étude apportera une explication sociologique au problème de résistance du système éducatif malgache à tout effort d'innovation. Le système est constitué du ministère de l'éducation, instance décisionnelle, des autorités et responsables de circonscriptions scolaires, des établissements privés, et des établissements publics (élèves-maîtres). Ils forment un tout qui constitue notre système éducatif. Nous souhaitons ensuite découvrir les causes de ces problèmes. Certes, il existe toujours des problèmes techniques à la mise en application de ces efforts, mais il importe de savoir dans quelles mesures les comportements collectifs, la mentalité propre aux malgaches, les réalités

de notre quotidien, bloquent les changements escomptés. En d'autres termes, quels sont les dysfonctionnements de la société et du système. Ce dysfonctionnement peut toucher à la fois l'environnement social du système et l'organisation de l'offre éducative. Nous voulons dire par organisation, la conception, la mise en application, le suivi et l'évaluation des réformes afin de proposer de meilleures offres éducatives. On peut également mentionner la dimension économique et culturelle. En ce sens, l'approche sociologique nous aidera à mieux comprendre les difficultés de notre société à améliorer qualitativement l'offre d'éducation. Il importe donc, de connaître le point de vue des personnes interrogées (parents, enseignants, spécialistes en éducation, citoyens lambda) sur l'enseignement malgache en général et sur l'enseignement primaire, en particulier.

L'APERCU METHODOLOGIQUE

Puisque la recherche est comme une *investigation méthodique*, portant sur un *secteur particulier*², nous tenons à évoquer, dans cette partie introductive, notre démarche. Quant à l'appareillage détaillé, autrement dit les étapes de notre recherche, les chronogrammes des activités figureront dans la première partie de ce travail.

Nous avons eu recours à la démarche **inductivo-hypothético-déductive** qui consiste à observer les réalités du monde éducatif malgache à partir desquelles nous avons formulés des hypothèses. Ces dernières vont ensuite être vérifiées lors de l'enquête sur le terrain avec un effort d'objectivité de notre part. Nous ne chercherons pas à énoncer des lois à partir de cette recherche de terrain mais plutôt à faire ressortir les causes des problèmes en y apportant une lecture sociologique.

INSTRUMENT D'ANALYSE

Nous nous interrogeons sur les facteurs de blocage des différentes réformes du système éducatif. Comme dit DURKHEIM, « *Sociologue, c'est surtout en sociologue que je vous parlerai d'éducation*³ ». La façon de voir, de constater, de rechercher des réponses d'un sociologue est propre à la sociologie. Ainsi, pour son investigation, le sociologue a besoin d'adopter selon la situation, une approche qui va orienter la démarche de recherche empirique entreprise.

² Définition de Christophe VERRIER (1999)

³ E. DURKHEIM(1993), *Education et sociologie*, Paris, PUF, p92

En étudiant de près le système éducatif malgache, nous ne nous sommes pas penchés sur chaque individu. Pour ne pas être trop ambitieux, nous avons plutôt décidé de nous focaliser sur chaque groupe ou catégorie de personnes formant l'ensemble de ce système : les hauts responsables, les maîtres, les parents... Notre instrument d'analyse a été « l'approche holistique ».

Les explications sociologiques nécessitent une culture proprement sociologique ; c'est pourquoi nous allons faire appel à Emile DURKHEIM⁴. « *Les faits sociaux ne peuvent être expliqués que par des faits sociaux.* » **« Quand on entreprend d'expliquer un phénomène social, il faut rechercher séparément la cause efficiente qui le produit et la fonction qu'il remplit. Nous nous servons du mot de fonction de préférence à celui de fin ou de but, précisément parce que les phénomènes sociaux n'existent généralement pas en vue des résultats utiles qu'ils produisent. Ce qu'il faut déterminer, c'est s'il y a correspondance entre le fait considéré et les besoins généraux de l'organisme social et en quoi consiste cette correspondance, sans se préoccuper de savoir si elle a été intentionnelle ou non. Toutes ces questions d'intension sont, d'ailleurs, trop subjectives pour pouvoir être traitées scientifiquement. (...) Il est naturel de chercher la cause d'un phénomène avant d'essayer d'en déterminer les effets. »**⁵ Dès lors, nous aimerions comprendre la résistance du système éducatif malgache face aux diverses tentatives de réformes pédagogiques. Quelles en sont les causes ? Il nous semblerait inutile d'aborder chaque individu en espérant découvrir s'il peut être la cause de cette défaillance. Notre démarche tente plutôt de comprendre le fonctionnement de l'institution dans laquelle il se trouve.

Bref, l'holisme est un courant de pensée qui cherche à expliquer les comportements, les choix les décisions des individus, à partir du « tout social ». Nous avons donc, choisis d'écarter l'individu : le maître, l'élève, la mère ou le père de famille. Une seule personne ne peut, en soi, être la cause de la non-réussite des réformes à envergure nationale. Selon les sociologues holistes, la société exerce des contraintes sur les individus au cours du processus de socialisation pour les amener à s'insérer dans le « tout social » et leur permettre de s'y épanouir. Ces contraintes déterminent les rôles tenus par les individus au sein de la société.

⁴ E. DURKHEIM(1894), *Les règles de la méthode sociologique*, Chapitre V : Règles relatives à l'explication des faits sociaux

⁵ *Les règles de la méthode sociologique*, Dans les lignes de la version numérique de J C Tremblay, chapitre V

PREMIERE PARTIE
CADRAGES SOCIOLOGIQUES

ANNONCE DU PLAN

Cette étude est présentée en trois parties.

Dans un premier temps, nous verrons la présentation sociologique des problèmes liés à notre sujet de recherche et nous entrerons dans le cadre théorique et expérimental de ce travail.

Puis, dans un second temps, après avoir présenté l'historique des différentes approches, nous entamerons la vérification des hypothèses en synthétisant en analysant les résultats des investigations sur le terrain.

Enfin, nous renforcerons nos analyses par nos théories personnelles liées aux résultats obtenus et énoncés dans la partie précédente.

PARTIE I : CADRAGES SOCIOLOGIQUES

Nous nous intéressons aux facteurs de blocage inhérent au système éducatif malgache qui expliqueraient les limites des réformes pédagogiques proposées en vue d'améliorer la qualité de l'offre éducative en primaire. Les problèmes qui vont être cités plus bas vont servir de toile de fond à notre réflexion. Il faut souligner que les problèmes du monde éducatif sont purement pédagogiques ou uniquement en relation avec le corps enseignant et le ministère concerné. Tout est question de comportement propre à la société d'appartenance. Le fonctionnement de la société en général a son mot à dire dans l'histoire. Les problèmes que nous allons soulever vont donc, justifier le bien fondé de notre préoccupation. Ce sont les fruits du travail documentaire et de nos expériences personnelles en tant que citoyenne, enseignante, parent d'élève et bien sûr en tant que sociologue.

CHAPITRE1 :

PRESENTATION SOCIOLOGIQUE DES PROBLEMES

Nul n'a besoin d'être sociologue pour constater les problèmes qui vont être inventoriés. Cependant, une lecture sociologique s'impose afin d'en connaître les causes pour pouvoir mettre en évidence les résolutions envisageables par la suite. Nous allons donc voir les problèmes en lien avec l'enseignement primaire, la marchandisation et la privatisation de l'enseignement, la dévalorisation des diplômes, la baisse du niveau (régression qualitative), la baisse de l'image de l'éducation.

1-1- LA GESTION DE L'ENSEIGNEMENT PRIMAIRE

Avant tout, rappelons que l'enseignement primaire constitue la base du cursus éducatif de l'individu. Il occupe une place importante dans la vie d'une nation. Pour l'année scolaire 2010-2011, les effectifs représentaient près de 4,3 millions d'élèves. Pendant 10 ans avant 2010, le taux d'accroissement moyen des effectifs est de 6,7%. Mais, ces dernières années, les effectifs sont décroissants.⁶ Fort heureusement, l'Etat malgache a fait l'effort de la gratuité pour l'enseignement de base. Il y a eu également des subventions pour les maîtres FRAM ainsi que pour les enseignants des établissements privées avant cette année scolaire 2015-

⁶ Dans le document bilan commun des pays, 2012, P40

2016. Actuellement, seules les écoles à frais de scolarité inférieur à 800 ariary reçoivent des aides d'état. Toutefois, puisque l'école n'est pas obligatoire juridiquement, de nombreux parents négligent encore l'importance d'envoyer leurs enfants à l'école élémentaire. En 2011, on recensait 80 428 enseignants pour 27 719 écoles ; 67,12 % sont non fonctionnaires.⁷ Cela donne, en moyenne, 3 instituteurs par école. Chaque Fokontany possède une EPP, ce qui nécessite un très grand nombre de maîtres d'école. Certains EPP débordent d'élèves et par conséquent manquent de salles de classes. Ils sont ainsi obligés de diviser les classes, en classes parallèles se partageant la journée. C'est le cas de l'EPP Anosimpatrana, par exemple. Ceci influe sûrement sur la qualité de l'éducation donnée aux élèves.

Il est acquis que la finalité de l'éducation primaire est, sur le plan intellectuel, de préparer, éveiller et mobiliser les ressources intellectuelles de l'enfant : parler correctement, savoir lire, savoir écrire, connaître le milieu où il vit. Sur le plan socio-affectif, il doit aimer lire, aimer écrire, aimer communiquer ses idées, ses pensées, aimer s'intégrer à la vie en société, aimer les arts graphiques, les chants, les musiques, développer sa personnalité et son identité. La réussite à ces deux niveaux dépend de la qualité de ce qui est dispensé à l'école.

1-2- LA GESTION ET LA PRIVATISATION DE L'ENSEIGNEMENT :

La marchandisation et la privatisation de l'école se traduisent par le nombre croissant d'écoles privées ouvertes presque dans tous les coins de rue, surtout dans les villes. La tendance actuelle est à l'enseignement privé depuis le préscolaire jusqu'aux études supérieures. Les chiffres recueillis auprès de la CISCO Tana Ville montre le développement des établissements privés. Le tableau suivant montre l'écart entre le nombre d'établissements publics et ceux du privé.

⁷ Dans le document bilan commun des pays, p40

Tableau 1 : Nombres des établissements publics et privés, CISCO Tana Ville (Données pour l'année scolaire 2014-2015 et 2015-2016)

NIVEAUX	ETABLISSEMENTS PUBLICS : 2014-2015	ETABLISSEMENTS PUBLICS : 2015-2016	ETABLISSEMENTS PRIVES : 2014-2015	ETABLISSEMENTS PRIVES : 2015-2016
PRESCOLAIRE	32	36	553	560
PRIMAIRE	93	93	713	729
COLLEGE	14	14	452	461
LYCEE	07	07	239	241

- Source : CISCO TANA VILLE Avril 2016

Au niveau préscolaire, les établissements privés sont très en avance comparés à ceux du public. On se souvient du temps où les EPP ne recevaient que les enfants de 6 ans ou plus alors que les écoles privées ne limitaient pas l'âge de leur jardin d'enfants, sans restriction de la part de l'Etat. Maintenant que les EPP ont ouvert leurs portes aux plus jeunes⁸, elles rencontrent certains problèmes pour séduire les parents notamment au niveau de leurs infrastructures, de leurs maîtres, et de leurs programmes. 1 école sur 8 est une EPP, 1 collège sur 33 est un CEG, 1 lycée sur 34 est un lycée d'état. Plus le niveau augmente, plus l'écart public-privé s'élargit. Cette tendance est celle des grandes villes, par contre, au niveau national, en 2010/2011, on dénombre 21 837 EPP pour 5 882 écoles privées.⁹ Il y a, donc, un inversement de la tendance en milieu rural. Toutefois, cette privatisation de l'enseignement est dorénavant irrémédiable, l'Etat doit trouver le moyen d'équilibrer les offres

Le développement quantitatif est important (démocratisation d'accès), mais le taux de réussite est politiquement faux si, tout au long du cursus scolaire, l'évaluation par examen et concours est écartée. Or, il y a une culture de l'illusion voire du mensonge car le privé, récupérant tout l'accroissement de la demande, offre une qualité incontrôlée, faute d'organisation et de modèle de référence. L'école privée enrichit son propriétaire en nourrissant les parents d'illusion car elle appauvrit de fait, l'élève qui dans des conditions d'évaluation normales et suffisamment exigeantes, risque d'échouer. Ces parents pensent que, moyennant un certain investissement, leurs enfants sont entre de bonnes mains alors que les

⁸ Premier objectif de l'Education Pour Tous : l'enseignement pré primaire

⁹ In le Document Bilan Commun des pays, 2012, p40

instituteurs recrutés peuvent n'être que des parents du propriétaire de l'école, au chômage et acceptant le salaire minimum. En fin de compte, tout le monde est perdant sauf le propriétaire de l'école.

1-3- LA BAISSÉ DE LA CREDIBILITE DE L'EDUCATION

« *Il n'y a pas d'éducation sans valeur. Même si l'on réduit l'éducation à l'enseignement scolaire, on apprend à l'école. ... Apprendre c'est se délivrer d'une ignorance, d'une incertitude, d'une maladresse, d'une incompétence, d'un aveuglement ; c'est parvenir à mieux faire, à mieux comprendre, à mieux être ? Or, qui dit « mieux » dit valeur.* »¹⁰ Ce sont les premières lignes du livre *Les valeurs de l'éducation*. Un ouvrage capital pour tout individu qui œuvre dans le monde éducatif. Les valeurs inestimables citées dans les lignes de ce livre doivent être communiquées, à tous ceux qui ont choisi le métier d'enseignant puisqu'ils n'ont pas d'emploi. Enseigner est un devoir sacré qui mérite l'implication à corps et âme de celui qui enseigne. Il s'agit d'une action de délivrance de la personne depuis un monde lugubre vers un monde certain et organisé. L'éducation garantit à l'individu une vie meilleure. Selon Olivier REBOUL « ... *l'enseignement est une préparation à la vie...* »¹¹ Cela signifie que la vie n'a pas de sens sans l'éducation.

Les principaux acteurs de ce monde sont les enseignants. Or, le phénomène du « **à défaut d'emploi, devenons enseignant** » entraîne la baisse de l'image de l'éducation. Les personnes choisissant ce métier n'ont plus la vocation enseignante mais font plutôt le choix du moindre effort pour pouvoir vivre. Ainsi, le manque de professionnalisme de ces jeunes recrues, contribue à la baisse de la qualité ainsi qu'à l'image de l'éducation.

Apparemment, nous ne sommes pas les seuls à être touchés par ces problèmes sus mentionnés. Selon Georges COURADE : « *après une période d'expansion rapide (années 1960 à 1980) l'on assiste au début des années 1980 à un recul de la scolarisation. Cette période met en exergue les difficultés quantitatives et qualitatives, souvent occultées de cette réalisation. Les années 1990 à 2000, bien qu'elles semblent porteuses d'espoir, révèlent de façon encore plus crue les difficultés à venir : le modèle de développement exogène de la scolarisation, s'impose à un grand nombre de pays Africains. Est-il vraiment viable ? L'Afrique Subsaharienne arrivera-t-elle à scolariser chaque année d'ici 2015, près de 5 millions d'enfants supplémentaire en leur apportant un **bagage scolaire convenable** ?* »¹² Le problème de l'offre éducative est apparu avec la volonté

¹⁰ In *Les valeurs de l'éducation* d'Olivier REBOUL(1992)

¹¹ In *Qu'est-ce qu'apprendre ?* »d'Olivier REBOUL(1991), p72

¹² Georges COURADE (2006), *L'Afrique des idées reçues*, p390

d'universaliser l'école primaire. Ce défi a nécessité plus d'infrastructures et plus de postes budgétaires. C'est là, la principale source des problèmes : le développement du secteur privé, la diversification des offres, le recrutement d'enseignants sous-qualifiés.

Autrefois, on devenait enseignant par voie de concours. Les apprentis recevaient des formations de qualité et nous avions des centres pédagogiques qui formaient les maîtres du premier cycle, dénommés Centres pédagogiques du premier cycle (CPIC). Les candidats passaient un examen « *oral qui comportait un entretien en malgache et en français avec le jury, et un test psychologique. Ils avaient à remplir un questionnaire détaillé sur leur vie, leurs études antérieures, leurs liens avec le milieu rural, leur appartenance éventuelle à un mouvement de jeunesse.* »¹³ Les capacités de l'instituteur étaient adaptées au caractère spécifique de son milieu de travail. Aujourd'hui, rien de tout cela ne continue à être pratiqué. Tout le monde peut devenir enseignant et il ne semble pas étonnant que notre système éducatif soit en difficulté.

Aujourd'hui, enseigner en primaire ne permet pas de vivre et les instituteurs sont donc obligés d'exercer une autre activité. Parmi ceux que nous avons rencontrés dans le cadre de notre recherche, certains préparent du pain ou achètent des fruits pour les revendre aux élèves. Enseigner c'est gagner trois fois moins qu'un officier de police et 15 fois moins qu'un haut fonctionnaire. Le métier est dévalorisé et démotivant pour ceux qui prennent en charge l'éducation de nos enfants.

1-4- DEVALORISATION DES DIPLOMES

Autrefois, avec le système éducatif élitiste de l'époque, rares étaient les personnes titulaires d'un baccalauréat. Avec seulement le BEPC ou même le CEPE, nos aînés pouvaient s'en sortir et trouvaient un travail qui leur permettait de vivre. Avec le temps, en relation avec le niveau qui a baissé, les diplômes ont eu de moins en moins de valeur. Arrivés au terme du primaire, les enfants n'ont encore acquis que peu de bagage intellectuel à utiliser dans leur vie future. Pour ceux qui atteignent la fin du secondaire, les métiers intellectuels ne sont toujours pas à leur porté, du moins actuellement. Il nous est difficile de délimiter dans le temps mais nous constatons que dernièrement le BACC représente le seuil pour trouver un travail convenable. Les parents font tout pour que leurs enfants aient au moins le BACC. Malheureusement, la sélection du monde universitaire est si féroce que seuls très peu d'étudiants peuvent y accéder. De plus, de nos jours, même le métier de nourrisse, de

¹³ Anne-Marie(2006), *Aux origines du mai malgache*, p284

vendeuse, ou d'agent de sécurité, demande d'atteindre ce seuil imposé par le monde du travail : « être titulaire d'un baccalauréat ». Les plus chanceux pourront enseigner en primaire ou au mieux passer des examens pour devenir fonctionnaire moyen. Mais beaucoup rejoindront les rangs des chômeurs et par conséquent intégreront le secteur informel contre leur volonté. En restant plus d'une dizaine d'année sur les bancs de l'école, il est impensable de vivre de la sorte ; mais faute de mieux, avec le BACC en poche, ils préfèrent manger peu plutôt que rien.¹⁴ Par ailleurs, ce fléau commence à toucher aussi l'enseignement supérieur. Dans ce cas précis, il est surtout question d'offre et de demande. Les jeunes diplômés, se trouvant dans une impasse, sont contraints de chercher du travail en dehors de leur champ d'étude.

1-5- LA BAISSSE DU NIVEAU

Ce que nous allons relater présentement est étroitement lié à tout ce que nous venons de dire plus haut. Tout le monde pense que les générations d'après 1972 sont victimes de la nationalisation de l'enseignement qui n'a finalement, pas été très bénéfique pour nous les enfants de la nation. Il est clair que pendant la période coloniale, les objectifs de l'enseignement à Madagascar furent « *l'assimilation des nouveaux sujets, francisation visant à lutter contre l'influence britannique, et la conscience nationale malgache, mais en même temps adaptation de l'enseignement aux besoins locaux, besoins définis comme ceux des colons, petits et grands, mais aussi comme ceux de l'administration, centralisation nécessaire à la constitution d'un corps de fonctionnaires subalternes, et, en même temps, régionalisation visant à jouer sur les antagonistes ethniques.* »¹⁵ Après l'indépendance, le problème se complique car la question est : qui sont les véritables détenteurs du pouvoir de décision en matière d'enseignement ? La république malgache retrouvait l'intégralité de sa souveraineté, y compris en matière universitaire, mais il semble que cette souveraineté fut limitée par les accords de coopération signés pendant la phase préparatoire de l'indépendance. Certes, les diplômes étaient valides en France, mais cela impliquait que l'ensemble des réformes universitaires fut décidé en France. L'une des revendications de 1972, fût donc la malgachisation de l'enseignement malgache.

La régression qualitative est, sans aucun doute, le fruit de cette malgachisation qui fut un « échec ». Selon nous, la question de l'organisation reste toujours un des facteurs de cette révolution non réussie. Idéologiquement, nous étions bien apprêtés tandis que

¹⁴Comme diraient nos anciens « *Aleo mihinan-kely toy izay mandry fotsy.* »

¹⁵ Anne-Marie GOGÉUL(2006), Op.cit., p18

techniquement, nous n'étions pas préparés. Nous voulions une démocratisation, une malgachisation, une nationalisation. Mais savions-nous seulement ce dont nous avions vraiment besoin ? Que voulions-nous changer ? C'était pourtant le moment propice pour prendre le bon tournant dans la réforme du système pédagogique malgache. C'est bien dommage que nous n'ayons pas su saisir cette opportunité car nous étions aveuglés par le népotisme. Nous n'avons pas eu le sens de l'organisation mais nos responsables n'avaient pas non plus les compétences requises. Nous pouvons en déduire que les efforts de nos aînés ont été vains. Mais aujourd'hui, c'est à nous de retenir la leçon à partir des erreurs du passé car il ne faut pas oublier que les problèmes de l'enseignement ont persistés voire sont devenus plus graves. La principale question que nous devons nous poser est : notre société a-t-elle des difficultés pour définir son avenir et en conséquence est-elle capable d'améliorer qualitativement et quantitativement l'éducation qu'elle offre à ses enfants ?

L'Etat rencontre des difficultés dans sa gestion de l'enseignement primaire et dans sa privatisation. Suite à cette démonstration tirée pour l'essentiel de notre travail de documentation et de nos expériences personnelles, passons maintenant au second chapitre qui contient les repères théoriques de notre travail de recherche.

CHAPITRE2 : LES REPERES THEORIQUES

Dans cette partie de notre travail, nous entrerons dans le cadre théorique de l'objet de recherche. Nous avons jugé nécessaire de parler de la socialisation car l'école en est une instance. Par la suite, nous allons confronter les grandes théories avec notre problématique. Que dit la sociologie des réformes, des organisations et de l'éducation ?

Selon Jean-Paul VOYER,¹⁶ « *l'élaboration d'un cadre théorique se résume pour une bonne part à l'identification des variables principales susceptibles d'exercer une influence sur le phénomène étudié, à l'analyse de leurs interrelations respectives ainsi que des éléments d'explication disponibles pour rendre compte de ces relations... Il ne s'agit pas simplement cependant de localiser et de résumer les conclusions des études antérieures sur la question ; encore faut-il en faire une analyse critique, intégrer ces éléments de façon à former un tout, un véritable ensemble théorique.* »

Nombreux sont les auteurs qui ont proposés des théories sur les réformes, les organisations et l'école. Dans ce chapitre, nous allons les confronter à la problématique. Nous allons les analyser afin de cerner notre objet de recherche.

2-1- SOCIOLOGIE DES REFORMES : LES CAUSES DES INNOVATIONS DU SYSTEME EDUCATIF

Que nous dit la sociologie des réformes ? Que pouvons-nous dire sur les causes des innovations du système éducatif ?

Nous nous appuyons ici sur l'ouvrage de Pascal BIANCHINI : *Ecole et politique en Afrique noire, Sociologie des crises et des réformes du système d'enseignement au Sénégal et au Burkina Faso (1960-2000)*¹⁷. Dans cet ouvrage, l'auteur affirme qu'« *on ne peut réduire la logique des prises de position des "évolués" puis des intellectuels africains à l'hostilité ou l'acceptation de la dynamique d'acculturation. Car, en ce domaine, la politique a été contradictoire : alors qu'elle prônait l'assimilation au nom de la "mission civilisatrice", elle a aussi veillé à maintenir l'enseignement colonial dans une position subordonnée relativement à l'enseignement métropolitain. Aussi, les élites indigènes ont plutôt revendiqué dans le cadre du système existant, la fin de toute discrimination, plutôt que l'adaptation des contenus et de l'organisation scolaire aux*

¹⁶ Cité par Robert J. GRAVEL(1988), *Guide méthodologique de la recherche*, Québec, Presses de l'Université de Québec, p4

¹⁷ Document en ligne :

<http://books.google.mg/books?hl=fr&lr=&id=jlXDQyz8VBEC&oi=fnd&pg=PA89&dq=sociologie+des+reformes&ots=VY> Consulté le 29 Juin 2016

spécificités locales.¹⁸ » En ce qui concerne l'Afrique Noire, quand les enfants de la nation ont été instruits, ils ont pris conscience que le système éducatif semblait encore véhiculer des idées d'acculturation, séquelles de la colonisation. Ils ont commencé à critiquer le contenu des programmes scolaires et à qualifier ces derniers d'être discriminatoires et non adaptés aux besoins d'une nation fraîchement décolonisée. Aussi, des tentatives de revendications ont mobilisées les étudiants de chaque pays. Ce mouvement a par la suite influencé la masse populaire, provoquant ainsi un soulèvement populaire un peu partout en Afrique. A ce titre, BIANCHINI affirme que « *juste avant l'indépendance, il semble que ce soit, au sein des militants étudiants et non chez les enseignants restés en Afrique, que l'on puisse repérer la genèse intellectuelle des réformes de l'éducation à venir au cours des années 1970*¹⁹. Cette contribution s'explique sans doute par les trajectoires de l'exil et les perspectives d'évolution des sociétés et des systèmes éducatifs africains qu'ont été à même de percevoir certains intellectuels du mouvement étudiant.²⁰ » Le mouvement étudiant malgache eut lieu principalement en 1972. On revendiquait alors la malgachisation de l'enseignement qu'on jugeait trop éloigné des valeurs culturelles malgaches. Au fond, le but ultime était de couper totalement le lien qui nous reliait à la France métropole. Mais pourquoi nos réformes sont-elles **mort-nées** et n'ont pas abouti aux résultats attendus ? Ont-elles été **vouées à l'échec** à cause de motifs trop flous et de mesures prises qui ne se coïncidaient pas ou ne répondaient pas aux exigences de départ ? Le népotisme, l'incompétence des responsables, l'organisation même de ces innovations sont en cause. Si tel est le fond du problème, il nous faut donc revenir au problème de cette organisation.

2-2- SOCIOLOGIE DES ORGANISATIONS : L'ORGANISATION DE L'ADOPTION DE CHANGEMENT D'APPROCHE

La notion de sociologie des organisations est née après la seconde guerre mondiale, c'est-à-dire au moment où la sociologie de l'éducation s'est épanouie. Elle s'intéressait, au départ, aux institutions telles que les usines, les services administratifs ou les hôpitaux. Bref, son terrain d'action était surtout le fonctionnement des organisations et l'influence de la « structure » sur la dynamique d'action de ses « membres ». Les sociologues, surtout américains, pensaient progressivement que les organisations pouvaient servir de laboratoire pour expliquer les interactions entre les contraintes de la société et la liberté individuelle. Cette sociologie s'intéresse à l'orientation d'une institution vers un objectif, le choix de

¹⁸ Document en ligne : idem

¹⁹ BIANCHINI(2001), Document en ligne, p181 -199

²⁰ Document en ligne : op.Cit.

moyens, et la coordination des activités à l'intérieur d'une structure délibérée.²¹ Dans son livre *Participer à l'organisation du changement*, Michel DARBORD dit que: « *L'organisation est la science de l'action (...) sa mise en œuvre est l'art de l'équilibre, et un art profondément humain.* » « *Aux blocages suivis d'explosions, aux révolutions brutales qui se réduisent à un transfert du pouvoir à une nouvelle caste dirigeante, seront substituées l'adaptation collective et continue, et la révolution permanente et pacifique, seules susceptibles d'amener les véritables progrès dont nous avons fini par douter.* »²² Aussi, on peut en tirer que pour organiser il faut agir. Il ne s'agit plus d'user de la force pour gagner le respect et la collaboration de tous. Le meilleur moyen d'atteindre ensemble un but collectif c'est de mettre chaque individu ou groupe d'individu à la place qui lui convient. Pourtant, il est difficile de considérer les malgaches comme des hommes d'action. Une mentalité favorisant l'oisiveté : le *mipetrapetraka*, le *mitraitraika* prédomine et rend ainsi difficile d'apporter des changements conséquents et rapides sur les indices socio-économiques. Peut-on donc parler à Madagascar **d'adaptation collective** ? Ne serait-ce pas plutôt **de l'inadaptation collective** ? Combien de fois l'Etat a-t-il essayé de changer les habitudes de la population, mais en vain ? Prenons l'exemple de la propreté pour essayer de comprendre cette difficulté. Il a fallu un temps assez long aux citoyens pour ne jeter les déchets dans les bacs à ordures publiques. Et la **pérennisation** de cette nouvelle habitude ? Aujourd'hui, c'est autour de l'Etat de rencontrer des difficultés dans la collecte des ordures.

2-3- SOCIOLOGIE DE L'EDUCATION

La sociologie de l'éducation est la facette de la sociologie qui étudie les différentes sphères de l'éducation comme la famille, l'école, l'apprentissage en général. Selon Durkheim, le précurseur de la sociologie française, « *l'action éducative produit en chacun de nous l'être social, combinaison entre un être individuel dont les états mentaux se rapportent à la seule personne et un deuxième être nourri d'idée et d'habitudes qui expriment le(les) groupe(s) d'appartenance.* »²³ L'interaction éducateur-éduqué produit en ce dernier un effet de socialisation qui aboutit à un individu rationnel intériorisant les normes et comportements du groupe qui l'a produit.

²¹Dans l'introduction de Lusin BAGLA(2003), *Sociologie des organisations*, la Découverte, Paris, dans l'introduction

²² Michel Darbord(1977), *Participer à l'organisation du changement*, p161, 163

²³ Définition de Durkheim, citée par Anne Van HAËCHT in *L'école à l'épreuve de la sociologie : la sociologie de l'éducation et ses évolutions*, Document en ligne <http://webdoc.unil.ch/aide-webdoc/webdoc.fr.html>, consulté le 22Avril2016

2-3-1- L'ECOLE, INSTRUMENT DE SOCIALISATION

Se pose maintenant la question pourquoi parler de socialisation. Quelle relation y a-t-il entre cette dernière et l'école ? Tout d'abord, on peut affirmer que l'éducation en général peut être synthétisée par le phénomène de socialisation de l'individu. Certes, l'école n'est qu'un aspect de l'éducation dans une société, mais elle représente tout de même un moyen de libération et de sélection.

La notion de SOCIALISATION fait partie des concepts de base de la sociologie mais elle peut avoir différentes significations selon le point de vue que l'on adopte sur le social. Nous allons y consacrer plusieurs paragraphes, car la façon d'éduquer les enfants constitue le noyau le plus visible mais aussi le cœur du processus de socialisation familiale²⁴. Il est fait allusion ici à la famille, mais, à notre avis, dans le monde moderne, l'école prend une place prédominante dans la vie des enfants. Ainsi, ce sont plutôt les responsables d'école et non pas les parents, qui ont le plus de responsabilité dans l'éducation des enfants. C'est pourquoi, parler de socialisation scolaire, au même titre que de socialisation familiale, nous semble tout à fait opportun. Force est de constater que depuis trois siècles, notamment à cause des contraintes du monde de travail, d'autres instances, telles que les nourrices (les professionnels de l'enfance), le pensionnat, le collège, le couvent et l'école sont devenues parties prenantes de la socialisation primaire de l'enfant.

a) LES DIFFERENTES DEFINITIONS

Tout d'abord, proposons cette définition de Claude DUBAR, une des plus simples à notre avis, mais qui peut nous familiariser avec cette notion de socialisation. Selon lui, cette dernière n'est autre que « *les manières*²⁵ *de transformer des enfants, êtres biologiques et égoïstes, en êtres sociaux, ... depuis leur naissance jusqu'à l'âge adulte.*»²⁶ Dès lors, selon cet auteur, la socialisation est un processus de transformation continue de l'être humain tout petit et presque asocial pour devenir un adulte capable de s'adapter en société. Elle est une transformation acquise progressivement en la personne de chaque enfant à travers les différentes instances de socialisation bien déterminées de sa société. Cela permet à l'enfant de grandir et de développer son champ mental.

²⁴ In *La socialisation : Domaines et Approches* de M DARMON(2006), 2è Edition Armand Colin, p12

²⁵ « Manières » dans le sens d'approches d'apprentissage non pas programme d'étude

²⁶ Définition proposée par Claude DUBAR, in *La socialisation*, p7

De plus, une autre définition, celle de Muriel DARMON²⁷, va aussi dans le même sens que celle proposée ci-dessus. Selon cette sociologue, la socialisation, « *c'est la façon dont la société forme et transforme les individus.* » Elle a aussi ajouté que « *la socialisation est l'ensemble des processus par lesquels l'individu est construit ou formé ou modelé ou façonné ou fabriqué ou conditionné, par la société globale et locale dans laquelle il vit, processus au cours desquels l'individu acquiert ou apprend ou intériorise ou incorpore ou intègre, des façons de faire, de penser et d'être qui sont situées socialement.* » Nous pensons que cette définition apporte plus d'éclairage pour comprendre cette notion de socialisation. Aussi, il est évident que chaque individu ne peut qu'entrer dans ce processus de transformation qui va influencer progressivement son existence au sein de sa propre société. Se pose tout de même la question de savoir si un individu n'est pas autre chose que le fruit de sa propre société ? Car si cela est la stricte vérité, aucun individu n'est donc responsable, car ce qu'il est et ce qu'il fait est toujours l'implication de la socialisation qu'il a subie.

Et enfin, pour DURKHEIM, le père de la sociologie française, la socialisation est « *une contrainte verticale exercée par les institutions et leurs agents sur les individus considérés comme des tables rases et des êtres éminemment « passifs » et « suggestionnables ».*²⁸ » Cette définition survalorise la contrainte qui s'impose à chaque individu et considère ce dernier comme un simple pion que les agents socialisateurs manipulent à leur guise. Aussi, ce sociologue met plutôt l'accent sur le caractère inéluctable de ce phénomène de socialisation et sur la passivité de chaque individu qui ne peut dès lors que subir. Mais la même question se pose par rapport à la responsabilité de l'individu face à ce phénomène. N'y a-t-il pas une sorte de confrontation qui se passe inévitablement en chaque individu face aux influences de la société ? De plus, n'a-t-il pas aussi une part de responsabilité plutôt que de seulement subir ?

b) LA SOCIALISATION PRIMAIRE ET LA SOCIALISATION SECONDAIRE

La socialisation primaire s'effectue au sein de la famille, de l'école et des groupes d'enfants. Elle est surtout privilégiée dans les théories génétiques de la socialisation de Piaget et de Percheron et celles fonctionnalistes de Linton et de Parsons.²⁹ Plusieurs raisons nous permettent d'adhérer à l'idée que chaque individu est ardemment modelé par l'éducation qu'il a reçue pendant son enfance. Emile Durkheim et Norbert Elias, entre autres, défendent la thèse selon laquelle l'enfant est particulièrement influençable. Norbert Elias, quant à lui,

²⁷ M. DARMON(2006), *Op. cit.* . p6

²⁸ E. DURKHEIM(1993), *op.cit.*, p64

²⁹ Claude DUBAR, *op.cit*, p15

insiste même sur le fait que pour s'éloigner de son statut d' « *animal* », l'enfant a besoin de cette influence de son entourage. Tous ces sociologues s'accordent donc à dire que l'identité de l'individu est toujours forgée par la société dans laquelle il a grandi et a été éduqué. Peter BERGER et Thomas LUCKMANN vont aussi dans le même sens et soutiennent à leur tour qu'à ce stade de sa vie, nul enfant ne peut choisir son entourage et, donc, il est contraint d'intégrer les « *influences socialisatrices* » exercées sur lui. Par ailleurs, les liens d'affection qui se tissent entre lui et ses parents rendent encore plus efficace la socialisation primaire. Et enfin, pour Pierre BOURDIEU, l'enfant va se servir de ses premières expériences comme « *filtres* » de sélection dans sa vie future afin qu'il ne s'écarte pas des convictions forgées par ces expériences.³⁰ Cette dernière position, surtout par la notion de sélection évoquée, rejoint donc la question que nous avons posé par rapport à la responsabilité de l'enfant.

Par rapport à la socialisation secondaire, DARMON affirme que « *de même que la socialisation n'est pas exclusivement familiale, la socialisation n'est pas exclusivement primaire et tout ne se joue pas dans l'enfance.* »³¹ Selon nous, la célèbre phrase « Tout se joue avant six ans. » des psychologues Américains semble négliger les instances de socialisation secondaire telle que le monde professionnel. Or, dans les deux cas, le processus de socialisation est un processus collectif initié à l'intérieur et par le biais d'un groupe. Nous n'allons donc pas nous attarder sur ce point puisque notre intérêt porte surtout sur la socialisation primaire qui s'opère à l'école.

c) LE DEBAT PIAGET-DURKHEIM

D'un côté, selon la vision *durkheimienne* de la socialisation, les hommes sont « intégrés socialement » depuis leur naissance jusqu'à l'âge adulte. DARMON la conçoit comme l'« action de la société sur l'individu »³². Pour DURKHEIM, cette contrainte verticale est un modelage de l'enfant par les rapports sociaux. Et d'un autre côté, la vision *piagetienne* de la socialisation apporte une autre compréhension. Selon cette vision, la socialisation est comme un processus qui ne concerne que l'enfant et l'adolescent. Sa position critique donc la théorie de DURKHEIM à la fois fonctionnaliste et mécaniste. Pour lui, DURKHEIM sous-estime la **coopération**, alors que la socialisation ne doit plus être vue comme une **inculcation**. Piaget pense que la socialisation doit être vue comme une « *construction interactive des*

³⁰ Dans le premier chapitre du livre de M DARMON(2006), *La socialisation : domaines et approches*, 2è Edition, p11

³¹ Dans le troisième chapitre du livre de DARMON(2006), *op.cit.*, p67

³² DARMON(2006), *op.cit.*., p7

conduites sociales à la fois cognitives et relationnelle ». Il donne plus de responsabilité à l'individu qui a le choix et la faculté d'intérioriser à sa façon les manières de faire, de sentir et de penser transmises par les différentes institutions de la société.

Pourtant, à notre avis, dans tous les cas et qu'on le veuille ou non, l'école est et restera une institution prépondérante de socialisation de l'individu. De ce fait, les agents socialisateurs qui y exercent doivent prendre conscience du rôle qu'ils ont à jouer dans la vie de chacun de leurs élèves. Cela n'enlève tout de même pas la responsabilité que peut avoir l'individu dans ce processus. Cette responsabilité peut se montrer de différentes manières à savoir sous formes de confrontation, de coopération ou de filtre de sélection pour reprendre les termes que les sociologues suscités ont utilisés. Cependant, il est difficile de préciser que cette responsabilité commence à exister à tel ou à tel âge. Ce qu'on peut affirmer, à notre avis, c'est que chaque individu, façonné par sa société par le phénomène de socialisation primaire, est à la fois *précédé et responsable* de ce qu'il est et fait. Aussi, les différentes manières avec lesquelles on a éduqué les enfants à l'école restent un paradigme incontournable définissant sa prise de décision et influençant ainsi sa manière d'être une fois l'âge adulte atteint.

2-3-2- THEORIE ECONOMIQUE DE L'EDUCATION : MARCHANDISATION ET PRIVATISATION DE L'ECOLE A MADAGASCAR

Le développement du système scolaire et son adaptation à toute époque nécessite une théorisation appropriée. Les premières théories furent les théories économiques de l'éducation : **les investissements scolaires représentent des sources de bénéfices** individuels à travers les salaires, les carrières et collectifs en termes de taux de croissance économique. Elle prône l'importance du capital humain qui, par ses potentiels intellectuels, participe au développement. Le THAN KHOI, dans son livre *L'industrie de l'enseignement*³³, est l'un de ceux qui envisagent l'enseignement sous un angle économique, comme une industrie. Selon lui, cette industrie doit, par l'ensemble de ses facteurs de production, maximiser sa contribution au développement économique de la nation. Le produit en est l'élève tandis que le maître, les bâtiments ainsi que la politique éducative en sont les facteurs de production. Le coût de leur combinaison doit être maîtrisé au minimum pour avoir un rendement maximum. Face à tout cela l'enseignement se doit de satisfaire les besoins

³³ Le Than Khoi(1967), *L'Industrie de l'enseignement*, Edition de Minuit, Paris

individuels, économiques et sociopolitiques. C'est, donc, un apport scientifique sur l'économie de l'enseignement sans pour autant négliger sa dimension humaine.

D'après Le THAN KHOI, l'éducation scolaire reste, pour certains pays, une formation d'un groupe d'élites destinées aux études supérieures. Dans ce cas, la masse populaire se contente de l'enseignement élémentaire. Cela peut évoquer bien entendu le cas de Madagascar et de beaucoup de pays d'Afrique ? Aussi, si nous voulons parvenir à développer notre société, il faudrait améliorer voire changer la politique éducative : de nouvelles connaissances, une formation polyvalente et des programmes éducatifs bien adaptés. De plus, il nous faut également faciliter l'accès à l'éducation en vue de l'égalité des chances. En effet, la sociologie de l'éducation contemporaine s'est structurée autour de problèmes liés à l'expansion scolaire et à l'inégalité sociale devant l'école. Elle représente l'approche scientifique de l'éducation comme phénomène social.

2-3-3- L'INEGALITE DES CHANCES ET REPRODUCTION DES INEGALITES

En parlant d'égalité des chances, il faut tenir compte de *la théorie de l'inégalité des chances*, déjà avancée par Le THAN KHOI par rapport à l'école. Cette théorie stipule qu'avec des compétences scolaires ou des aptitudes égales³⁴, « les enfants des couches supérieures ont davantage de chances de poursuivre leurs études ». L'espoir de réforme reste très mince pour certains, poussant même des sociologues à s'engager dans le domaine de l'éducation pour ne citer que les plus célèbres dans le monde francophone : BOURDIEU, PASSERON, BOUDON. Leurs théories convergent sur un point : le pessimisme de leurs conclusions.

En effet, nous pouvons trouver chez BOURDIEU et PASSERON l'idée que « *la reproduction qui représente l'englobant théorique des Héritiers repose sur une théorie de la violence symbolique* »³⁵. Ils dénoncent le caractère ambivalent de l'école qui, d'une part peut libérer les enfants pauvres arrivant à terminer leur cursus scolaire avec des soutiens divers comme les Kit scolaires, les cantines scolaires, les bourses d'étude ; et d'autre part, peut consolider les inégalités par la formation des élites sélectionnées venant de la classe dominante et qui vont occuper les postes de dirigeants dans l'avenir. « *La structure et le fonctionnement de tout système d'enseignement institutionnalisé sont à mettre directement en relation avec la double mission qui lui est assignée : fonction propre d'inculcation et fonction de reproduction d'un arbitraire*

³⁴ Mesurables par des tests

³⁵ In *Ecole à l'épreuve de la sociologie*, cité dans le résumé de Camille Angelo Aglione, Document en ligne

culturel.³⁶ » « *Le libre jeu de l'institution est préservé au prix d'une servitude implicite : la légitimation de la reproduction des hiérarchies sociales par la transmutation des hiérarchies en hiérarchies scolaires* »³⁷

En ce qui concerne Madagascar, notre observation a pu faire ressortir des phénomènes similaires. En effet, dès le début, les enfants reçoivent des bagages intellectuels hétéroclites selon l'école fréquentée. La libéralisation des offres scolaires fait que les plus démunis se contentent des écoles publiques proposant de basses qualités d'éducation, tandis que les gens aisés optent pour les établissements privés suivant les moyens qu'ils disposent. « *L'école, depuis la maternelle jusqu'à l'université, est le creuset où s'opère la transformation du capital social en capital culturel institutionnalisé, qui permet à l'hérédité sociale de se réaliser en toute légitimité.* » Aussi, ce cercle vicieux ne mène qu'aux mêmes conclusions au-delà des autres paramètres qui entrent en jeu. Nous parlons justement d'autres paramètres, car le rôle que joue l'Etat dans la gestion des offres éducatives du pays est si prépondérant. Si les pays développés et émergents se plaignent de l'**Etat-enseignant** et veulent ainsi orienter les systèmes éducatifs vers la décentralisation, le libre choix de l'école et, plus récemment, le renouveau des contenus et des structures différenciées. Les pays pauvres comme Madagascar et ceux de l'Afrique Noire souffrent du désengagement de l'Etat, la privatisation de l'éducation, la différenciation des contenus favorisant et faisant perdurer l'inégalité des classes sociales à travers les classes scolaires. Dès lors, on peut affirmer que cette libéralisation de l'enseignement constitue pour nous l'une des entraves à la réussite des réformes pédagogiques, vue la difficulté de trouver un terrain d'entente entre les différents acteurs.

Les problèmes de l'enseignement à Madagascar sont liés entre eux. Dès l'enseignement primaire, la marchandisation et la privatisation non maîtrisées contribuent à la baisse du niveau et par conséquent dévalorisent les diplômes. Par la même occasion, la crédibilité même de l'éducation est en baisse. Il se trouve que le fléau touche toute l'Afrique Noire. Beaucoup de réformes ont été entamées mais sans succès pour la plupart. Ce fut le cas de Madagascar. C'est justement dans le but de découvrir les causes de cet échec que nous avons orienté notre recherche de terrain.

³⁶In *Ecole à l'épreuve de la sociologie*, cité dans le résumé de Camille Angelo Aglione, Document en ligne

³⁷Bourdieu et Passeron(1970)

CHAPITRE III : CADRES EXPERIMENTALES

3-1- LES ETAPES DE LA RECHERCHE

« On peut définir le processus de la recherche empirique, comme l'ensemble des opérations de recherche, distinctes et successives, mais interdépendants, effectuées par un ou des chercheurs appartenant à une ou plusieurs disciplines, afin de recueillir d'une manière systématique des informations valides sur un phénomène observable dans le but de le comprendre et de l'expliquer. »³⁸ Bien planifier la recherche permet de garantir son bon fonctionnement jusqu'à ce qu'on arrive à son bon terme. Aucune étape ne peut être sautée ou même négligée.

A présent, il importe de passer en revue les étapes de notre recherche. Ce sont « *les quatre étapes d'une recherche* » selon WEIBERG(1994)³⁹

Etape 1 : Il s'agit de délimiter un sujet pointu sur un domaine précis. Il est difficile voire impossible d'étudier un thème trop vague, il faut, donc, essayer de répondre à une question explicite et visée. Ainsi, nous avons choisi de nous pencher particulièrement sur **la sociologie de l'éducation**. Et de nous interroger sur les causes de la résistance du système éducatif malgache par rapport aux améliorations voulues par les réformes pédagogiques, notamment **en primaire**.

Etape 2 : Nous avons forgé des hypothèses et avons construit une problématique pour notre travail de recherche. Puis nous avons procédé à une étude préliminaire de documents relatifs à notre sujet d'étude. Cette exploration littéraire ajoutée à des constats de terrain, fruits de nos expériences personnelles nous a permis de recentrer notre problématique. Nous nous sommes donc posé la question : **Pourquoi est-ce que ces diverses réformes du système éducatif ne réussissent pas à améliorer la qualité de l'enseignement à Madagascar ?** A priori, il semble qu'il existe des incohérences dans la manière de mettre en œuvre ces réformes. Il importe de savoir dans quelles mesures ces réformes peuvent être des vecteurs de progrès, compte tenu des difficultés actuelles de l'enseignement primaire. Y-a-t-il réellement une volonté sous-tendue par une démarche objective d'améliorer l'existant ? **Les acteurs hiérarchiques de l'institution éducative se trouvent en incohérence par rapport à la mise en pratique de ces innovations**, qui ont certainement chacune leurs points forts. Nous avons fait l'inventaire des difficultés actuelles : les actes pédagogiques, le

³⁸ Définition de Marc-Adélar TREMBLAY (1968), *Initiation à la recherche dans les sciences sociales*, Montréal, McGraw Hill, p147

³⁹ « *Quartés étapes pour une recherche* », Sciences humaines, n°35, cité par HAMON(2003), in *Eléments de méthodologie pour les recherches en sciences de l'éducation et en sciences humaines*, CIRCI, FLSH, Université de La Réunion

nombre d'élèves, l'effort supplémentaire exigé aux élèves et aux parents ; à l'école, la façon dont les directeurs et responsables locaux et régionaux gèrent l'innovation pédagogique. Il est clair, face à toutes ces difficultés que les décrets ne suffisent pas pour que les choses changent. Il faut mobiliser l'intelligence collective.

Etape 3 : Pendant quelques mois nous avons **recueilli un certain nombre de données** en lisant des documents, et en suivant les actualités du monde, en Afrique et particulièrement à Madagascar. Le travail de documentation a été orienté vers notre domaine de recherche, la sociologie scolaire, ce, bien avant la descente sur le terrain et jusqu'à la finalisation de la rédaction du mémoire. Lors de l'exploration de terrain, qui a duré quelques semaines, nous avons essayé de recueillir le maximum d'informations auprès des personnes interrogées et sur les lieux (visites d'établissements, observations de classe) en vue d'obtenir des données pertinentes pouvant conduire à la vérification ou l'infirmité de notre hypothèse de départ.

Etape 4 : L'interprétation de nos résultats d'enquête rassemblés et ordonnés constitue le noyau même de ce présent mémoire. Il s'agit de synthétiser les éléments de réponses obtenues et de les analyser pour faire ressortir le côté sociologique des problèmes.

3-2- LE TERRAIN D'INVESTIGATION

Le CISCO TANA VILLE s'étend sur les 6 arrondissements de la Commune Urbaine de Tananarive ; chaque arrondissement correspond à une ZAP. On recense 13 conseillers pédagogiques pour le primaire et un pour le secondaire.

Nous avons mené des séances d'observation de classe dans les établissements publics et privés suivants :

- EPP AMPASANDRATSARAHOBY à Antaninandro
- EPP BERNARD CANUT à Faravohitra
- EPP AMBOHIDROA I à Ambohidroa Antehiroka
- EPP AMBOHIDROA II à Ambohidroa Antehiroka
- EPP ANOSIPATRANA à Anosipatrana
- Ecole Privée FJKM RASALAMA à Antaninandro
- Collège Privé RAKOTO BINJAMIN JEAN Ambohidroa
- Collège Privé HAFATRA Ampandrana Ouest

Le choix de ces établissements a été dicté par leur localisation : Faravohitra et Antaninandro représentent les quartiers aisés de la ville ; Anosimpatrana celui des bas

quartiers, tandis que les écoles d'Ambohidroa sont représentatives de ceux qui se trouvent entre les deux sur le plan démographique et géographique.

3-3- LA METHODE D'INVESTIGATION

« *La recherche implique une exigence générale de rigueur, mais dégagée de toute indication technique, de toute notion de moyens. Elle découvre la notion d'expérimentation aussi bien que celle d'observation... L'enquête, elle revêt un sens plus restreint, plus technique et limité aux sciences humaines, car, par son étymologie même, elle comporte la quête d'informations (orales ou écrites)...* » Madeleine GRAWITZ et Rober PINTO⁴⁰ ont avancés cette définition de l'enquête afin de souligner l'importance des techniques d'investigation ou d'enquête pour les études sociologiques. Entreprendre une enquête sans penser préalablement aux méthodes et techniques serait insensé pour celui qui prétend être chercheur.

Ainsi, pour mener notre investigation, nous avons recours à la méthode fonctionnelle ; c'est-à-dire que nous avons appréhendé les faits en tenant compte de leur fonction (MALINOWSKI cité par GRAWITZ. M. (2001) *Méthodes des sciences sociales*, Paris Dalloz, p 423-427) car tous les éléments sociaux et culturels remplissent des fonctions sociologiques et ces éléments sont indispensables. Nous aurons longuement le loisir de parler de la part culturelle de la résistance du système éducatif, dans une autre partie de ce travail.

Le type d'enquête change selon la procédure choisie ainsi que le type de données recueillies et de la façon dont on les manipule. Ici, l'enquête est de type qualitatif ; les rapports de causalité y seront insinués et non pas établis à partir de données statistiques.

3-4- LES TECHNIQUES DE COLLECT DE DONNEES ET D'ANALYSE

Tout au long de l'investigation, la technique essentiellement utilisée est l'interview accompagnée de l'analyse de contenu. Selon HAMON(2003)⁴¹, l'interview est *un entretien oral, dans lequel une personne A extrait de l'information d'une personne B information qui était contenue dans la biographie se référant ici à l'ensemble des représentations associée aux évènements vécus par B* Personnellement, nous voudrions insister sur le fait que les informations soutirée à B sont des représentations associées aux événements qu'il a vécus, des points de vue influencés par ses expériences personnelles, des idées en faveur de son groupe d'appartenance, des registres illustrant son niveau d'instruction, des gestuels relatant ses émotions, des tons

⁴⁰ Madeleine GRAWITZ et Roger PINTO(1971), *Méthodes des sciences sociales*, Paris , Dalloz, p461

⁴¹ HAMON(2003), op.cit. p42

reflétant ses tempérament. *Autant la personnalité des enquêtés est variable, autant la façon de mener une entrevue peut l'être. Il n'existe point de « règle d'or » susceptible d'épouser toutes les difficultés.*⁴² Cette affirmation s'est justifiée tout au long des plusieurs séances d'entretien citées prochainement. Ainsi, nous avons effectué des :

- **Entretiens libres** avec des parents leur demandant ce qu'ils attendent de l'école.
- **Entretiens semi-directifs** auprès de spécialistes de l'éducation puis que nous voulions savoir leur perception de l'avenir de l'enseignement primaire à Madagascar. Le groupe des spécialistes est composé de trois conseillers pédagogiques, deux techniciens au sein de la DCI ou Direction du Curriculum et des Intrants du MEN. Nous nous sommes également entretenus avec un membre du Conseil National de l'Education, la Chef de la CISCO Tana Ville, la directrice nationale des écoles FJKM. En somme ils sont au nombre de huit.
- **Entretiens semi-directifs** avec quinze directeurs d'écoles primaires dont sept EPP et huit écoles primaires privées pour évaluer leur implication à l'effort d'amélioration éducative. Leur nombre ne correspond pas au nombre d'établissements visités car nous avons rencontré certains d'entre eux à des moments inopinés.

Séances **d'entretien de groupe (Focus Group)** organisés au sein des enseignants des huit établissements en question. Nous voulions appréhender comment ils vivent ces innovations pédagogiques successives : Est-ce qu'ils sont vraiment impliqués dans l'effort d'amélioration des offres ? Est-ce qu'ils ont également le souci de qualité dans leur façon de travailler. Le tableau suivant nous montre les détails de chaque séance effectuée.

Tableau2 : Les séances de focus group des maîtres :

Nom de l'établissement	Nombre de participants	Durée de la séance
EPP BERNARD CANUT	05	30mn
EPP AMPASANDRATSARAOBY	04	60mn
EPP AMBOHIDROA I	05	30mn
EPP AMBOHIDROA II	06	50mn
EPP ANOSIMPATRANA	05	60mn
Ecole Primaire FJKM RASALAMA	17	40mn
CRBJ Ambohidroa	08	40mn
Collège HAFATRA Ampandrana	08	30mn

⁴² GRAVEL(1988), *Guide méthodologique de la recherche*, Presses de l'Université du Québec, p14

Ce fut, pour ces maîtres, l'occasion de s'exprimer devant les difficultés qu'ils rencontrent à la base ; la manière dont ils vivent les changements des approches d'apprentissage ainsi que leur préférence respective. Nous leur avons également laissé avancer d'autres remarques et plus particulièrement des solutions puisqu'ils côtoient directement le problème dont il est question.

Notons que la conduite de ces entretiens collectifs était plus difficile comparée à l'entretien individuel compte tenu de l'emploi du temps des enseignants. Or, nous ne pouvions pas fixer d'autre rendez-vous en dehors de leur horaire de classe.

- En plus des séances d'entretien, les **Observations** ont pris une grande place dans la collecte de données. Entre autres, nous avons ainsi observé les habitudes au quotidien des citoyens lambda pour appuyer nos analyses sur les différents problèmes de mauvaise gestion. Nous avons également observé le quotidien des établissements et la manière de travailler des instituteurs, la vie quotidienne des familles pour évaluer leur souci de qualité. Aussi, nous avons récolté le constat des faits éducatifs et les comportements des enseignants dans leurs états naturels, et sans modifier ni manipuler quoi que ce soit. Enfin, outre ces différentes observations du monde de l'éducation en générale et de la vie quotidienne des maîtres et des élèves, les observations préparées (observation de classe) nous ont permis de constater des faits en relation avec notre sujet de recherche. En effet, notre intérêt porte surtout sur la manière dont les maîtres transmettent les informations aux élèves, l'ambiance qui règne durant les cours, l'interaction maître-élève et l'environnement dans lequel ils évoluent ensemble.

Manifestement, nous avons eu à faire à des données qualitatives qui nécessitent un effort d'objectivité de notre part afin de ressortir les analyses le plus impartialement possible. Notre étude consiste à chercher les causes de la résistance du système éducatif Malgaches aux diverses réformes, sans faire recours à des données statistiques. Nous avons, donc, fait face à des situations naturelles car nous avons observé des classes en temps normal dans les écoles primaires publics et privées de Tananarive. Aussi, nous avons organisé, lors de nos descentes, des Focus group entre les enseignants. Nous avons également eu des séances d'entretien avec les directeurs d'école, des spécialistes de l'éducation. Par ailleurs, nous avons abordé des parents d'élèves pour savoir ce qu'ils pensent de la façon dont on éduque leurs enfants.

3-5- LA POPULATION D'ENQUETE

Tout d'abord, il faut noter que notre micro population de pré-enquête est constituée de deux spécialistes en éducation, d'un conseiller pédagogique, de quelques enseignants et de quelques parents d'élèves. Les rencontres nous ont aidés à bien cadrer notre objet d'étude. Aussi, les travaux documentaires ont été d'une importance capitale pour cerner le domaine de recherche. Il est écrit dans le livre de Robert J. Gravel(1988) qu': *Il est pénible est souvent onéreux de constater en fin d'enquête que certains éléments, qui auraient pu servir de facteurs explicatifs, ont été oubliés ou négligés. C'est ici qu'intervient l'importance d'effectuer une « pré enquête », c'est-à-dire une étape qui permet de vérifier sur le terrain la pertinence des données sollicitées relativement à ses hypothèses et de réajuster en conséquence la portée de son enquête définitive.*⁴³

Quant à la population d'enquête proprement dite, nous avons effectué des séances de *focus group* avec **58** personnes réparties en 8 groupes ; des entretiens semi-directifs avec **22** personnes ; des entretiens libres avec **une vingtaine** de parents. Au total, nous avons enquêté près de **100** personnes. A cet effet, nous avons consacré une journée pour chaque établissement (entretien avec le directeur, entretien de groupe avec les maîtres, observation de quelques classes); tandis que l'enquête auprès des experts de l'éducation travaillant à la CISCO ont nécessité deux journées (une pour les CONSPED et une pour la chef CISCO). Il nous a fallu également respecter la disponibilité des autres experts (DCI, membre CNE, première responsable de la Direction Nationale des Ecoles FJKM) pour pouvoir mener l'enquête. Quant aux parents, aucune sélection préalable n'a été faite pour veiller à la neutralité de notre démarche. Le seul critère est d'avoir un ou des enfants scolarisés dans des écoles primaires.

3-6- LES LIMITES DE LA RECHERCHE

Notre recherche est limitée par les coûts de ces rencontres ; heureusement, la qualité de l'investigation n'est pas fonction de la quantité. De bonnes questions appropriées aux groupes cibles est utile et nécessaire à ce stade de l'analyse.

Nous aimerons aussi évoquer le cours des affaires politiques du pays car il a eu de l'impact sur l'investigation: citons le changement du gouvernement de la mi-avril 2016

⁴³ GRAVEL(1988), *op.cit.*, p10-11

dernier. Heureusement, le MEN n'a pas été vraiment touché vu que le Ministre et son équipe continuent à occuper sa fonction.

Par ailleurs, il n'est pas facile de dépouiller et d'analyser les données qualitatives, or nous avons eu à exploiter tout au long de l'enquête diverses réponses toute aussi riches les unes que les autres. Il a fallu travailler avec rigueur afin de garder le maximum de distance par rapport à notre conviction personnelle.

Ainsi s'achève cette première partie dans laquelle nous avons présenté les problèmes qui touchent le monde éducatif Malgache comme sa gestion et les problèmes de dévalorisation. Aussi, nous avons passé en revue les repères théoriques au tour de notre thème de recherche : sociologie des réformes, des organisations, de l'éducation. Enfin, l'appareillage détaillé de l'investigation nous a permis de cerner son déroulement.

DEUXIEME PARTIE

INVESTIGATIONS SUR TERRAIN

PARTIE II : INVESTIGATIONS SUR TERRAIN

Cette partie est divisée en deux chapitres. Elles renferment les fruits de nos investigations sur terrain afin d’essayer d’apporter des éléments de réponse à nos problématiques de départ. Pourtant, avant de l’entamer, il y a lieu de rappeler que notre intérêt porte sur les facteurs de blocages des diverses réformes, mais aussi sur la difficulté du système éducatif malgache à adopter une amélioration. Nous pensons que des facteurs économiques, démographiques mais surtout sociaux pourraient être en cause. En ce sens, nous avons procédé à des observations suivies de diverses séances d’entretiens afin d’obtenir plus de données nous menant à la vérification de nos différentes hypothèses.

CHAPITRE 4 : HISTORIQUE DES DIFFERENTES APPROCHES

Dans ce troisième chapitre, nous allons faire un compte-rendu des diverses approches d’apprentissage déjà proposées au niveau primaire depuis l’indépendance. La Direction des Curriculum et des Intrants du Ministère de l’Education Nationale nous ont fourni les détails de l’évolution des approches pédagogiques à Madagascar depuis l’indépendance jusqu’à nos jours. Nous avons donc pu constater que chaque approche est spécifique dans son fondement et dans sa démarche. Cependant, notre analyse nous a permis de tirer que chacune d’elles a aussi ses avantages et ses points à améliorer. Nous les présenterons sous forme de tableau suivi des explications. Par la suite, des nouvelles idées issues de notre analyse vont être proposées.

4-1- CHRONOLOGIE DES APPROCHES

Il est trop hâtif, selon nous, d’affirmer que l’enseignement primaire et secondaire à Madagascar a toujours été négligé par les gouvernements. On ne peut pas passer sous silence les préoccupations réelles et légitimes de la part des dirigeants des différents acteurs du secteur de l’éducation. Pourtant, tout cela n’implique pas forcément l’efficacité des actions menées. Il faut noter que nous ne faisons nullement allusion au programme scolaire, mais uniquement en la méthode de transmission de son contenu. Il y a lieu aussi de signaler que notre analyse se limite sur le moment postcolonial. En-voici donc les différentes approches déjà proposées selon l’information qui nous est donnée :

- APPROCHE THEMATIQUE : 1960-1972
- PEDAGOGIE PAR LES OBJECTIFS : 1972-2003
- APPROCHE PAR LES COMPETENCES : 2003-2007
- APPROCHES PAR LES SITUATIONS : 2007-2009
- PEDAGOGIE PAR LES OBJECTIFS : de nos jours

Source : DCI / MEN Avril 2016

Dans la série de tableaux ci-après, nous allons montrer les spécificités (fondements et démarches), les points forts et les points faibles de ces approches.

4-1-1- L'APPROCHE THEMATIQUE

	APPROCHE THEMATIQUE
FONDEMENTS	<ul style="list-style-type: none"> - Lois d'orientations du système d'éducation - Politique coloniale d'acculturation conduisant à la perte progressive des valeurs culturelles malagasy - Elitisme - Formation des cadres exécutants - Formation homme d'ordre - Centralisme démocratique
DEMARCHES	<p>1- Démarche de traitement du PE : Thème- Parties-Chapitre- Paragraphe</p> <p>2- Démarche de planification d'une séquence d'apprentissage :</p> <p>Exposé Travaux pratiques Restitution et mémorisation Exercices d'application Correction Contrôle Composition trimestrielle Examen de passage</p> <p>Pédagogie frontale Transmissive - Apprenants récepteurs</p> <p>Approches dogmatiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Evaluation sommative - Existence de la démarche expérimentale - Travail de l'enseignant - Enseignement et apprentissage centrés sur l'enseignant - Cours magistral - Partir de la réalité

	<ul style="list-style-type: none"> - Utiliser la réalité - Retour à la réalité - Centré sur le maître, - Répétition des savoirs - Méthode déductive - Connaissance versée
AVANTAGES	<p>POINTS FORTS</p> <ul style="list-style-type: none"> - Connaissances acquises par les élèves vastes et variées selon le niveau académique des enseignants - Haut niveau académique de l'enseignant et de l'apprenant - Liberté des enseignants pour le traitement du programme - Niveau primaire: idée de transversalité - Acquisition des savoirs théoriques - Documents d'accompagnement nombreux, livresques - Cultures générales développées - Tête bien pleine - Elitisme - Contextualisation - Existence de manuels scolaires - Uniformisation au niveau primaire - Discipline, propreté, politesse (civisme)
LIMITES	<p>POINTS A AMELIORER</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de l'articulation entre savoir scolaire et savoir quotidien D'où non application des savoir, savoir –faire, savoir être dans la vie quotidienne. - Mode d'évaluation : simple restitution - Perte progressive des valeurs culturelles et morales - Centré sur le Maitre, détenteur des savoirs - Décloisonnement des disciplines - Finalités globale de l'enseignement - Liaison Théorie/ Pratique - Pas de <i>feed-back</i> - Sens unilatéral, - Dogmatique centrée sur savoir et enseignant, - Absence des objectifs pédagogiques, - Incohérence entre enseignements transmis et vécus des apprenants, - Formation d'élites - Participation des élèves - Créativité, réflexion, analyse - Cloisonnement disciplinaire - Imposition -Langue d'enseignement - Inexistence de critère dévaluation : bourrage - Châtiment corporel libre - Recherche des valeurs culturelles malgache perdues (malgachisation)

L'Approche Thématique de la première République reflète encore le désir d'acculturation des colonisateurs. Par conséquent, les générations de l'époque de 1972 la jugeaient élitiste. Le centralisme démocratique implique un fonctionnement centralisé et hiérarchisé où les élèves se conforment strictement aux consignes émises par le maître. La formation était rude en vue de produire une minorité d'hommes d'ordre. Elle suit le plan classique du thème-partie-chapitre-paragraphe pour la présentation des cours. L'enseignant, qui possède un niveau académique très élevé, émet les informations lors des cours magistraux qu'il donne. Il est libre de traiter le PE à sa guise pour garantir la transmission aux élèves. Les élèves, quant à eux, reçoivent des connaissances éprouvées et héritent de ce haut niveau de leur maître. Ils mémorisent et restituent les acquis théoriques pendant les exercices, les compositions et les examens. Concernant l'évaluation, elle est sommative, c'est-à-dire qu'on repère les acquis des élèves et certifie leur compétence.⁴⁴ Il faut noter que les élèves avaient à leur disposition des documents et des livres, des manuels, ce qui justifie le développement de leur culture générale. Par conséquent, leur niveau était très haut et uniforme, du moins en primaire.

Cependant, considérée comme plutôt théorique, cette approche thématique présente un désavantage assez remarquable. Au fait, les élèves ne pouvaient pas appliquer conséquemment leurs savoirs dans le quotidien des Malgaches de l'époque. Par la même occasion, ils perdaient progressivement les valeurs culturelles de leur société. De plus, le cours était exclusivement en français et les élèves avaient l'impression qu'on leur imposait cet enseignement sans qu'ils puissent participer au processus. Certes, ils étaient disciplinés, polis, et bien instruits civiquement mais seulement par peur des châtiments corporels. En somme, on peut en conclure que l'enseignement avait produit des élèves bourrés de savoir mais pas vraiment capables de l'assimiler. A partir de ce constat, la revendication des étudiants de 1972 éclata et on peut dire qu'ils ont atteint leur objectif qui n'est autre que la recherche les valeurs culturelles malgaches perdues. D'où la fameuse notion : « **la malgachisation** » définie comme la version nationaliste de l'enseignement. En effet, cette réforme pédagogique devait adapter les programmes scolaires aux réalités du pays, réviser les accords de coopération, utiliser la langue Malgache dans l'enseignement. De plus, elle aurait dû atténuer les mécanismes de sélections et la discrimination estudiantine de l'époque. Dès lors, l'approche thématique fut remplacée par une autre appelée « Approche par les Objectifs ».

⁴⁴ L'expression « évaluation sommative » désigne la forme d'évaluation la plus courante. Elle comprend les interrogations orales et écrites, « les compositions », les tests, les examens périodiques dits « partiels » et les examens proprement dits. Elle permet de mesurer l'efficacité globale d'un programme d'enseignement.

4-1-2- PEDAGOGIE PAR LES OBJECTIFS (PPO)

	P.P.O.
FONDEMENTS	<ul style="list-style-type: none"> - Lois d'orientations du système d'éducation - Formation d'un citoyen responsable et autonome, imbus de valeur socioculturelle, - Sous l'influence de la psychologie behavioriste et les résultats de recherche en pédagogie, en particulier la méthode active - Démocratisation de l'enseignement
DEMARCHES	<p>1-Démarche de traitement du PE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stratégie d'enseignement - Evaluation sommative - Volume horaire pour chaque thème <p>2- Démarche de planification d'une séquence d'apprentissage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Objectif fixé -Démarche scientifique guidée par l'enseignant <p><u>Stratégies</u></p> <ul style="list-style-type: none"> * Consignes pour les enseignants et les élèves * Activités suggérées * Exercice d'application * Evaluation <p>en introduisant des objectifs à chaque séance planification des cours, stratégies, évaluation</p> <p>3 Caracteristiques</p> <p>Centrée sur les objectifs</p> <ul style="list-style-type: none"> - Centré sur l'apprenant - Méthodes actives - - Enseignement centré sur l'élève - Enseignement centré sur les objectifs - Tentative : cours centré sur l'élève - Méthode participative / active - Méthode inductive - Enseignement centré sur la formulation des objectifs prescrits reliés aux thèmes - Centrée sur les objectifs (OG, Os) - Enseignement programmé pour atteindre des objectifs définis <ul style="list-style-type: none"> - Approche thématique améliorée -Pédagogie frontale + interrogative <p>Savoir et savoir faire cohérents à l'objectif et à l'activité fixée</p> <ul style="list-style-type: none"> - Centrée sur l'élève -Evaluation formative -Pédagogie active - Enseignants détenteurs de savoirs

	<ul style="list-style-type: none"> - Apprenants récepteurs -Approches dogmatiques -Pédagogie frontale -Activités cohérentes à l'objectif
AVANTAGES	<ul style="list-style-type: none"> -Uniformité des savoirs enseignés dans tout Madagascar -Enseignement dirigé vers le véritable résultat escompté -Gain de temps - Suggestions des activités - Méthode active prévue - Objectifs de l'enseignement/apprentissage bien déterminés -Uniformisation des contenus, communication à double sens, favorise la relation Enseignant-Savoir-Apprenants - Interdisciplinarité, - Méthodes actives - Priorisation des objectifs *Evaluation ->Triple cohérence (Objectifs – Contenus – Evaluation) - Niveau taxonomique élevé - Formulation des objectifs à atteindre - Activités spécifiques aux élèves - Enseignement centré sur l'apprenant - Profil de sortie - Critère dévaluation - Limitation - Fabrication locale des matériels didactiques
LIMITES	<ul style="list-style-type: none"> -Centré sur le savoir sans tenir compte le développement holistique de l'apprenant -On ne parle pas de compétence mais de la capacité -Evaluation basée sur le comportement mesurable et observable - Absence de l'articulation entre savoir scolaire et savoir quotidien D'où non application des savoir, savoir –faire, savoir être dans la vie quotidienne. -Rupture dans la progression d'apprentissage - Système d'évaluation ne correspond pas à la finalité de l'éducation -Manque d'articulation et de progression des savoirs dans l'apprentissage d'où analphabétisme fonctionnel - Liste des objectifs morcelés - Non considération de la logique des apprenants dans la construction des savoirs - Non réinvestissement des acquis dans la vie quotidienne - Saucissonnage des savoirs, - Elitismes et favoritismes, - Acquisition de capacité et non pas de compétence - Les objectifs sont atteints mais ne visent pas la réalité des élèves - Cloisonnement disciplinaire - Elève non autonome - Langue d'enseignement - Application des acquis dans la vie quotidienne

	<ul style="list-style-type: none"> - Créativité, analyse - Maître perroquet - Manque d'initiative au niveau des enseignants - Trop de restitution - Manque de pratique pour les élèves
--	---

Source DCI/MEN Avril 2016

L'avenir de l'éducation Malgache, après l'événement du 72, était entre les mains des hauts responsables de l'époque. Ils ont donc optés pour une approche axés sur les **objectifs**. Ils voulaient centrer l'apprentissage sur l'apprenant. Puis qu'on parlait de « Malgachisation », le leitmotiv était **Malgachisons!** au sens littérale du terme : PE et langue d'enseignement. Même les matériels didactiques étaient de fabrication locale. Leur objectif était de former des citoyens responsables et autonomes mais surtout respectant les valeurs culturelles des sociétés Malgaches. Aussi, des analyses et des recherches pédagogiques ont conduit les acteurs à l'application de la méthode active centrée sur l'élève. La démocratisation de l'enseignement succédait également au centralisme démocratique.

Pourtant, une analyse minutieuse permet d'affirmer que cette nouvelle approche n'est autre qu'une version améliorée de l'Approche thématique. Au fait, tout était axé sur l'objectif prédéfinis : les thèmes, les séances, les séquences d'apprentissage. On a également fait l'effort de proposer des contenus uniformes de savoir dans tout Madagascar. Les maîtres étaient conviés à travailler avec des objectifs bien déterminés et les élèves ne sont plus des récepteurs mais des acteurs, d'où le terme communication à double sens. Malgré ces efforts fournis, on a encore pu constater que, comme l'approche thématique, la PPO produisait également des élèves capables mais non pas compétents. Il n'y a toujours pas d'assimilation du savoir scolaire à la vie quotidienne. Ce qui fait que progressivement, les enseignants perdaient leur initiative tandis que la pratique, la créativité et l'analyse manquaient aux élèves. De plus, on sentait encore l'élitisme et le favoritisme. Et la langue d'enseignement posait encore problème. De ce fait, en 2003, l'Approche Par les Compétence a vu le jour.

4-1-3- APPROCHE PAR LES COMPETENCE

	APC
FONDEME NTS	Lois d'orientations du système d'éducation - Formation d'un citoyen responsable et autonome - Psychologie constructiviste - EPT
DEMAR CHES	- Apprentissage ponctuel - Intégration - Evaluation - Remédiassions - Objectif fixé - Activités cohérentes à l'objectif - pédagogie de l'erreur - Savoir et savoir faire cohérents à l'objectif et à l'activité fixée - Stratégie d'enseignement /apprentissage - Evaluation formative - Pédagogie active - Pédagogie frontale + interrogative - Enseignants détenteurs de savoirs - Démarche scientifique guidée par l'enseignant - Intégration des acquis en vue de résoudre des situations problèmes - Existence des paliers pour atteindre les objectifs, soit l'acquisition des compétences nécessite le passage par plusieurs paliers - Centrée sur l'élève - Apprentissages ponctuels - Période d'intégration - Active, participative - Apprentissage ponctuel suivi de la période d'intégration - Partir d'une situation quelconque (cahier de situations) - Définir les compétences de base (Savoir, Savoir Faire, Savoir Etre) - Application dans la vie - Intégration et réinvestissement des acquis dans la vie courante - Acquisition des compétences pour faire face à des situations concrètes - Développement des compétences - PPO améliorée - Application des acquis dans la vie quotidienne - Enseignement centré sur les 3 savoirs
AVANTA GES	- Uniformité des savoirs enseignés dans tout Madagascar - Enseignement dirigé vers le véritable résultat escompté - Gain de temps - Evaluation critériée - Essai de donner du sens à l'apprentissage - Capacité devient compétence - Méthode active

	<ul style="list-style-type: none"> - Réinvestissement des acquis dans la vie courante - Evaluation formative et critériée - Mobilisation des savoirs (savoirs, Savoir faire, Savoir Etre) - Situation de la vie réelle - Interdisciplinarité - Autonomisation de l'élève : début - Analyse, synthèse, créativité : début - Elève compétent - Redoublant 0 - Apprentissage centré sur l'apprenant (travail de groupe) - Evaluation critériée - Développement de l'indépendance des élèves
L I M I T E S	<p>POINTS A AMELIORER</p> <ul style="list-style-type: none"> - Situation artificielle imaginée par l'enseignant dans la pratique - Mise en place coûteuse (formation, cahier d'intégration) - Problème des enseignants : <ul style="list-style-type: none"> 1-comment intégrer les savoir, savoir-faire dans une situation? 2-non cohérence du programme d'études - Evaluation certificative : épreuve compétence concerne exclusivement 3 matières : Malagasy, Français, Mathématiques - Acquisition des ressources et intégration en 2 temps différents - Situation fictive - La formulation des situations ne reflètent les vécus quotidiens des élèves (voir cahier des situations) Soit des orientations abstraites <ul style="list-style-type: none"> - Contrainte temps - Langue d'enseignement - Situation quelconque par rapport à la situation réelle - Situation fictive - Enseignant trop chargé - Situation pratique abordée seulement lorsque toutes ces compétences sont acquises

Source : DCI/MEN Avril 2016

Motivés par le courant du phénomène EPT (Education Pour Tous) des années 2000, les différents acteurs ont décidé d'y orienter le système éducatif. Pourtant, le fondement était encore de la pédagogie active et participative, centré sur l'élève. Cette Approche est également fondée sur la psychologie constructivisme qui repose sur l'idée que la connaissance est élaborée par l'apprenant sur la base d'une activité mentale⁴⁵. Elle s'est faite remarquée par l'ambition de produire des élèves compétents, aptes à faire face à la vie quotidienne avec comme acquis le savoir, le savoir-faire et le savoir-être. Mais quelle nuance y a-t-il entre **capacité** et **compétence** ? La première se limite au savoir et le savoir-faire, tandis que la

⁴⁵La psychologie Constructivisme fut développée par Jean PIAGET

deuxième dépasse la première en tenant compte du savoir-être. En mathématique, par exemple, il ne suffit pas que l'élève apprend les chiffres, les tables de multiplication, le nom des formes géométriques, les unités de mesure...⁴⁶ et par conséquent savoir additionner ou multiplier deux nombres, exprimer une grandeur dans une autre unité de mesure...⁴⁷. L'objectif était plutôt qu'il sache utiliser ces savoirs en mathématiques pour résoudre des problèmes de la vie quotidienne, en l'occurrence faire des emplettes sans perdre de l'argent, de gérer son temps pour faire les travaux ménagères et les devoirs de maison et aussi de jouer un peu sans perdre du temps.

L'évaluation est devenue **critériée**: c'est-à-dire on détermine par la référence à des critères, si, ayant atteint les objectifs, l'élève est en mesure de passer aux apprentissages ultérieurs.⁴⁸ Cependant, cette notion de « critère » présentait une difficulté pour les maîtres par rapport à l'évaluation, car leur manière de comprendre les critères et de faire l'évaluation s'est manifestement diversifiée. On a pu facilement constater que les consignes en rapport avec les critères n'étaient pas suffisamment claires pour les évaluateurs. Avec cette nouvelle approche, on parlait également de pédagogie de l'erreur. Dit autrement, on donne un caractère instructif de l'erreur pour le maître comme pour l'élève. Il s'agit de considérer l'erreur comme outil de décision pédagogique. Aussi, l'apprentissage reste centré sur l'élève en visant son autonomisation malgré le lancement du travail de groupe. En outre, l'APC prône le « **redoublement 0** » qui s'appuyait sur la continuité des classes. L'évaluation critériée devait justement aller dans ce sens là.

Pourtant, on lui reprochait, d'être couteuse à savoir les coûts des formations, les cahiers d'intégration. Les enseignants sont trop chargés alors que l'épreuve compétence ne concerne, finalement, que trois matières : Malagasy, Français et Mathématique. Ils devaient également inventer des situations pour la pratique des élèves en dépit de la contrainte de temps. Avant de continuer, nous voudrions reprendre les phrases de BADIY Sidi ELMOKHTAR⁴⁹ qui nous poussent à y réfléchir : « *D'abord, une confusion maintenue par les marchands de la pédagogie qui parlent de « pédagogie par objectifs » et « APC » en tant que pratique de classe. Avez-vous appliqué la PPO ou « la lecture avec l'APC » disent certains à leur*

⁴⁶ Là on parle de « savoirs »

⁴⁷ Ici on parle de « savoir-faire »

⁴⁸ On ne compare pas l'apprenant aux autres ; par opposition à Evaluation normative qui réfère la performance d'un apprenant aux performances des autres apprenants. Elle ne fait qu'attribuer une place dans un groupe de référence ayant subi la même épreuve (ex : rang, note chiffrée).

⁴⁹ Ses phrases sont publiées en ligne le 24 Octobre 2010 à 09 :08. Elles ont été reprises comme support de module de formation des enseignants pour la généralisation de l'APC en 2005.

collègues ou aux stagiaires dans les formations. Conséquence : on continue à remplir « les têtes de nos enfants de la même manière que nos ancêtres » les étiquettes à la mode. Résultat : perte de temps et d'énergie. En réalité, **ces approches sont des cadres méthodologiques** permettant la rationalisation de l'action dans le secteur de l'enseignement permettant une meilleure communication entre les différentes partenaires en vue de mieux décrire les programmes et les curricula pour les profils de sorties définies par la nation. A ce propos, Michel BARLOW, a, d'ailleurs, mis en garde contre ce genre de confusion dès 1987 : « la PPO, ça n'existe pas, et qu'il est dangereux et absurde de propager l'idée que définir les objectifs pourrait tenir lieu de pédagogie, [...] la définition d'objectifs opérationnels, (c'est-à-dire présenter en terme d'activité concrète) ne dispense pas de la recherche de méthodes et de moyens adaptés pour les atteindre. La APO donne une technique pour lire une situation ou préparer la réalisation d'une tâche. A chacun ensuite de choisir le comment....⁵⁰ » Les professionnels de l'éducation doivent alors comprendre que la maîtrise ou non de ces approches ne doit à aucun cas influencer sur les bagages pédagogiques des maîtres d'école. Ces derniers doivent avoir une sorte de faculté d'adaptation aux différentes approches proposées. Aussi, bénéficier de formations pédagogiques est toujours plus important et primordial. Malheureusement, cette approche était encore loin d'être satisfaisante à l'image de celles d'avant. Ce qui a donné la naissance de l'APS ou Approche Par les Situations.

4-1-4- APPROCHE PAR LES SITUATIONS

	APS
FONDEMENTS	<ul style="list-style-type: none"> - EPT - Constructivisme et socio-constructivisme --Changement des comportements en vue de transformer son milieu
DEMARCHES	<p>1-Démarche de traitement du PE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Situations réelles <p>2- Démarche de planification d'une séquence d'apprentissage :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Apprenant en situation <p>On met les apprenants en situation et ces sont eux même qui construisent leurs connaissances- Situation dans le contexte de la vie quotidienne des apprenants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Partir d'une situation réelle pour la construction du savoir - Pratique vers théorique - Travail de groupe <p>du traitement des données provenant des apprenants</p> <ul style="list-style-type: none"> - Démarche APS

⁵⁰ Formuler et évaluer ses objectifs en formation, Chronique sociale, Lyon 1987, cité par Jean BANNIOT et Miche VIAL dans Les Modèles de l'évaluation Deboek, Bruxelles 1997

	<p>3 Caractéristiques</p> <ul style="list-style-type: none"> - Centrée sur l'élève - Méthode active - Acquisition de compétence dans l'action - Les 9 rubriques - Attente définie à l'avance - Evaluation : critère, indicateurs <p>-Construction des connaissances à partir du traitement des données provenant des apprenants en mobilisant ses acquis.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Active - Participative
AVANTAGES	<ul style="list-style-type: none"> - Développement intégral de la personnalité de l'apprenant - Développement social, culturel et économique de la nation - Mise en situation réelle, réaliste - Construction des savoirs par l'apprenant lui-même - Interdisciplinarité - Elève motivé et dynamique - Esprit d'Equipe et partage - Autonomie de l'élève - Elève libre, créatif - Réflexion, analyse - Elève responsable et motivé
LIMITES	<p>LIMITES – POINTS A AMELIORER</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence de sens d'initiative et de créativité chez les enseignants - Système d'évaluation : difficulté de mise en place du dispositif d'évaluation - Processus d'évaluation - Transversalité non maîtrisée - Mise en œuvre en classe <p>sommaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - Nécessite beaucoup des temps des moyens des matériels - Savoirs non définis dans le PE - Empêche ou minimise l'individualité - Empêche la spécialisation par disciplines - Polyvalence sommaire - Uniformisation de l'esprit et de la démarche APS - Formation continue - Evaluation

Source : DCI/MEN Avril 2016

L'APS Malgache a été inspiré de l'APS Belge. Cette approche fut restée au stade d'expérimentation au niveau de 20 CISCO. En 2007, toujours dans l'esprit de l'EPT mais plus

ancrée dans le changement de comportement, mot-clé de l'époque. Les *situations inventées* de l'APC ont cédé la place à des *situations réelles* de chaque localité. On part donc des faits pratiques vers les théories en faisant du travail de groupe. Le constructivisme fut accompagné par le socio constructivisme. Tout comme le premier, ce dernier suppose que la connaissance est une construction. Pourtant, l'enseignement reste centré sur l'élève avec la méthode active et participative. La personnalité de l'élève est à développer pour garantir le développement social, culturel et économique de la nation. Entre autres, cette approche a permis à chaque élève d'être libre et devenu créatif, dynamique, motivé et responsable. De son côté, l'enseignant perd un peu son sens de créativité et d'initiative.

Il y est également plutôt difficile de mettre en place un dispositif d'évaluation. De plus, l'APS nécessite beaucoup de temps, de moyens et de matériels. Et quand on parle de matériels, les contraintes financières restent un blocage toujours difficile à surmonter. Par conséquent, cette approche n'a pas dépassée le stade d'expérimentation. Du coup, l'objectif était loin d'être atteint. Et de ce fait, les enfants qui devaient rester sept années en primaire, trois années au collège et deux années au lycée - alors que l'APS n'a duré que deux ou trois ans - sont devenus des objets d'expérimentation.

4-2- LA NAISSANCE DES NOUVELLES IDEES

Pour l'adoption du PPO en 1972, l'idée fut née de la revendication des étudiants de l'époque ainsi que le changement de régime. Le soif de changement a conduit à une réforme pédagogique marquant l'histoire de l'enseignement Malgache. En 2002, à cause d'un soulèvement populaire généralisé, le *changement* fut le maître mot à tous les niveaux. Par conséquent, le domaine éducatif fut l'objet de changement d'approche : d'où la naissance de l'APC. En 2007, les dirigeants voulaient plus d'innovation. L'APS fut restée au stade expérimental. Par contre, pour le retour du PPO, la décision fut déclenchée par l'échec de l'APC. Par la suite, la tenue de la Convention Nationale sur l'Education n'a fait que confirmé cette décision.

Aussi, vu que le passage d'une approche à une autre était toujours si prompt, nous nous posons la question concernant la naissance de ces approches : **A partir de quoi on établit des nouvelles idées ?** Nous allons donc essayer d'apporter des éléments de réponse en nous limitant sur les fondements suivants : **Les OMD / l'EPT et les CONCERTATIONS TECHNIQUES NATIONALES.**

4-2-1- L'EDUCATION POUR TOUS

Le mouvement de l'EPT est un engagement mondial qui consiste à donner une éducation de base de qualité à tous les enfants, jeunes et adultes. Le mouvement a été lancé lors de la Conférence mondiale sur l'éducation pour tous, à Jomtien(Thaïlande) en 1990, pendant laquelle les représentants de la Communauté Internationale ont décidé d'universaliser l'enseignement primaire et de réduire massivement l'analphabétisme au plus tard à la fin de la décennie.

Dix ans plus tard, alors que de nombreux pays étaient loin d'avoir atteint l'objectif fixé, Madagascar y compris, la Communauté Internationale s'est, à nouveau, réunie à Dakar(Sénégal), et a affirmé son engagement de réaliser l'EPT en 2015 au plus tard. Elle a pour lors identifié *six objectifs-clés* en matière d'éducation qui visent à répondre aux besoins d'apprentissage de tous les enfants, jeunes et adultes.

CES SIX OBJECTIFS⁵¹ font allusion à :

- 1- L'éducation pré primaire
- 2- L'enseignement primaire universel
- 3- Le premier cycle du secondaire
- 4- L'alphabétisation des adultes
- 5- L'égalité entre les sexes
- 6- La qualité de l'éducation

En tant qu'institution chef de file, l'UNESCO a reçu pour mandat de coordonner les efforts internationaux visant à la réalisation des objectifs de l'EPT. Les gouvernements, les organismes de développement, la société civile, les Organisations non gouvernementales et les médias sont des partenaires collaborant à la réalisation de ces objectifs.

Les objectifs de l'EPT contribuent aussi à la réalisation au niveau mondial des huit OMD⁵² adoptés par 189 pays, et Madagascar en fait partie. Deux des OMD font spécifiquement référence à l'éducation mais on peut également affirmer qu'aucun des huit

⁵¹

http://www.google.mg/search?q=6+objectifs+de+1%27education+pour+tous&rlz=1C2VSNC_enMG576MG576
consulté le 07/06/ 16

⁵² Pour plus de détails sur les OMD, Cf. p.1. Aujourd'hui, on se concentre sur l'horizon 2030 du Développement dans le monde ou Objectifs de Développement Durable. C'est un appel mondial à agir pour éradiquer la pauvreté, protéger la planète et faire en sorte que tous les êtres vivent dans la paix et la prospérité.

OMD ne peut être atteint sans investissement constant dans ce domaine. En effet, l'éducation donne aux individus les compétences et les connaissances nécessaires permettant d'améliorer leur santé, leur source de revenus et de promouvoir ainsi l'écologie. Dès lors, tout cela a conduit à l'établissement des dernières nouvelles idées pour des réformes éducatives.

4-2-2- LA CONVENTION NATIONALE SUR L'EDUCATION

Un autre événement précurseur du retour en PPO fut la concertation Nationale. En effet, le 08 au 10 Octobre 2014, il y a eu la « **Convention Nationale sur l'Education** » au CCI Ivato avec 2000 participants. Ils représentaient toutes les circonscriptions et les instances du secteur de l'éducation dans tout Madagascar.

On a pu obtenir des propositions concrètes et précises des participants prenant appui sur les thèmes abordés dans chaque commission.

Tout d'abord, l'objectif était de définir d'un commun accord et de manière concertée une orientation et les finalités du système éducatif malgache.

Aussi, on devait obtenir des engagements, réciproques, précis et concrets des parties prenantes,

Enfin, le troisième objectif est d'élaborer et mettre en place ensemble une stratégie de concrétisation et de pérennisation de la convention.

Ainsi, les participants de la convention se sont convenus que le PPO est la mieux adaptée aux élèves malgaches. Par la même occasion, l'élaboration d'un nouveau programme scolaire fut décidée. L'amélioration de la qualité de l'offre éducative était donc au centre du débat. Il faut noter que lors de notre passage à la DCI, le nouveau PE est toujours en phase d'élaboration. En attendant sa mise en application, le MEN a véhiculé un programme transitoire à adopter en classes primaires.

Par ailleurs, les enseignants titulaires du diplôme de BEPC peuvent de nouveau passer l'examen en vue de l'obtention du Certificat d'Aptitude Elémentaire. Cette décision valorise certainement le diplôme et aura un impact considérable à la qualité de l'enseignement. D'ailleurs, l'obtention de ces différents certificats (CAE, CAP) devrait faire partie des critères d'obtention de l'Autorisation d'Enseigner. Ainsi, cela doit être un des éléments permettant à développer le niveau pédagogique des enseignants.

Outre l'amélioration qualitative mise en place par l'INFP ou Institut Nationale de Formation Professionnel qui forme les enseignants, d'autres points importants du secteur de l'éducation ont fait le sujet de discussions lors de cette concertation. Entre autres, la bonne gouvernance (formation des personnels administratifs) et la procuration des cantines scolaires aux élèves de toutes les EPP de Madagascar.⁵³

4-2-3- SCHEMA DU PARCOURS DES NOUVELLES IDEES

Nous présentons dans le schéma suivant un essai de récapitulation des parcours des nouvelles idées jusqu'à sa réalisation au niveau des établissements à la base. Au moins, huit étapes sont systématiquement franchies avant la réalisation.

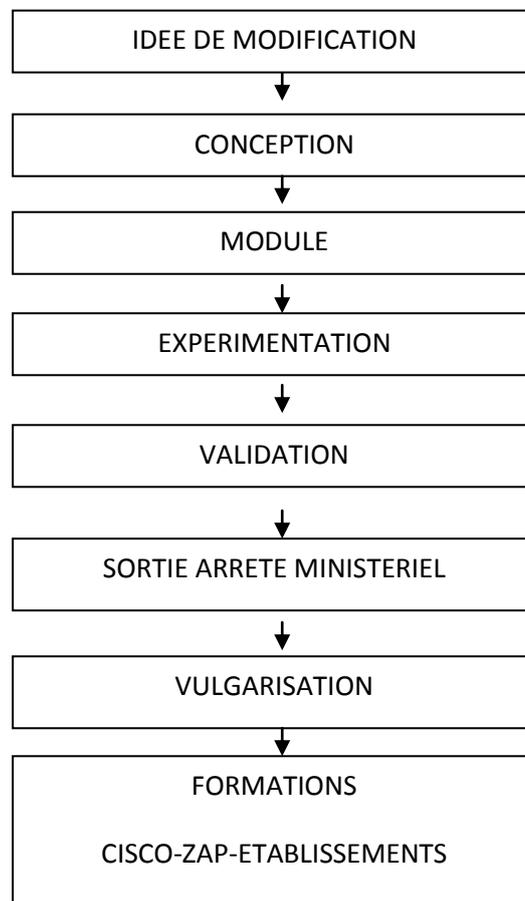


Schéma du parcours des nouvelles idées

Quelques remarques sont à faire concernant ce parcours :

- L'idée de « modification » ou de « complémentarité » est le fruit de Convention ou de Concertation technique ou influencée par la tendance de l'EPT. Il n'est donc pas exclu

⁵³ Résumé du rapport général de la Convention, en annexe

que l'intention de séduire les bailleurs de fonds reste une des motivations à la conception de chaque réforme.

- La *Conception* se fait en présence d'experts internationaux et techniciens nationaux. D'une certaine manière, ce sont les experts des Organisations Internationales qui conçoivent la qualité de vie et proposent ainsi les stratégies et les techniques d'apprentissage. Pourtant, ils sont toujours influencés par l'idéologie de la participation, l'apprentissage par objectif, le développement personnel appliqué à l'éducation. Ils les conçoivent donc comme un terrain d'expérimentation.
- Le montage des *Modules* est en vue de l'expérimentation.
- L'expérimentation se limite dans quelques CISCO du pays.
- Validation ou non de la nouvelle idée par les bailleurs. Et c'est en cas de validation qu'il y ait sortie d'un arrêté ministériel pour commencer la vulgarisation et la mise en pratique. (MEN-CISCO-ZAP-Etablissement et les maîtres)

Vu la situation dans laquelle évolue actuellement l'éducation à Madagascar, on peut affirmer que ce secteur est en pleine mutation. Pour cette année scolaire 2015-2016, le monde éducatif malgache fonctionne avec *l'organisation transitoire de la méthode pédagogique*⁵⁴. L'usage des Approches APC et APS est donc suspendu à partir de la rentrée scolaire 2016. Par conséquent, toutes les activités pédagogiques sur tous les niveaux seront impérativement axées sur la mise en œuvre de la méthode appelée « PEDAGOGIE PAR OBJECTIFS » seule applicable jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau curriculum suivant les décisions prises lors de la Convention Nationale de l'Education. Il n'est donc pas sans raison d'affirmer que les actuels responsables du Ministère de l'éducation font de leur mieux pour marquer leur passage dans le milieu éducatif du pays. Ce qui prouve, d'une part, l'instabilité dans le monde de l'éducation. Et d'autre part, le manque de continuité dans la politique éducative ne fait qu'aggraver la situation et ne permet en aucun cas de l'améliorer conséquemment. En ce sens, les techniciens de la DCI sont également, lors de notre passage, en cours d'élaboration d'un Nouveau Programme probablement par la suite des consignes des bailleurs de fond.

⁵⁴ Arrêté ministériel N°10.869/2015/MEN/SG/SLDC portant sur l'organisation transitoire de la méthode pédagogique

Pour clore ce chapitre, nous pouvons dire qu'après l'Approche Thématique, les différentes Approches d'apprentissage tournaient autour du constructivisme, de la pédagogie active et participative. Elles sont toutes centrées sur l'élève et veulent toutes véhiculer l'esprit d'équipe et de créativité chez l'apprenant. Pourtant, elles ont également leurs limites et leurs désavantages. Déjà au niveau des termes utilisés : Objectif, Compétence, Situation, il n'est pas exclu qu'il y ait des confusions. Certes, pour les enseignants expérimentés, adopter telle ou telle approche pourrait toujours être abordable. Mais contrairement à eux, les jeunes générations rencontrent forcément plus de difficulté à s'adapter. Renouveler n'est pas forcément mauvais du moment où l'on se soucie vraiment du besoin de nos enfants, de la réalité de chaque société, du besoin du marché de travail, de l'avenir du pays etc.

Cependant, la question se pose après l'analyse de ces différentes approches. Quels sont donc les divers paramètres de l'insuffisance de résultat et l'instabilité du système éducatif. Est-ce qu'on peut supposer qu'en ayant adopté l'approche et la tendance universelle, les acteurs du secteur de l'éducation ne les ont-ils pas suffisamment adaptées ? N'y a-t-il pas également au niveau de la société elle-même et du côté de chaque acteur des autres motifs liés au phénomène de socialisation ? Tout cela nous conduit à approfondir encore ces questions dans la suite du présent travail surtout en faisant des enquêtes et des analyses sociologiques.

CHAPITRE 5 : SYNTHÈSES DES RESULTATS

Nous avons pu constater que chaque approche a son point fort mais aussi ses limites. Les rencontres avec les différents acteurs nous ont permis d'en mesurer l'impact sur les enseignants et surtout sur les apprenants. A travers les techniques de collecte de données, nous avons essayé de savoir les facteurs qui provoquent les handicaps de la mise en œuvre des innovations. Nous allons également découvrir à quel point les maîtres sont impliqués à l'effort d'amélioration éducative.

5-1- SYNTHÈSE DES RESULTATS

Cette partie sera consacrée aux synthèses des données récoltées sur le terrain à travers les observations focalisées sur notre objet d'étude. Qui plus est, les entretiens nous ont permis de soutirer des informations plus pertinentes. Ainsi, les trois hypothèses de départ vont être vérifiées une par une par les synthèses des résultats. Nous allons également constater si ces dernières se coïncident bel et bien avec les résultats attendus de ce travail de recherche. Et à la fin de cette partie, nous allons regrouper les propositions de solutions venant de nos enquêtés. Pour la plupart, nous pensons qu'elles sont réalisables ; quoique certaines doivent rester au stade de plaintes auprès des autorités compétentes.

Aussi, les données qualitatives récoltées lors de l'enquête vont être groupées et synthétisées selon le classement y attribué en guise de renforcement d'explication et d'analyse. Dès lors, nous allons prendre une par une nos trois hypothèses qui sont les fils conducteurs de notre enquête sur le terrain.

LES QUESTIONS :

Pour essayer d'atteindre nos objectifs et récolter ainsi le plus d'information nous permettant d'avancer dans notre démarche, l'enquête proprement dite s'est focalisée sur les questions ci-après. Il y a ici lieu de remarquer tout de même que pour pouvoir bien cerner le fond des problèmes, chaque entretien a été mené de façon ouverte permettant ainsi aux enquêtés de s'exprimer librement. Les points essentiels de l'enquête sont :

Quels sont les facteurs qui provoquent les handicaps à l'amélioration qualitative de l'offre ?

Depuis que vous êtes enseignant, qu'est ce qui a changé de positif, de négatif ?

Quelles sont les reformes, qui ont entraîné l'amélioration qualitative de l'offre éducative ?

L'enseignant est-il impliqué à l'effort d'amélioration éducative ?

Comment voyez-vous l'avenir de l'enseignement primaire à Madagascar ?

Pourquoi avez-vous choisi cet établissement pour votre enfant ?

Qu'attendez-vous de l'école ?

Quelles sont vos ambitions en tant que responsable éducatif ?

Que pouvez-vous dire concernant les réalités de votre établissement : les infrastructures, les effectifs des maîtres et des élèves ?

5-2- LES HYPOTHESES DE TRAVAIL

Les trois hypothèses avancées dans la partie introductive vont être mises à l'épreuve par les questions posées en vue d'obtenir des réponses. Les constats de notre investigation (les observations) ont également appuyé les résultats des entretiens.

5-2-1- HYPOTHESE 1 : *La notion de qualité ne fait pas partie des préoccupations de notre société. Cette insouciance à l'égard de la qualité se perpétue dans le monde éducatif.*

En effet, les observations de classe nous ont permis de constater ce désintéressement vis-à-vis de la qualité dans les offres éducatives. La capacité des maîtres sont généralement limitée et nécessite ainsi des renforcements et des suivis réguliers. Aussi, les entretiens avec les Conseillers Pédagogiques ont confirmé notre constat.

LES QUESTIONS POSEES AUX ENQUETES

L'enseignant est-il impliqué à l'effort d'amélioration éducative ?

Quels sont les facteurs qui provoquent les handicaps à l'amélioration qualitative de l'offre ?

Quelles sont vos ambitions en tant que responsable éducatif ?

Comment voyez-vous l'avenir de l'enseignement primaire à Madagascar ?

LES ELEMENTS DE REPONSES :

Lors des formations, les techniciens, particulièrement les CONSPED, constatent qu'il est difficile pour les nouveaux maîtres d'assimiler les contenus du changement. A peine l'ancienne approche maîtrisée qu'une nouvelle arrive déjà. En réalité, selon eux, la différence n'est pas très remarquable mais c'est le changement de concept qui nécessite le renouvellement de formation : méthode active, centré sur l'apprenant, apprentissage ponctuel, en vue de produire des élèves responsables et autonomes. De plus, les outils didactiques ne sont pas très adéquats à tous ces renouvellements. Cependant, les maîtres s'y sentent tout de même perdus à cause de leur manque en bagage pédagogique.

Les enseignants d'aujourd'hui sont victimes de l'année 1972. De plus, il leur manque de formation pédagogique, pour la plupart, sans formation pédagogique, autrement dit, ils ne sont pas passés en école de formation. De ce fait, ils sont incapables d'exploiter les différentes approches malgré les qualités de ces dernières.

Nous allons maintenant entrer en détail dans le contenu des formations dispensées aux enseignants lors d'une phase transitoire. Les modules de formation sont plutôt chargés et complets : un programme de dix jours de 7h par jour. Prenons à titre d'exemple les activités lors de la généralisation de l'APC en 2005. Le module 1 concerne les CONCEPTS DE BASE ET PRATIQUES DE CLASSE. Il y a 17 séances dont la durée totale est de 37heures 30minutes. Le but est de familiariser les instituteurs à la nouvelle approche, éventuellement l'APC. Le deuxième module s'intitule : l'évaluation. Le mode d'évaluation des acquis des élèves représente la spécificité d'une approche d'apprentissage.

Le module 2 concerne l'EVALUATION et la durée des séances est de 25heures20minutes.

Certes les concepteurs des modules essaient d'intégrer tous les concepts de base ainsi que les détails de la pratique en classe.⁵⁵ Mais la question qui se pose à l'égard de ces concepteurs est: se soucient-ils si les enseignants auxquels sont destinées ces formations ont assez de bagages intellectuels et pédagogiques pour les intégrer en si peu de temps ? Néanmoins, il est vrai qu'il vaut mieux procurer aux enseignants des connaissances de bases dignes de la profession enseignante.

Ensuite, nous avons pu également constater qu'une bonne partie de ces enseignants sont conscients de la délicatesse de leur fonction En effet, ce sont eux qui forgent la base

⁵⁵ Plus de détails sur les intitulés des formations en annexes

même de l'éducation des enfants. Aussi, ils sont convaincus de leur vocation. D'autres se félicitent d'avoir trouvés de l'emploi stable et font ce qu'ils peuvent pour transmettre leur savoir aux élèves. Pourtant, il y en a tout de même une partie qui n'a pas vraiment la vocation enseignante mais passe ainsi – l'image est peut-être trop risqué de notre part mais relate tout de même des faits réels - leur temps à compter les jours jusqu'à la fin de chaque mois, sans qualification, sans effort, sans motivation. Pourtant, *Il lui revient (à l'enseignant) d'offrir quelque chose d'intéressant et de déceler les intérêts profond de l'élève.*⁵⁶ L'enseignant est un acteur capital et non négligeable dans le domaine éducatif. Aussi, le motiver s'avère une tâche rude mais plus que nécessaire.

Ceux qui peuvent agissent, ceux qui ne peuvent pas enseignent. Adage cité par RAZAFINDRAKOTO Henri⁵⁷ justifie la situation de la plupart des actuels enseignants malgaches. Avec la montée incessante de la demande, les établissements, aussi bien publics que privés, sont contraints de recruter des enseignants même si ces derniers n'ont pas suivi des formations pédagogiques suffisantes. De plus, la procédure d'obtention de l'Autorisation d'Enseigner (AE) est trop aisée.⁵⁸ Il n'y pas assez de critères de sélection pour engager des personnes qualifiées et pouvant devenir des bons professeurs.

Bref, on peut en tirer que les formations de base ne suffit pas pour réaliser les reformes. En tant qu'acteurs, ils se doivent d'avoir la pleine maîtrise et connaissance du processus d'apprentissage. Leur préparation journalière n'est pas en cohérence avec les contenus des formations reçues parce qu'ils doivent trouver les moyens les moins difficiles pour eux de transmettre les cours aux apprenants.

De leur côté, les élèves sont aussi victimes du fréquent changement d'approches. Il est vrai que le programme n'a point changé depuis trois décennies. Cependant, le mode de transmission ainsi que le mode d'évaluation sont en perpétuelle modification. Or, les élèves ont besoin de continuité au moins pendant les cinq années qu'ils passent en primaire.

Ce qui nous mène à la deuxième hypothèse qui concerne les réalités socio-économiques et matériels des établissements scolaires.

⁵⁶ Olivier REBOUL(1991), op.cit.

⁵⁷ Dans la préface du livre de Michel DARBORD (1977), op.cit.

⁵⁸ Nous faisons allusion ici à notre expérience personnelle sur ce sujet.

5-2-2- HYPOTHESE 2 : *Les reformes sont inadaptés aux réalités des écoles malgaches.* Malgré les innovations, les offres éducatives ne répondent pas aux besoins de la majorité à la base.

Tout particulièrement, les EPP sont les plus touchées par ce problème d'inadaptation des infrastructures, des effectifs par classe, des outils didactiques aux exigences des approches pédagogiques. De leur côté, les établissements privés à frais scolaire moyen ne sont pas en reste. Ils accueillent les élèves avec les moyens dont ils disposent.

Nous nous sommes entretenus avec les directeurs de ces écoles pour avoir plus ample informations. Toutefois, les observations sur place ont été également très intéressantes.

LES QUESTIONS POSEES AUX ENQUETES

Que pouvez-vous dire concernant les réalités de votre établissement : les infrastructures, les effectifs des maîtres et des élèves ?

Comment est-ce-que les enseignants vivent-ils les changements d'approches ?

Quels sont les facteurs qui provoquent les handicaps à l'amélioration qualitative de l'offre ?

Quelles sont les reformes, qui ont entraîné l'amélioration qualitative de l'offre éducative ?

LES ELEMENTS DE REPONSES

Tout d'abord, les supports didactiques utilisés par les EPP datent de 2002 : Edicef toutes matières : français, mathématique, histoire et géographie, sciences naturelles. Pour la matière malagasy, il y a les manuels Séries « Vola » : « garabola », « tongavola », « haivola », « rosovola ». Nous avons pu constater que ces manuels pédagogiques sont trop obsolètes. Or, les établissements n'ont pas les moyens de les renouveler, de plus l'Etat n'en produit plus de nouvelles éditions. La mise à la disposition des enseignants des outils didactiques nécessaires tels les livres du maître et les livres des élèves est, donc, un problème majeur.

Puisque nous avons étudié les spécificités de chaque approche plus haut : les types d'évaluations, la participation, la méthode active. Dans la pratique, les conditions dans lesquelles sont éduqués les enfants ne peuvent permettre leur application. Il suffisait de voir les infrastructures, les supports didactiques à leur disposition, les effectifs par classe. Par exemple, l'APC nécessite une disposition de table pour 20 élèves par salle au maximum. Or,

les EPP comportent jusqu'à 70 apprenants par salle. Un seul maître s'occupe tout seul de ces enfants tout au long de l'année scolaire.

Ce qui nous pousse à dire qu'il n'y a pas de changement dans l'école parce qu'il n'y a pas de changement dans la société. Il y a un lien entre les capacités du système éducatif à se reformer et les capacités du système socio-économique et politique à Madagascar de changer. Aussi, il est impossible pour le système éducatif malgache de s'approprier « les idées nouvelles » concernant l'apprentissage contenues dans les différentes théories de l'apprentissage.

Sur ce, les tableaux suivants reflètent les réalités actuelles des écoles primaires, représentées par nos établissements cibles. Nous allons devoir séparer les données concernant les écoles privées de celles des écoles publiques pour mieux synthétiser les données.

Ces deux tableaux regroupent, donc, les données récoltées près des chefs des établissements auprès desquels nous avons enquêtés. Ils reflètent les réalités désolantes enregistrées sur place. Dans un premier temps, voyons le tableau dans lequel figure les détails sur les cinq EPP que nous avons visité.

a) LES E.P.P.

Tableau 7 : Les réalités des EPP

Nom EPP	Nbr de salles	Eff maîtres	Présco	Autres staff	Eff élèves	Classe	Particularité
Ampasandratsarahoby	6	7	oui	2	161	Matin	Classe de couture
Bernard Canut	11	5	Non	2	165	Matin	Ressource supplémentaire (location de salle de classes)
Ambohidroa I	7	10	Oui	1	595	Matin et Après Midi	Classe intégrée

Ambohidroa II	6	11	Oui	1	590	Matin et Après Midi	
Anosimpatrana	8	12	Non	1	908	Matin et Après Midi	

Source : enquête établissement, Avril 2016

Différences entre établissements publics : (effectif par salle, CSP des parents, milieu scolaire, niveau des élèves)

Nous avons expliqué plus haut que les EPP cibles sont représentatives des quartiers de la capitale. En effet, les différences sont flagrantes presque en tout. Pour plus de discernement, prenons séparément les 5 EPP en commençant par l'établissement d'Anosimpatrana qui enregistre 908 élèves pour cette année scolaire 2015-2016. Pendant les périodes des inscriptions et réinscriptions, les parents se mettent en rang depuis 2 heures du matin pour être reçu. Beaucoup sont refusés puisque les places sont limitées. Malheureusement, ceux qui sont refusés n'iront pas dans d'autre école. C'est pourquoi, plusieurs enfants d'âges scolarisables sont encore non scolarisés et errent dans les rues dans ce quartier. Déjà, les enfants des autres Fokontany ne peuvent fréquenter que les EPP de leurs Fokontany respectifs : Ilanivato , Ambodirano. Les parents d'élèves sont des abatteurs de cochons (*mpamono kisoa*) et des laveuses de linges (*mpanasa lamba*). On peut en déduire, donc, qu'ils sont les plus démunis. A l'école, les élèves sont mal habillés, mal coiffés et sales. Ils vont à l'école le plus souvent le ventre vide. Leurs familles ont, pour la plupart, des problèmes relationnels (*fianakaviana mikorontana*) : familles monoparentales, familles recomposées, parents séparés, enfants orphelins. De ce fait, les motifs des absences sont multiples et mainte fois invraisemblables : enlevé par l'un des deux parents ; parti s'échapper avec la mère ; resté travailler avec l'un de ses parents ; s'est occupé de ses frères et sœurs etc. Selon la directrice, en moyenne, on recense 5 absents par classe par jour. On peut imaginer l'état d'esprit de ces enfants même s'ils se trouvent sur les bancs de l'école.

Par ailleurs, les instituteurs affirment que le niveau baisse d'année en année. C'est pourquoi les maîtres envoient leurs enfants étudier ailleurs que dans les EPP, alors qu'autre

fois leurs propres enfants ont été scolarisés sur place. A l'époque, l'EPP d'Anosimpatrana n'avait rien à envier aux autres EPP de la Capitale que ce soit en niveau ou en résultat. Hélas, la situation s'est détériorée depuis quelques années. Ils sont partis de 80% de taux de réussite au CEPE à 30,4% actuellement. Les bâtiments sont en de piteux état, les 70 élèves par salle n'ont plus assez de banc pour s'asseoir tous. Ils s'assoient alors tour à tour pour pouvoir écrire.

Parlons maintenant des deux EPP d'Ambohidroa I et II. Les parents d'élèves sont des agriculteurs, des anciens ouvriers des zones franches convertis en commerçants informels. En dépit de situation professionnelle, ils ne sont pas tous si démunis. Selon les deux directrices, les écoles privées à leur portée (sur le plan financière du terme) ne manquent pas dans le quartier, pourtant ils ont choisit d'envoyer leurs enfants à l'EPP. Les instituteurs témoignent que plusieurs sortants de ces EPP sont maintenant des universitaires et des docteurs, chef de Région etc. Leur niveau n'est donc pas aussi mauvais qu'on a coutume de penser. Alors, les maîtres scolarisent leurs propres enfants sur place. Les élèves des EPP raisonnent plus vite que ceux des écoles privées disait l'une des directrices. C'est uniquement en langage que les élèves du privé les bâtent. Avec de la persévérance, ceux des EPP pourront se mesurer à ceux des autres écoles.

Terminons avec les EPP de la haute ville : EPP Bernard Canut à Faravohitra et EPP Ampasandratsarahoby à Antaninandro. Leur réalité est tellement différente des autres EPP sus mentionnées. Les élèves ont classe uniquement la matinée de 7h à 12h30 contrairement aux autres EPP qui, à cause du sur effectif, sont obligées de départager la journée entre les classes parallèles. Maîtres et élèves sont plus présentables. Leur interaction en classe semble plus ventilée. Il leur reste même des salles de classe à louer en plein temps à d'autre groupe éducatif. Les loyers constituent pour l'établissement une source supplémentaire de revenus. Ce qui permet d'embellir leurs salles de classe, leurs couloirs et leur cours. Cette source de revenus permet même de payer leur gardien, ... Quant aux élèves, ils sont des fils ou filles de vendeurs à Analakely ou à Behoririka. Ils ne sont donc pas des résidents du quartier. Ils habitent à Itaosy ou Tanjombato, par exemple. Ainsi, ils rejoignent leurs parents et rentrent avec eux le soir. Les rares élèves qui s'ajoutent à ceux venus d'ailleurs sont les enfants des « mpanasa lamba » du quartier. Ce qui signifie que les résidents du quartier peuvent pour la plupart se permettre d'envoyer leurs enfants aux écoles privées qui regorgent les alentours.

Que pouvons-nous dire à présent ? Les mêmes écoles publiques, d'un même Etat, de la même ville, même CISCO, pour le même peuple mais de réalités largement

différentes. Si la différence entre EPP de la même Circonscription est si palpable, ce n'est rien comparée à la brèche entre Publiques et privées. Et encore nous restons dans la même ville, mais si nous décidions de faire des études comparatives entre la capitale et d'autres endroits plus reculés du pays, nous risquons d'avoir des surprises certainement plus désagréables.

En deuxième temps, le tableau qui suit contient les données sur les écoles privées :

b) LES ECOLES PRIMAIRES PRIVEES

Tableau 8 : Les réalités des écoles privées

Ecole	Nbr salles	Eff maîtres	Presco	Autres staff	Eff élèves	Classe	Particularité
Rasalama	16	15	Oui	5	519	Toute la journée	Parascolaire Ecole confessionnelle
CRBJ	10	10	Oui	4	424	Toute la journée	
Hafatra	08	08	Oui : PS/ MS/ GS	4	225	Toute la journée	Enseignement français, cours de piscine (facultatif)

Différence entre écoles privées :(effectif par salle, CSP des parents, milieu scolaire, niveau des élèves)

Tout comme les établissements primaires étatiques, on observe aussi des différences entre les privés. D'abord, les frais de scolarisations divergent d'évidence selon la classe sociale ciblée. En l'occurrence, l'école FJKM RASALAMA et le CRBJ d'Ambohidroa sont fréquentés par la population, tout d'abord, protestante pour la première et ensuite de classe moyenne pour les deux. L'écolage mensuel avoisine les 10.000 Ariary. Ils appliquent le programme scolaire et approche d'apprentissage décrétés par le MEN. Les infrastructures sont moyennement confortables. Néanmoins, les élèves jouent librement dans la cours clôturée pendant les récréations. Ils peuvent aller dans les bibliothèques durant leur temps libre. Ils ont classe la matinée et l'après-midi : environ 8 heures par jours. Plusieurs enfants restent sur place pour déjeuner car ils habitent loin ou car leurs parents ne rentrent que le soir. Il faut

noter qu'il n'y a pas de réfectoire sur les lieux. On peut dire que l'école aide les parents pour la garde de leur petit pendant les heures de travail.

En parlant des parents, le problème de retard de paiement des écolages est très fréquent dans leur relation avec les responsables. Chaque établissement a sa manière de régler ses différents avec eux : par convocation, en renvoyant l'élève jusqu'à ce que le dû soit payé, en ne le laissant pas passer ses examens (c'est rare), en confisquant les bulletins de note De telles situations affectent la performance des élèves, alors que leur niveau est plutôt satisfaisant si on considère leur taux de réussite au CEPE . Ce taux ne baisse jamais au dessus de 70%. Aujourd'hui, peu de parent arrive à suivre les études de leurs enfants à la maison. L'institution scolaire est devenue seul maître de leur niveau scolaire pour atteindre cette performance.

Une autre école que nous avons visitée est le collège Hafatra à Ampandrana Ouest. C'est un établissement d'enseignement français. D'un côté, il suit le programme du MEN dans certaines matières comme les connaissances usuelles, l'histoire et géographie et puis d'un autre côté, il en rajoute plusieurs chapitres. Maîtres et élèves parlent exclusivement en français et omis le Malgache : ils le placent au même titre que l'anglais, c'est-à-dire que les élèves ont un cours d'une heure par semaine tout au plus. Cette école est réputée dans les environs par le niveau très élevé de ses élèves. Leur frais de scolarité triple celui des deux établissements cités plus haut. Ce qui sous-entend que les enfants sont issus de milieu plus aisé. De ce fait, le litige à cause des retards de paiement est moins fréquent. Néanmoins, les infrastructures ne diffèrent pas beaucoup de celles relatées précédemment : immeuble en dure, cours clôturée. En apparence, les élèves sont plus présentables et, donc, reflètent la capacité financière de leurs parents. Certes, l'établissement propose plus, question programme scolaire, par rapport aux autres. Les chapitres sont plus volumineux, plus d'exercices, ... Mais, nous ne pouvons affirmer que cet établissement soit au plus haut du classement. Le dernier taux de réussite au CEPE de cette année est de 90%, par exemple En effet, nous savons tous que d'autres enfants Malgaches fréquentes des écoles encore plus chèrement payées Ces dernières proposent à leur tours des offres inimaginables pour la population à niveau de vie moyenne. Bien évidemment, les cours sont intégralement en français voire en anglais.⁵⁹

⁵⁹ Dernièrement, il est né une tendance vers l'expression anglaise vu que l'expression française soit déjà à la portée de plus en plus de parents.

Toutefois, puisque nous vivons encore à Madagascar, ce qui importe doit être avant tout de réussir face au système localement reconnu. Ne parlons pas de ceux qui ont un avenir tout tracé à l'étranger. Les écoles privées s'assurent que leurs élèves s'en sortent face aux différentes étapes de ce système mais en rajoutent à leur guise pour séduire les parents. Pour ce faire, il incombe à l'instituteur de transmettre par tous les moyens les connaissances aux élèves. Quoi que propose l'école, tous reposent sur les épaules du maître. Quand l'élève a un bon résultat, c'est parce qu'il a fait des efforts; mais dans le cas contraire, le maître n'a pas bien fait son travail. C'est pour dire que son métier garanti la réussite de la vie même de ses élèves. Et les parents, puisqu'ils sont responsables du choix de l'établissement dans lequel ils vont envoyer leurs enfants, ils doivent avoir de bonne raison de choisir une telle ou telle école. Ce qui nous mène à la troisième hypothèse dans laquelle nous parlerons de ce choix d'école.

5-2-3- HYPOTHESE 3 : *la politique éducatif Malgache reproduit les inégalités de classes sociales.* Les EPP sont, actuellement, destiné aux plus démunis. Tandis que les écoles privées sont destiné à ceux qui ont les moyens. Les établissements privés se permettent d'adapter les offres éducatives répondant aux exigences de la concurrence. C'est parce que la privatisation excessive laisse le libre choix aux parents.

LES QUESTIONS POSEES AUX ENQUETES

Pourquoi avez-vous choisi cet établissement pour votre enfant ?

Qu'attendez-vous de l'école ?

LES ELEMENTS DE REPONSES

Les passages suivants illustrent les propos des parents. Ils évoqués les raisons de leur choix d'écoles pour leurs enfants: EPP ou Ecole Privée.

a) CHOIX DE L'ECOLE PUBLIQUE :

- Pour ceux qui envoient leur petit à l'EPP, les raisons sont plutôt « tristes » si nous pouvons nous permettre le terme. Leur capacité financière est très limitée, c'est pourquoi ils profitent de la gratuité des écoles primaires Etatique. De plus, on y distribue des kits scolaires quoi qu'insuffisants et tardifs. Les élèves déjeunent en classe grâce au projet

présidentiel de cantine scolaire : du riz et des haricots secs ⁶⁰ ou des brèdes. Certains ne mangeront qu'un seul repas, le soir, en plus de ce qu'ils prennent à l'école. Beaucoup de parents n'arrivent même pas à payer la participation de 100ar par jour pour assurer la cuisson et pour payer les parents qui prennent en charge la cuisine.

- Puis que les parents travaillent, une demi-journée avec repas pour les enfants est capitale pour occuper les enfants. Ils doivent, en plus, soit, rester seuls et livrés à eux même, la demi-journée restante soit accompagner les parents à travailler : puiser de l'eau des voisins, laver les linges des voisins, vente à la sauvette ou pire mendier.
- Plus personne ne choisit volontairement les établissements primaires Etatiques par fierté ou par nationalisme. Les parents affirment que s'ils pouvaient, ils auraient envoyés leurs enfants dans les écoles privées chèrement payées dont les offres sont nettement meilleures et qui étudient toute la journée. Malheureusement ils n'ont pas d'autre choix.

b) CHOIX DE L'ECOLE PRIVÉE

- Ceux qui font confiance aux écoles privées ont aussi leurs raisons: la bonne qualité de l'éducation, par exemple. Ils pensent que l'offre y est qualitativement et quantitativement supérieure. Les enfants maîtrisent beaucoup de choses et très tôt. Ils parlent plutôt bien le français. Par contre, ils délaissent le malgache.
- Certains parents trouvent que les écoles privées sont plus disciplinées. Les responsables sont plus sévères envers les absences, l'inaction, l'incompétence.
- En fin, la spiritualité est une raison pour ceux qui optent pour les écoles confessionnelles, la religion influe sur le comportement des élèves selon eux.
- Lors de nos descentes sur les lieux, nombreux sont les faits qui ont attirés notre attention sur l'énorme décalage entre le monde des élèves à l'EPP et ceux qui fréquentent les établissements privées.

LES E.P.P. : depuis quelques années, elles ont une réputation de fournir un bas niveau aux élèves. Pourtant, beaucoup de médecins, de juristes de hauts fonctionnaires, d'hommes d'Etat, etc. sont des sortants de ces EPP. Aujourd'hui, seules les classes démunies envoient leurs enfants à l'EPP faute de moyen. De plus, les parents n'ont pas le temps de suivre leurs études à la maison ; et même s'ils en avaient, ils sont, pour la plupart, incapables de le faire. Le milieu familial est éventuellement handicapant car même si l'école arrive à offrir de meilleure qualité d'éducation, arrivés à la maison, les loisirs existants, les conditions de vie médiocres,

⁶⁰ L'Etat approvisionne chaque EPP en riz et haricots secs ; chaque établissement, avec les parents, s'organise pour la cuisson et pour varier le menu.

le bas niveau des parents ne favorisent guère l'épanouissement des connaissances reçues par ces enfants.

Les infrastructures sont le plus souvent vieilles d'une centenaire et en navrant état. Ceci se marie bien avec l'apparence des élèves qui les fréquentent. De plus, les offres éducatives sont qualitativement faibles. Par exemple, une maîtresse apprend aux élèves et les fait répéter plusieurs fois et à haute voix « le poule ». Une autre maîtresse répond à une élève que « courbature » veut dire « écoulement de sang » au lieu de « douleur musculaire ». Un maître a dit à ses élèves que « anana » n'a pas de signification en français car les étrangers n'en mangent pas. Et nous arrêtons la liste.

LES ECOLES PRIVEES : Elles sont plus ou moins libres de choisir quelle approche adopter, en vue de la concurrence. De ce fait, elles essaient de répondre à tous les besoins des parents. Ils veulent que leur tout petit sache compter jusqu'à cent à la maternelle ; Qu'il sache réciter de longue récitation ainsi que les tables de multiplication sans savoir quoi en faire. Ils aiment voir que leur argent n'est pas perdu. En contre partie, leur enfant doit pouvoir réciter couramment de longue récitation, savoir par cœur les 26 alphabets, etc. Les offres proposées par ces établissements sont de plus en plus tentantes pour les parents qui n'ont plus, eux aussi, assez de temps et veulent un « menu » complet pour combler le vide dans le quotidien de leurs progénitures.

En ce sens, la cherté du coût des offres représente une handicap de l'actuelle privatisation à grande échelle de l'enseignement. La richesse ou la pauvreté des parents détermine les performances scolaires des enfants. Les plus démunis apprennent moins de chose. Tandis que les moyennement riches apprennent plus. Quant aux plus aisés, ils sont les plus avantageux car on leur propose beaucoup : les langues étrangères en laboratoire, les activités parascolaires, les laboratoires de sciences, les opportunités d'aller à l'étrangers par le biais de l'école, ... C'est le vœu de tout parent pour leurs enfants.

c) CE QUE LES PARENTS ATTENDENT DE L'ECOLE

Les parents font confiance à l'école pour la discipline, le savoir vivre, le savoir être puis qu'ils n'ont plus assez de temps pour les transmettre à leurs enfants. On pourrait croire qu'on payait les maîtres pour substituer les rôles des parents. Ces derniers quittent le foyer à l'aube pour échapper aux embouteillages. Le soir, à cause du même problème, ils ne rentrent que quand leurs enfants endormis. Les fins de semaines sont les seuls moments d'intimité pour toute la famille. L'encadrement parental est, donc, insuffisant. Par conséquent, ils

veulent qu'on s'occupe bien de leurs petits et qu'on leur transmette des connaissances. Cela apaise leur conscience. Mais est-ce suffisant ?

Qu'ils sachent bien parler en français, il est primordial pour les parents d'entendre leurs enfants s'expriment couramment en français. C'est comme une sorte de critère pour connaître de quelle couche sociale provient une famille : se parler quotidiennement en français et avoir du mal à s'exprimer en Malgache. Les parents n'ont pas honte de raconter que leur enfant ne sait pas bien parler en malgache. Au contraire, ils ont l'air de se vanter de la situation « Vous devez lui parler en français car il ne sait pas bien parler en Malgache. » disent-ils.

Le risque devant tout ceci, est qu'en apparence, on assiste à un système éducatif qui offre la possibilité à la majorité des enfants Malgache d'accéder aux classes préscolaires dès l'âge de trois ans, et qui lui ouvre les portes dans l'enseignement de troisième cycle universitaire. Depuis, quelques années, l'enseignement privé a contribué de manière significative à l'élargissement du parc éducatif à Madagascar. Et ce, à partir du primaire jusqu'au niveau supérieur. Il reste à savoir si la qualité de l'instruction offerte est proportionnelle à la quantité des écoles, publiques et privées confondues. Il y a sur ce point une collaboration effective entre le public et le privé. Mais comment peut-on interpréter cette tendance au cas où la qualité aurait baissé, c'est-à-dire si la qualification des enseignants ne s'est pas améliorée ou si les outils didactiques n'ont pas progressé compte tenu des opportunités offertes actuellement dans le monde contemporain ou si éventuellement, faute de moyen, un certain niveau de qualité a été maintenu au moins par respect aux efforts et sacrifices consentis par les familles ; ou doit-on se contenter de dire « Au moins, on a des écoles pour envoyer nos enfants. La suite, on verra bien. »

Les réalités scolaires Malgaches sont si complexes et trop libérales. Il serait rude de régler surtout après tout ce que nous venons de citer tout au long des précédents chapitres. Le niveau des maîtres ne les permettent pas d'assurer des offres éducatives qualitativement satisfaisantes. De son côté, l'Etat n'arrive pas encore à remédier le manque de qualification de la plupart de ces instituteurs. De plus, les réformes ne coïncident guère avec l'état des infrastructures scolaires publiques, ni avec les moyens dont dispose l'Etat pour assurer les supports didactiques nécessaires. En fin, puis que la marchandisation de l'école favorisent le libre choix de l'école, cette dernière accentue le rapport de classe dans la société globale.

CHAPITRE 6 : ANALYSES DES RESULTATS

Ce cinquième chapitre est une combinaison entre les causes mises en évidence au cours de la recherche et les solutions proposées par les enquêtés. Ces causes ne se limitent pas au programme éducatif ou les méthodes d'apprentissage. La société en générale en est responsable par sa culture, sa mentalité, ses habitudes. Comment faire pour y remédier ? Les professionnels de l'éducation sont les mieux placés pour résoudre les situations éducatifs Malgaches.

6-1- LES CAUSES DE LA RESISTANCE

Synthétisons une dernière fois les causes de cette résistance de notre système éducatif. Cette section se trouve être le noyau de ce travail car nul ne peut apporter de solution à un problème sans en savoir la cause. A ce stade du cursus, le plus important c'est de découvrir les raisons sociologiques des faits sociaux facteurs d'obstacles au développement de la société.

6-1-1- LA PAUVRETE

« **Ventre affamé n'a point d'oreilles.** »

Selon Shanda TONME, l'Afrique Noire serait victime du syndrome de *l'éternel assisté qui de surcroit, devrait recevoir des aides à l'infini* . Tout le monde, selon lui, pense que les autres peuples, nations, continents doivent aider l'Afrique. L'argument qui prévaut serait le *pillage dont aurait été victime le continent par l'Europe* lors de la période de l'esclavage et par la suite de la colonisation. Or, toujours selon lui, *l'histoire, fût-elle si douloureuse, ne saurait tenir de lieu de justificatif de toutes les carences, les tares et les défaillances criantes du continent au troisième millénaire*. Il appartient, tout d'abord, au peuple de l'Afrique de lutter contre la pauvreté en Afrique.⁶¹

Hogbe NLEND, un ancien Ministre Camerounais, un grand homme politique et mathématicien, a dit, lors d'une conférence de Dakar du 6 au 9 Octobre 2004: « *Nous n'avons plus que notre pauvreté à vendre en Afrique et même pour définir notre pauvreté, il nous faut faire appeler à des experts étrangers* »

⁶¹ Shanda TONME(2009), *Fondements culturels du retard en Afrique Noire*, p59

La pauvreté, la culture, nous avons voulu mettre ensemble ces deux termes car nous voudrions démontrer que notre pauvreté est culturelle et que cette pauvreté est en cause de la résistance du système. Selon un anthropologue Américain, étudiant de Ruth Benedict : *Le manque de moyens, précarité, l'entassement dans des logements plus ou moins salubres conditionnent un ensemble de comportements et de valeurs qui constituent une adaptation à la situation de pauvreté. Elle représente un antidote contre les sentiments de désespoir qui peuvent assaillir les pauvres lorsqu'ils réalisent combien est improbable leur réussite sociale. La pauvreté a tendance à perpétuer de génération en génération par l'assimilation de la sous-culture de pauvreté.*⁶² Nous pourrions en tirer des explications pour notre interminable non réussite. Nous nous adaptons à cette situation de précarité et n'avons plus d'ambition pour la surpasser. Les plus pauvres ne désespèrent plus puis qu'ils n'aient rien à espérer de la vie. Leur attente de l'avenir est limitée à tel point qu'ils n'osent pas rêver mieux. Ils sont immunisés contre la misère. Ils n'ont pas le moyen de préparer l'avenir de leurs enfants. C'est pourquoi, l'enfant et petits enfants d'un pauvre resteront pauvres.

De son côté, l'Etat essaie d'avoir une vision plus ambitieuse pour l'avenir de son peuple. Prenons en l'occurrence la politique culturelle nationale malgache⁶³ qui est censé conduire le pays à un développement socio-économique. Sur le web, on le définit comme étant un document précisant la vision de l'Etat en matière de culture et de développement culturel, les grandes orientations de développement culturel que l'Etat se propose de suivre et les mesures concrètes qui lui permettront de réaliser sa vision.⁶⁴ Cette Politique Culturelle Nationale a été promulguée le 21 Août 2005, lors du Régime de l'ancien Président Marc RAVALOMANA qui a, par ailleurs, été marqué par plusieurs reformes dans différents domaines. C'est une loi de 23 Articles subdivisions de cinq chapitres, adoptés par l'Assemblée Nationale et le Sénat de l'époque en leur séance respective en date du 13 Juin 2005 et du 14 Juillet 2005.

Dans le deuxième chapitre, Article 7 de ce document, il est question d'objectif **politique** : *pays libre, bien gouverné, un modèle de développement et de démocratie*. Cette question de liberté, de bonne gouvernance, de modèle de développement ou même de développement tout court, reste illusoire pour Madagascar. Nous ne parlons que de la liberté de la presse avec l'incarcération des journalistes en faisant leur travail. Que dire de la

⁶² Dans les lignes du livre de Jean Fleury : *La culture*, « la pauvreté est-elle une culture ? », p78

⁶³ Ce document s'intitule : « Loi N°2005-006 portant sur LA POLITIQUE CULTURELLE NATIONALE MALGACHE pour un développement socio-économique (MINISTERE DE LA CULTURE ET DU TOURISME)

⁶⁴ <http://www.pch.gc.ca/fra/> consulté le 16/03/16

corruption puisque nous faisons toujours partie des pays les plus corrompus au monde. Peut-on être une référence en développement sans être développé d'abord. Quant à la démocratie, est ce que nous en savons seulement le véritable sens ? A chaque manifestation estudiantine, les forces de l'ordre sont rapidement envoyées pour les disperser. Les étudiants doivent avoir la liberté de s'exprimer, sans faire de raffut, sans détruire les infrastructures existantes. Si les forces de l'ordre sont présentes, ils doivent protéger les manifestants mais non pas les faire taire par la démonstration de force.

Dans le chapitre 3 où figure les stratégies, Article 9 nous verrons les trois impératifs de cette Politique Nationale Culturelle qui tourne autour du **social** : *habilitation des sociétés malgaches* ; de la **gouvernance** : *synergie Etat/ secteur privé/ société civile* ; on peut faire allusion aux 3P (Partenariat Public Privé) or le mieux serait d'en ajouter un 4èP qui donnerait un 4P (Partenariat Public Privé Population); de l'**éducation** : *favorisant le dialogue culturel, le respect mutuel, le développement et la paix durable et valorisant la culture et l'environnement*. On ne parle pas uniquement d'éducation scolaire mais de la société en générale ; c'est-à-dire toutes les entités qui peuvent véhiculer des messages : la famille, les associations, les organisations....

Les partenaires linguistiques doivent être multipliés comme l'Alliance Française, le Centre Germano-malgache, le Centre Culturel Américain et les langues asiatiques aussi commencent à avoir de la place : le Mandarin, le Japonais ...

La traduction multilingue ... pour ...la circulation des connaissances, des idées et des produits culturels : beaucoup d'émissions télévisuelles ou radiophoniques sont en français mais sans traduction ; quelques journaux écrits aussi prônent les articles en français et même en anglais mais comment les traduire. Les bulletins d'informations en double version de la Radio et Télévision Nationale sont les seuls qui font exception.

Pour Madagascar, le développement socio-économique objectif initial de ce document se trouve loin de notre culture. Il y a une différence entre « **Culture de pauvreté** » d'Oscar LEWIS et « **Culture du pauvre** » de Richard HOGGART cités par Jean FLEURY⁶⁵ dans son livre *La culture*. Pour le premier, il s'agit des situations qui conditionnent un ensemble de comportement et de valeurs qui constituent une adaptation à la situation de pauvreté. Quant au deuxième, il y a une culture du pauvre dans la mesure où il y a bien des valeurs et normes

⁶⁵ Jean FLEURY(2000), *La culture*, 2è Edition BREAL, p78-79

propres à un milieu social, mais cette culture n'efface pas les individus et leur capacité de réinterprétation. Dans le cas de Madagascar, nous dirons qu'il y a une méconnaissance de cette « **Culture du pauvre** » qui pourrait rendre plus efficace l'offre d'éducation aux enfants Malgaches. Car notre situation de pauvreté extrême conditionne notre comportement anti-progrès et notre mentalité « fataliste ».

La Politique Nationale Culturelle de Madagascar a comme principes le développement culturel comme base du développement économique et social de la Nation. Depuis les principes jusqu'aux plans d'action, on ressent à travers elle la volonté et l'initiative du changement, de la protection, de la refondation. Pourtant nous sommes censés constater qu'il n'y a guère d'impacts palpables qui en résultent. Comment inciter la population à s'y intéresser pour qu'elle puisse par la suite en mesurer l'impact ?

SHANDA TONME, un Camerounais auteur de nombreuses publications et membre de plusieurs sociétés scientifiques et professionnelles, en rajoute en disant que **l'arriération en Afrique Noire est de fondements culturels**. C'est l'idée majeure véhiculée par son ouvrage *les fondements culturels du retard en Afrique Noire*. Si c'est ainsi, comment espérons nous changer si la culture, fondement même de la morale de notre société nous empêche d'aller vers l'avant ?

6-1-2- LA POLITIQUE DE L'ENSEIGNEMENT

En effet, à Madagascar, le monde de l'éducation est devenu un terrain de jeu pour les politiciens, un terrain d'expérimentation. On pourrait penser que les hauts responsables jouent avec l'avenir des enfants en libéralisant l'enseignement. Ils ne s'interrogent pas assez sur les réels besoins des apprenants. Il est de plus en plus difficile de réussir quelque réforme face à cette politisation de l'enseignement.

Par ailleurs, les hauts responsables du ministère usent de la recherche de nouvelle idée pour trouver et séduire des bailleurs de fond. Ce qui importe c'est le fond à obtenir. Par exemple, il y a eu, avant le retour à la PPO, la Pédagogie Explicite. Une fois l'idée conçue, le terme bien déterminé ; le MEN faisait appel à des concepteurs. En collaboration avec les experts de l'Union Européenne, ils élaboraient les modules avant de lancer l'expérimentation dans les régions Vakinankaratra et Betsiboka. Mais cette approche fut restée à ce stade. De leur côté, les concepteurs se contentent des indemnités occasionnellement obtenues. Quant aux élèves des zones d'expérimentation, ils sont retournés à l'approche initiale.

En outre, les autorités utilisent les distributions de kits scolaires, les cantines scolaires ainsi que la gratuité de l'école primaire à leur propre profit. Ils séduisent les parents qui sont des électeurs potentiels pour les prochaines campagnes électorales. Les kits scolaires sont tardifs et symboliques. Or, les parents espèrent recevoir suffisamment de fournitures scolaires pour assurer toute l'année scolaire. Les cantines scolaires sont constituées uniquement de riz et d'haricots secs. Chaque établissement se démêle pour varier le menu en fonction de ses moyens. Il n'est pas question d'apport nutritionnel, mais de repas gratuit par élève par jour. En fin, les écoles ont besoin de fond supplémentaire pour le bon fonctionnement de l'établissement. Cependant, les parents refusent de payer à partir du moment où on annonce officiellement la gratuité de l'enseignement primaire.

On supporte des conditions de vie miséreuses mais on ne se sent pas trop à son aise dans une vie confortable et saine : les jardins publics, les nouvelles infrastructures publiques. Il faut peu de temps aux étudiants de l'université pour manquer de respect à la propreté de leurs nouvelles tables et bancs. Les jeunes ne peuvent pas s'empêcher d'écrire sur la paroi. Tout au long de l'année, ils auront des tables sales avec des gribouillages partout. Serait-il trop demandé de les inciter à respecter la propreté ? Un autre exemple, l'organisation du campus universitaire a besoin de grande innovation : l'électricité, la mutation de logement, l'occupation des couloirs. Mainte fois, les responsables ont voulu réformer mais en vain. Ils sont incapables de pérenniser les étudiants dans le maintien du changement de comportement exigé par les réformes. Si un jour on arrive à bien organiser la vie du campus universitaire, maintenir cet ordre sera quasi impossible.

Bref, Nous devons nous demander si ce n'est pas la manière dont nous éduquons nos enfants qui constitue un handicap majeur du développement de la société malgache. Il est vrai que le système a produit des diplômés à tous les niveaux à commencer par le CEPE, le BEPC, le Baccalauréat et l'enseignement supérieur. Peut-on imaginer qu'un enseignement de base qui souffre éventuellement de certaines lacunes et faiblesses préparent bien comme il se doit l'élève à passer son baccalauréat et que le bachelier malgache qui hérite des faiblesses d'un système éducatif à une certaine époque donnée serait capable de combler ses faiblesses ?

Force est de constater que les gens sont facilement tenté d'admettre que les causes sont plutôt économiques et démographiques, c'est-à-dire que la difficulté réside dans l'insuffisance de financement ou dans l'explosion de la demande dans le secteur éducatif.

Selon nous, une telle compréhension – certes vraisemblable, mais insuffisante pour vraiment comprendre la situation actuelle – n'est qu'un réflexe voulant toujours extérioriser la cause du mal.

Face à toutes ces réalités plutôt alarmantes du monde éducatif malgache, nous avons jugé nécessaire de regrouper les propositions de solutions venant de chaque catégorie d'enquêtés. De ce fait, la partie suivante représente la dimension résolutive de ce travail de recherche ainsi que la théorisation personnelle. Cette dernière renferme l'empreinte de la société d'appartenance des élèves, le manque de sens de responsabilité, l'insouciance collective ainsi que la brèche entre le secteur privé et le secteur public du monde éducatif Malgache.

TROISIEME PARTIE

DIMENTION RESOLUTIVE

ET

THEORISATIONS PERSONELLES

PARTIE III : DIMENSION RESOLUTIVE ET THEORISATIONS PERSONNELLES

D'après les données récoltées auprès des écoles, du ministère, de la société au quotidien, nous pouvons en déduire les facteurs influant au non réussite des réformes pédagogiques. En même temps, des solutions sont ressorties des entretiens avec les différents acteurs. Pour couronner le tout, ce travail a abouti à des théorisations personnelles ainsi qu'une modélisation des grandes lignes de notre recherche sur terrain.

CHAPITRE 7 : PROPOSITIONS DE SOLUTIONS

A travers les différents problèmes d'ingérence, la baisse de l'image de l'éducation, les réalités affligeantes de la société, ses membres ont le devoir de penser à y remédier d'une manière ou d'une autre. Certes, nous n'avons pas tous les moyens nécessaire principalement, matériels et financiers ; cependant, avec de l'effort de planification et de priorisation, nous pourrions probablement améliorer certaines situations. En effet, il s'agit de synthétiser les propositions des enquêtés. Puisqu'ils œuvrent dans ce domaine, il leur est commode d'avancer des idées d'amélioration de leur situation. Certes, ils ne sont pas tous conscients de la faisabilité de ce qu'ils avancent. Toutefois, ces idées peuvent tout de même être des sources d'inspiration pour ceux qui ont le pouvoir de faire quelque chose pour le monde de l'éducation malgache.

7-1- POLITIQUE NATIONALE DE L'EDUCATION

Le MEN doit une bonne fois pour toute établir une Politique Nationale fixe et bien élaborée. Les sommets telle la Convention Nationale sur l'Education devrait être prise au sérieux car rien de telle pour représenter toutes les entités existantes. Cette Politique devrait convergée vers l'amélioration qualitative des offres éducatives pour tous les enfants Malgaches sans exception : uniformisation de l'offre éducative.

7-1-1- LA SITUATION DES MAITRES

Les maîtres se sont plaints de leur situation. Il semble qu'ils ne sont pas satisfaits de leur salaire et avantages : ils se sentent rabaissés, miséreux, délaissés. Ils ne sont pas dotés d'outils didactiques se rapportant à chaque approche d'apprentissage. Ils sont contraints d'en inventer ou d'en acheter à leur propre frais s'ils peuvent. Enseignants du privé ou public, ils

ne sont pas les plus récompensés de tous. Les recherches de financements devraient être orientées plus vers l'amélioration des conditions de ces maîtres d'école.

Depuis toujours, même pendant la colonisation, d'après Anne-Marie GOGUEUL(2006), le prestige et l'influence des instituteurs furent inférieurs aux médecins, les autres fonctionnaires, malgré leur *mission civilisatrice*. *Si la section médicale était la plus prestigieuse, à l'école Le Myre de Vilers, la section normale était au contraire la moins recherchée, celle vers laquelle se dirigeaient les élèves les moins bien classés de la section générale.* ⁶⁶A l'époque, ils étaient mal vu parce qu'ils aidaient la France à civiliser notre île ; mal vu aussi parce qu'ils n'étaient que « le chef des petits », soumis à de multiples contrôles des inspecteurs de l'enseignement, mais aussi de tous les représentants des services techniques (eaux et forêts, agriculture, médecine).

Jusqu'à présent, leur situation n'a toujours pas changé. Au contraire, le métier est consacré aux diplômés partisans de la culture du moindre effort, à ceux qui acceptent de se tenir au plus bas de l'échelle économique, sociale et professionnel.

7-1-2- LA QUALITE DES TECHNICIENS

Selon les maîtres, les techniciens qui élaborent les contenus des modules des reformes doivent être issus de la base, avoir de l'expérience de la base de l'échelle ; c'est-à-dire des instituteurs ou anciens instituteurs en primaire pour le primaire. Ils sont les mieux placés pour identifier l'état des lieux des écoles Malgaches actuelles, les besoins des élèves car ils sont en interaction direct avec les élèves. Il est vrai qu'ils faisaient partie de ceux qui assistaient à la Convention Nationale sur l'Education, mais ils devraient surtout suivre l'évolution de tout le processus d'élaboration.

7-1-3- OUTILS ET MATERIAUX DIDACTIQUES

Pour réussir les reformes, la dotation en outils et matériaux didactiques au moins par établissement, au mieux par maître est primordiale. La dernière fois où le Ministère a offert des manuels et des dictionnaires aux enseignants datait de l'année 2003. Il y a des manuels conçus par des instituteurs malgaches, produits localement, pour les maîtres et élèves malgaches. En l'occurrence, la Direction Nationale des Ecoles Catholiques utilise jusqu'à nos

⁶⁶ Anne-Marie GOGUEUL(2006), *Aux origines du Mai Malgache, Désir d'école et compétition sociale 1951-1972*, Paris, Karthala, P44

jours les manuels pédagogiques de français de Maxime RATOJANAHARY, de malagasy de Roland RANDRIARIMANANA et de Jean Pierre RAZAFIMAHERY.

Les groupes éducatifs ACCEM, ARCADE, quant à eux, ont également leurs propres manuels conçus par leurs enseignants. Ce ne sont pas des pédagogues qui nous manquent mais l'initiative de les produire et d'investir dans leurs œuvres. Et devraient surtout contribuer à déterminer les besoins des usagers malgaches en matière d'éducation.

7-1-4- APPROCHES APPROPRIÉES A LA REALITE MALGACHE

D'abord, *l'éducation est l'action exercée par les générations adultes sur celles qui ne sont pas encore mûres pour la vie sociale. Elle a pour objet de susciter et de développer chez l'enfant un certain nombre d'états physiques, intellectuels et moraux que réclament de lui et la société publique dans son ensemble et le milieu spécial auquel il est particulièrement destiné.*⁶⁷ Il faut un état des lieux des écoles en milieu rural et en milieu urbain. Il faut ensuite trouver un terrain d'entente entre les deux. Ainsi, le PE et les approches d'apprentissage vont répondre aux besoins de ces milieux. Le défi que nous devons lever c'est de définir un contenu, une méthode d'enseignement répondant aux besoins du pays- un pays essentiellement rural et économiquement pauvre. Il faut définir une stratégie adaptée aux contraintes du milieu et aux limites de financements. Il faut que l'économie se développe pour au moins assurer un certain niveau de qualité dans un milieu de forte croissance démographique. Bref, le concept d'efficacité est relatif ; de même que celui d'adapté. Qu'est-ce qu'une formation adaptée aux besoins d'un pays ? Les tâches des concepteurs ne seraient pas faciles.

Bien évidemment, les concepteurs des approches d'apprentissage devraient maîtriser à qui sont-elles destinées. Il faut tenir compte de notre culture, de nos valeurs, de la situation économique et sociale des ménages malgaches en générale. Pourtant, il ne faut pas ignorer les impératifs de l'ouverture au monde extérieur qui se traduit par le phénomène de mondialisation. Il ne s'agit pas forcément de négliger les célèbres pédagogies comme celles de Paolo FREIRE, de MONTESSORI, de FREINET. Elles sont toutes intéressantes mais il serait plus intéressant encore se demander si elles sont destinées à toute société.

⁶⁷ E DURKHEIM cité par Muriel DARMON(2011), op.cit., p12

Présentons des brefs aperçus de ces différentes pédagogies :

Primo, la pédagogie Freinet⁶⁸ a été mise au point par Célestin FREINET et fondée sur l'expression libre des enfants : texte libre, dessin libre, correspondance inter scolaire, imprimerie et journal étudiant, etc. Cette pédagogie veut bouleverser l'école au bénéfice de tous les enfants et de tous les adolescents. Elle veut une école **centrée sur l'élève** non pas sur la matière à enseigner ni les programmes.

Secundo, la pédagogie Montessori est mise au point par Maria MONTESSORI⁶⁹. Elle a étudié les enfants de milieux sociaux et culturels très défavorisés et en difficulté d'apprentissage. Elle a repris et généralisé pour des enfants « normaux » des méthodes d'enseignement fruit de son intérêt pour les enfants « anormaux ». Elle envisage l'éducation de façon globale, **holistique** en définissant des plans de développements différents en fonction de l'âge de l'enfant de la naissance à 24 ans.

Tercio, Paulo FREIRE⁷⁰, quant à lui, est connu pour ses efforts d'alphabétisation visant les personnes adultes des **milieux pauvres**, une alphabétisation militante, conçue comme moyen de lutter contre l'oppression.

Comme les Italiens, les Brésiliens et les Français, nous en avons aussi des pédagogues comme Maxime RATOEHANAHARY, auteur du manuel de français Livre Unique de Français ou LUF, RATREMA William éducateur de vocation, RANDRIARIMANANA Roland et RAZAFIMAHERY Jean Pierre auteurs des manuels « LOVAKO ».et beaucoup d'autres. Il va falloir tirer profits de ces grandes figures de l'éducation malgache.

7-1-5- LA LANGUE D'ENSEIGNEMENT

Cette question de langue d'enseignement est un sujet brûlant dans le monde de l'éducation. **La langue maternelle est la meilleure langue pour transmettre les connaissances du moins pendant le cycle primaire.** De plus, notre langue a ses traits caractéristiques qui, même les étrangers ont remarqué en écrivant : *La structure générale de cette langue a pour traits caractéristiques la simplicité et la netteté. Les phrases sont courtes, sans circonlocutions. Les expressions figurées sont nombreuses, mais la métaphore existe plutôt dans l'idée générale que dans les mots. Cette langue se prête aisément à l'art oratoire...* Une observation du

⁶⁸ https://fr.wikipedia.org/wiki/P%C3%A9dagogie_Freinet, consulté le 06 Juin 2016

⁶⁹ https://fr.wikipedia.org/wiki/P%C3%A9dagogie_Montessori, consulté le 06 Juin 2016

⁷⁰ https://wikipedia.org/wiki/Paulo_Freire, consulté le 06 Juin 2016

Révérénd J.J. FREEMAN, cité par François LERY⁷¹, dans *Madagascar, les sortilèges de l'île Rouge*. Enseigner en Malgache ne veut pas forcément dire « malgachiser » tous les termes. Rappelons les revendications de 1972 : malgachisation et démocratisation et donc atténuation des mécanismes de sélection; *adapter les programmes scolaires aux réalités du pays, réviser l'accord de coopération et utiliser la langue Malgache dans l'enseignement*⁷² Les mesures prises par les décideurs de l'époque répondaient-elles vraiment aux revendications des étudiants.

Selon l'Article 4 de notre constitution de l'époque de la politique culturelle sus mentionnée, alinéa 5 et 6 « Le malagasy est la langue nationale. Le malagasy, le français et l'anglais sont les langues officielles. »⁷³ « *Andrianiko ny teniko, ny an'ny hafa koa feheziko* » C'est la synthèse idéale pour cette article. Concernant la langue malgache, il est écrit dans le document de la politique culturelle malgache: ... *langue de communication, de promotion sociale, et d'éducation dans tout le territoire de la République de Madagascar*. Ceci n'est pas du tout le cas surtout en matière d'éducation vu que tout le monde se rue vers les écoles d'expression étrangère. Certes, *l'utilisation de la langue malgache dans les domaines scientifiques, pédagogique et artistique* n'est pas aussi facile qu'on voudrait le croire. Prenons l'exemple des termes de base en matière scientifique comme *takamoa* pour l'ampoule ; *lanja isam-betin-kadiry* pour la masse volumique ; *vatoaratra* pour les piles etc. Néanmoins, on peut toujours trouver un terrain d'entente quand on veut réussir. Par exemple, on peut expliquer ex malgache mais garder les termes techniques pour ne pas se perdre par rapport au monde extérieur.

Pour les langues étrangères, l'année 2015 fut marquée par la formation en langue Française de tous les enseignants FRAM de tout Madagascar à l'initiative du Ministère de l'Education Nationale en collaboration avec l'Institut Français de Madagascar en vue d'améliorer leur capacité en langue française. On peut enseigner en Malgache et ne pas négliger pour autant les langues étrangères.

⁷¹ J.J.FREEMAN est un des premiers missionnaires de l'île, auteur d'un dictionnaire anglais-malagasy

⁷² Anne-Marie GOGUEL(2006), Op.cit., p321

⁷³ <http://mjp.univ-perp.fr/constit/mg2007.htm> , consulté le 15 Mars 2016

7-2- EDUCATION VIA MASS MEDIA

Pour renforcer l'éducation scolaire ou pour éduquer les parents, les mass media (télévision, radio, NTIC) pourraient être exploités pour cette fin. Prenons l'exemple de l'émission « *Rasoa Bakobako* » autrefois diffusée à la Radio Nationale Malagasy et qui éduquait les adultes sur le savoir-vivre au quotidien. D'autres chaînes de Radio privée en font autant actuellement, mais cela semble insuffisant : « *Hafatry ny mpanabe* » et « *pitik'afom-pahalalana* » sur la radio Accem. Un autre exemple est le programme « radio éducation » initiative de la Direction Nationale des Ecoles Catholiques. Chaque Jeudi sur la Radio Don Bosco : « *fanabeazana miaina sy mitia* », savoir vivre et savoir être. C'est une Education à la Vie à l'Amour.

Depuis quelques années, il y a eu le Projet KATRAKA qui consiste à convertir en chanson des leçons des classes de primaire. Les chansons peuvent être émises à la radio ou mises à la disposition de chaque établissement. Récemment, « CLASH BACC » une collaboration entre TELMA, la société STAR, la BNI, et l'ISCAM a produit des clips émis à la télévision utilisant comme parole des leçons de toutes matières des classes de terminale. Des artistes reconnus de l'émission « *Vaovao an-tsira* » participent à ce projet : la production « @men ». C'est une méthode de révision pour le BACC qui a comme cible les jeunes élèves en terminale qui sont fans de chansons modernes.

En effet, selon Ivan ILLICH (1972), in *Une société sans école*, **l'éducation véritable vient de l'extérieur** comme le travail ou le loisir. Son livre contient une critique radicale du système scolaire obligatoire et une évocation technique d'un système de remplacement orienté vers la formation permanente de l'individu par lui-même. D'après ILLICH, l'école impose une *hiérarchie de consommation*, et *créée artificiellement de l'infériorité sociale*. Elle propose souvent des offres sans rapport ni avec les besoins du travail, ni avec les exigences de la personne. Elle crée la course au diplôme qui n'a pas de rapport avec la compétence. Par ailleurs, elle crée une illusion que l'essentiel de l'éducation dont une personne a besoin vient de l'enseignement alors que c'est faux. Le savoir véritable de la plupart des humains vient des *expériences fortes en dehors de l'école*. Selon lui, l'être humain est prisonnier de l'idéologie scolaire alors qu'elle nuit à l'éducation elle-même en créant la confusion entre enseignement et éducation.

S'il est impossible d'aboutir à de réelle réforme de notre système éducatif, la théorie d'Ivan Illich mérite réflexion. Pourquoi ne pas opter pour cette **déscolarisation de la société** ?

Développons des loisirs, les mass media, le monde du travail. Faisons des efforts hors de l'école ; peut-être que cette issue fonctionnera mieux que tous les réformes du passé. Par exemple, on peut orienter les jeunes vers des distractions plus instructives comme les jeux de société, les radios crochées, ... Certains bureaux de fokontany possèdent un local qui pourrait servir de centre de loisir. Pendant les fêtes nationales, on peut organiser des concours de poèmes, de texte, de chansons et de danses folkloriques. C'est une solution comme une autre mais mérite tout de même notre attention.

7-3- CULTURE DE LA QUALITE

En fin, nous allons confronter deux cultures, à nous de choisir quel mode de vie adopter. D'un côté, nous avons la culture du laisser faire avec la tendance à accepter tout ce qui arrive dans la vie : moyen ou médiocre. Dans de telle société, le progrès dépend des autres. L'individu y est victime soit des événements, soit des autres, soit de son destin. Il attend que le changement vienne d'un extérieur à la fois indéfini et incertain. Il croit au miracle et à défaut de miracle, il se cache derrière l'oisiveté du groupe. Cette société est caractérisée par une régression structurelle incontrôlée et une politisation du système qui devient de moins en moins exigeant et n'a plus de modèle de référence.

D'un autre côté, il y a la culture de la qualité où règne la tendance à progresser et à utiliser au mieux les ressources existantes voire à prendre des risques en utilisant d'autres ressources. Dans celle société, l'individu est un acteur du progrès social. Conscient de l'indépendance entre les membres de la communauté, il tient à affirmer son apport et son identité. L'évolution structurelle y est génératrice de nouvelles compétences, nouveaux modes de résolution de problèmes, de nouveaux objectifs et de nouveaux résultats. Le système est de plus en plus exigeant. Les modèles de référence existent dans ce monde en perpétuel évolution. Il y a un effort continu pour définir un modèle de référence.

La quelle de ces deux modèles de sociétés choisissons-nous pour notre avenir ?

Pour le dernier chapitre, il sera question de nos apports personnels par rapport à ce travail de recherche. Nous allons essayer d'explicitier le fondement même de la résistance au niveau des acteurs du système éducatif. Ils ne sont autres que les membres de la société.

CHAPITRE 8 : THEORISATIONS ET MODELISATION

Face aux problèmes identifiés dans ce travail, nous avons nos propres points de vue. Tout d'abord, la mentalité des acteurs du système éducatif est représentative de la société d'appartenance. Par ailleurs, le sens de responsabilité s'installe depuis l'enfance : à la famille, à l'école.

8-1- EMPEINTE DE LA SOCIETE D'APPARTENANCE

Plus haut, nous avons avancé l'idée que la mentalité de la société représente un blocage à la réussite des réformes. En général, dans tout le système et dans tout le processus, il y a une empreinte de la mentalité qui n'est pas fondé sur une logique de causalité. Autrement dit, il n'y a pas de cause ni de moyen adaptés qui aboutissent à un objectif et résultat attendu. Tant notre société traditionnelle que celle après l'introduction du christianisme, donne toujours une grande place à la transcendance. On fait allusion ici à la participation du divin dans l'organisation et le fonctionnement de la société. Aussi, cette cause extérieure selon la mentalité Malgache peut faire basculer tous les plans et projets établis par les hommes. Cela se montre par le biais de la prière ou de la foi ou autre mais provoquant une dépendance conséquente à cette forme de dynamique de puissance transcendante. Ce qui provoque une autre manière de gérer chaque institution de la société. Il ne suffit pas d'investir les moyens appropriés, de bien planifier, pour atteindre un objectif fixé, car quelque chose d'autre venant de l'extérieur entre inévitablement en jeu, selon cette mentalité. Dans les micro systèmes : famille, association comme les macro systèmes : l'Etat et les ministères, cette structure psychologique et sociologique influencent toute planification. Aussi, l'échec et le manquement des objectifs ainsi que l'éventuelle réussite peuvent toujours avoir une explication liée à cette puissance extérieure. On admet facilement l'échec car telle est la volonté de l'altérité divine. Par exemple, à l'examen, pour combler l'incompétence, on prie. Au lieu de se dire : réviser, réviser, réviser ; on se dit plutôt : prier, prier, prier. Les efforts vont, donc, ailleurs que dans la planification, l'autodiscipline, la persévérance, la mémorisation. Normalement, il doit y avoir une logique rationnelle de causalité. La cause doit correspondre à la planification, tandis que l'effet doit être le résultat attendu. Dans le cas présent, une autre cause « divine » intervient et modifie le cours normal de la vie. De plus, avant d'entreprendre une action, avant même la planification, on doit penser aux éventuels obstacles. Il pourrait y avoir, par exemple, des contraintes qualitatives, financières ou en ressources humaines. En les ignorant, on laisse place à la volonté d'une force extérieure à

nous. Cette mentalité de dépendance à outrance à une force extérieure est un élément constitutif de la société malgache. Elle produit des individus jamais entièrement responsables de leurs actes.

Par ailleurs, *l'individu écarté, il ne reste que la société ; c'est donc dans la nature de la société elle-même qu'il faut aller chercher l'explication de la vie sociale.*⁷⁴ La société malgache, par sa culture et les traits caractéristiques de son comportement collectif, par la mentalité qui y règne, peut être une source d'explication de ce problème lié à l'enseignement. Même si beaucoup de paramètres peuvent entrer en jeu, nous pensons que la principale cause reste le fonctionnement même de notre société.

Prenons par exemple, un malgache reconnaissable par sa manière de se défendre face à une situation d'échec. C'est toujours la faute d'autrui, le fautif est toujours un autre que soi-même. Par exemple, un parent Malgache s'excuse rarement devant ses enfants même s'il est convaincu de sa faute. Cette attitude se transmet de génération en génération. Ce qui provoque en général la fuite de responsabilité à tous les niveaux : depuis la relation de couple, parent-enfant, entre fratrie, à l'école entre maître et élève, dans les associations, dans les ministères, entre gouvernants et gouvernés. Par conséquent, personne ne peut prendre des leçons pour lui à partir de son erreur du passé. Personne ne se sent responsable de ce qui se passe autour de lui.

Un autre exemple, à la maison, les enfants malgaches vivent quotidiennement dans l'inconfort, la saleté, l'insuffisance alimentaire. A l'école, les enfants ne se plaignent pas de la vétusté des infrastructures. Habitué à cette vie, à l'école comme à la maison, il sera un adulte qui ne cherche pas à avoir mieux que ce qu'il n'a déjà. Penser à une société entière composée de tel individu. Les parents ne disent rien devant la qualité insatisfaisante de l'éducation de leurs enfants, la population accepte la médiocrité de la qualité des offres éducatives. C'est ce que nous voulons dire par comportement collectif et mentalité hérité de la société d'appartenance.

Ainsi, la cause déterminante d'un fait social doit être cherchée parmi les faits sociaux antécédents, et non parmi les états de la conscience individuelle. D'autre part, on conçoit aisément que tout ce qui précède s'applique à la détermination de la fonction, aussi bien qu'à celle de la cause. La fonction d'un fait social ne peut être que sociale, c'est-à-dire qu'elle consiste dans la production

⁷⁴ J. C. TREMBLAY, Document en ligne : Version électronique de *Les règles des méthodes sociologiques* d'Emile Durkheim

*d'effets socialement utiles. Sans doute, il peut se faire, et il arrive en effet que, par contrecoup, il serve aussi à l'individu. Mais ce résultat heureux n'est pas sans raison d'être immédiate. Nous pouvons donc compléter à la proposition précédente en disant : La fonction d'un fait social doit toujours être recherchée dans le rapport qu'il soutient avec quelque fin sociale.*⁷⁵ On peut essayer de fouiner dans notre passé, remonter à la source pour déterminer ainsi les causes majeures de notre comportement anti-réformiste. Certes, c'est toujours facile, et c'est un réflexe tellement commun, d'accuser telle ou telle personne parce qu'elle a occupé pendant un certain temps telle ou telle fonction. On pourrait même aller jusqu'à dire que c'est la société dans son ensemble qui est irresponsable, fataliste, insouciante de son avenir et de celui de ses enfants, ... En effet, chaque institution ou chaque individu reflète toujours l'image de la société et la mentalité de son groupe d'appartenance. Aussi, quand nous traitons l'éducation scolaire dans le présent travail, nous ne nous sommes pas intéressés à l'histoire personnelle de chaque maître ou de chaque élève. Nous avons plutôt saisi à travers la synthèse de leurs réponses quelle est l'influence de la société sur eux.

Une autre mentalité qui façonne le quotidien d'un pays pauvre, c'est le sens de la responsabilité.

8-2- LE SENS DE LA RESPONSABILITE

L'absence de cet esprit responsable fait partie de ces traits caractéristiques de la société malgache. Développement, modernité, changement, tous ces concepts tournent autour du sens de responsabilité de chacun. Notre notion de responsabilité n'est pas développée. Lors de notre socialisation primaire : à l'école, à la maison ; la discipline est plutôt libérale. Or, l'enfance est déterminante pour la vie future de l'individu. S'il était élevé avec la tolérance collective face à l'injustice, l'inconfort, le non respect de la loi, l'oisiveté, bref l'irresponsabilité. Une fois adulte, il n'aura aucun sens de la responsabilité et sera insensible à la socialisation secondaire peut importe sa religion, sa profession. En plus, ces habitudes sont tout à fait normale pour notre société et par conséquent nous conserve notre comportement anti progrès. Ce qui implique que nous avons un problème sur le rapport au travail : manque de professionnalisme, solution de facilité. Nous vivons sans objectif ni sens du résultat ; nous évitons la compétition ; nous acceptons la non rentabilité ; nous restons dans l'immobilisme avec un esprit d'oisiveté. Au contraire les gens des sociétés développées ont tendance à

⁷⁵ J C TREMBLAY, idem

compliquer leur vie ; ils s'activent en ayant un objectif bien déterminé ; ils ont cette culture de résultat ; ils aiment la compétition ; ils cherchent toujours la rentabilité ; ils sont habitués au changement ; ils ont l'esprit d'entreprise. Ce n'est pas étonnant si là où on les trouve en agglomération, la communauté est prospère. Des exemples ne manquent : l'endroit où s'installent les « karana » est plus propre, plus embelli, plus moderne. Ils se sentent responsables de leur lieu d'habitation de plus ils en ont les moyens. Tandis que nous, faute de moyens comme excuse, nous cohabitons dans les ruelles lugubres. Nous côtoyons des infrastructures obsolètes. Nous fréquentons des lieux publics entourés d'ordures. Nous faisons nos besoins n'importe où, nous éparpillons nos déchets par tout et on arrête la liste. Soyons plus responsables à l'avenir, sinon Madagascar sera plus tard « **vitrine d'irresponsabilité** ».

8-3- L'INSOUCIANCE COLLECTIVE

Cette troisième mentalité se trouve au même titre que l'irresponsabilité. **L'inconscience collective** que nous voulons parler ici se traduit par **le laisser aller, le fatalisme** ainsi que **le laxisme** général. Pour le monde de l'éducation, elle s'ajoute, donc, au **changement fréquent des approches d'apprentissage et le manque de qualification des enseignants** n'est pas en reste. Par le moyen de la **corruption**, beaucoup intègrent les rangs des fonctionnaires. Certes, il fut un temps où la lutte contre la corruption prenait son envol à Madagascar. En 2008, on projetait même de l'intégrer dans les programmes scolaires. Avec le cours de l'histoire politique du pays, la situation s'est détériorée de jour en jour. Nous n'avons pas besoin d'aller plus loin que le domaine de l'éducation. D'après les récits de nos enquêtés, et même sans eux, le MEN n'échappe pas à la règle. Inutile d'entrer dans les détails, les recrutements des enseignants FRAM, par exemple. Beaucoup se sont plaint des irrégularités des procédures jusqu'à ce jour. Les critères de recrutement ne sont plus respectés, ce qui aura des conséquences destructives sur les futures élèves de ces fonctionnaires corrompus. Toutefois, ne soyons pas aussi pessimiste car il existe toujours des personnages qui ont la vocation enseignante et qui vont faire de leur mieux pour réussir leur tâche.

8-4- BRECHE PRIVEE-PUBLIQUE

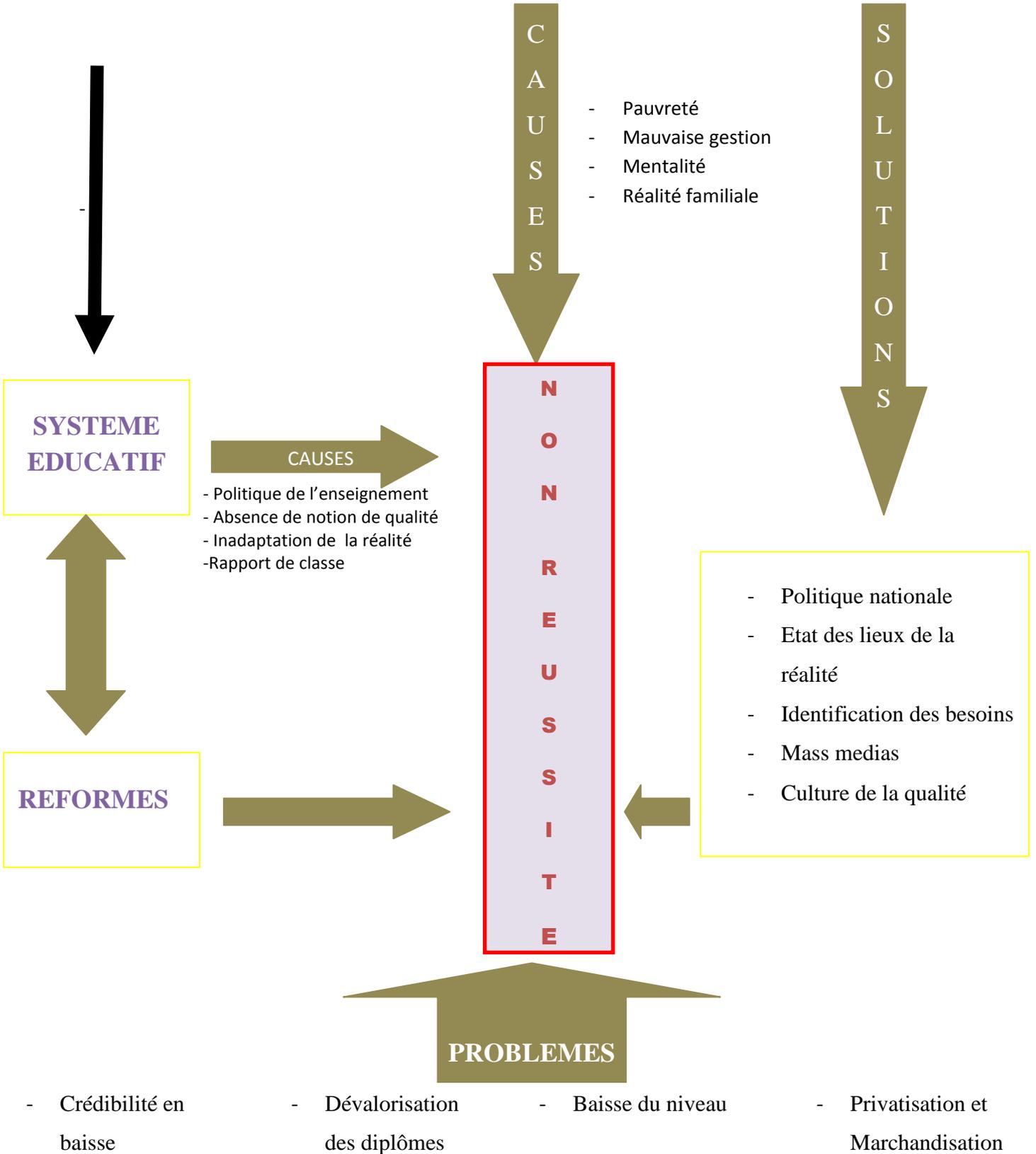
Enfin, nous avons pris la liberté d'appeler « **brèche cognitive** » les grandes différences de niveau cognitif des élèves Malgaches, vivant à Madagascar, entre les EPP et les Ecoles privées. En référence aux termes « brèche numérique », « fracture numérique », « faussée numérique » qui sous entendent l'inégalité de l'accès aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication ou NTIC dans les pays du Sud. L'écart est tellement

considérable qu'à travers l'école on peut déduire l'appartenance sociale de la personne. Un enfant qui étudie à l'EPP vient d'une famille pauvre. Celui qui fréquente une école privée où les frais de scolarisation sont plus ou moins abordables provient de la classe moyenne. Ceux qui vont dans les privés- enseignement en français- plus chèrement payés sont plus riches que les autres. Les enfants qui étudient dans les écoles françaises ou les écoles d'expression anglaise, les plus chères du marché éducatif, sont les plus aisés de tous. Le rapport de classe est de plus en plus visible. Dans le même Etat, même nationalité, même époque, les enfants malgaches peuvent donc être de même classe mais de connaissances scolaires très éloignées et largement différentes. C'est triste, pourtant c'est la pure réalité.

Arrivée au terme de ce travail, il importe de proposer une modélisation des grandes lignes de ce travail de recherche. Ce schéma récapitulatif va indiquer la synergie entre les concepts fondamentaux de ce travail. Le non réussite des réformes ont des causes internes au système éducatif et des causes externes venant de la société globale d'appartenance. Les solutions ne peuvent provenir que de deux sources aussi : du système et de la société.

MODELISATION

SOCIETE GLOBALE



Faute d'organisation, de bagages pédagogiques des maîtres, les innovations pédagogiques n'aboutissent pas à l'amélioration qualitative de l'enseignement. La complexité de la réalité scolaire et familiale Malgache ; pauvreté, culture, corruption, politisation de l'enseignement causent ce non réussite. Bref, le plus important c'est d'avoir réussi à découvrir ces causes du phénomène qui nous intéresse. Les solutions sont plus faciles à identifier qu'à réaliser. Néanmoins, nous préférons émettre des solutions au lieu de rester au stade de critiques.

CONCLUSION GENERALE

CONCLUSION GENERALE

En guise de conclusion, le système éducatif malgache est incapable d'améliorer la qualité des offres. Il s'est succédé plusieurs réformes pédagogiques pour y remédier mais sans succès. Pour comprendre cette situation, nous avons choisi de considérer qu'individuellement, les instituteurs, les élèves et leurs parents sont des vecteurs passifs et que leur comportement est socialement déterminé. L'Etat se trouve en difficulté pour gérer l'enseignement primaire : les effectifs des enseignants, l'insuffisance de salles de classe. La privatisation de l'école non contrôlée est aussi un autre problème étatique source de différence en offre éducative.

De ce fait, la baisse de l'image de l'éducation se constate par la dévalorisation des diplômes et la baisse du niveau des apprenants. La qualité de la formation dans l'éducation de base et l'enseignement est un facteur indéniable pour le progrès et le développement du pays. Le lien entre qualité de l'éducation et progrès est réel mais toutefois, les effets ne sont manifestes qu'à long terme ou au moins à moyen terme. La réciproque est également vraie. Une société qui, socio-économiquement, n'évolue pas ne peut assurer un système éducatif qui répondrait aux besoins de la société. Il y a des limites aux capacités du système scolaire à changer et à se réformer, parce que l'environnement socio-économique lui-même n'est pas capable d'amorcer ni de gérer les changements nécessaires.

Pourtant, nous connaissons les efforts du ministère en cherchant le meilleur moyen d'améliorer les bagages pédagogiques des élèves à travers les différentes approches d'apprentissage. Chacune d'elles est spécifique avec ses atouts et ses faiblesses. Elles sont les fruits des Objectifs du Millénaire pour le Développement, du mouvement Education Pour Tous, de la Convention technique sur l'Education. De son côté, la sociologie a ses mots à dire à travers les grandes théories sur l'éducation comme la théorie économique de l'enseignement de Le Thàn Khôi, la violence symbolique exercée par l'école selon BOURDIEU et PASSERON, la question d'organisation de Michel DARBORD. Pour Madagascar, les idées relatées par ces grands auteurs contribuent toutes à renforcer l'engrenage de la résistance du système éducatif aux différentes réformes pédagogiques. Cette résistance est surtout causée par la culture de pauvreté qui conditionne notre comportement anti-progrès. Elle est aussi causée par le laisser aller, le fatalisme, le laxisme, bref l'inconscience collective qui caractérise notre société. La corruption et la sous-qualification de nos enseignants ne sont pas en reste car notre politique de l'enseignement libéralise l'accès à la profession. En plus, les offres éducatives sont de

moins en moins attrayantes. Comment espérons-nous réussir quelque réforme face à de telles réalités ?

Nous refusons de voir la vérité, qui semble satisfaisant sur le plan politique. Nous sommes incapables d'imaginer des solutions de stratégies. Nous n'avons pas le souci de qualité, avons-nous dit, le pays est incapable d'envisager un avenir autre que la reproduction sans limite de l'existant. Et si celui-ci est dominé par la pauvreté, il n'y aura qu'une frange de la population qui pourra tirer profit de cette situation. C'est que dans notre société, la réflexion sur la qualité de vie est à évitée, à commencer par la qualité de l'éducation offerte aux enfants dans le primaire et en secondaire.

Peut-être qu'en restructurant notre politique générale de l'éducation ou en cherchant d'autres issus pour véhiculer de l'éducation au citoyens, nous arriverons à améliorer à la fois l'éducation scolaire et l'éducation informel. Pourquoi ne pas cultiver la culture de la qualité pour ne plus à avoir ce souci de médiocrité à tous les niveaux de notre quotidien.

Bref, il est clair qu'à Madagascar, il y a bel et bien un lien étroit entre la capacité du système éducatif à se reformer et la capacité du système socio-économique et politique à Madagascar à changer. Le système presque figé du secteur éducatif n'est autre que l'image du point mort dans lequel vit actuellement la société en général. Bref, le préjudice incessant qui frappe les écoles n'est que la suite logique d'une société sociologiquement en crise.

Et si le système ne changeait pas, qu'est-ce qui va se passer ?

BIBLIOGRAPHIES

OUVRAGES GENERAUX

- 1- BAGLA L. (2003), *Sociologie des organisations*, Paris, Nouvelle Edition Repères
- 2- BANNIOT J. et VIAL M. (1997), *Les Modèles de l'évaluation Deboek*, Bruxelles
- 3- COURADE (GEORGES) ,2006 :*L'Afrique des idées reçues*, Paris, Ed Belin
- 4- DARBORD. M. (1977) *Participer à l'organisation du changement*, Tananarive, Trano Mpampiely Vaovao
- 5- DARMON (2006) *La socialisation*, Armand Colin
- 6- DUBAR C. (2010) *La socialisation*, Armand Colin, Paris
- 7- DURKHEIM (1993) *Education et sociologie*, éd PUF
- 8- FLEURY J. (2000) *La culture*, 2è Edition, BREAL
- 9- GIORDAN A(1998) *Apprendre !*, Edition Belin
- 10- GUINERET (H) et al. (2006) *L'action délibérer, décider, accomplir*, Paris, Ellipses,
- 11- GOGUEL(A.M) 2006 *Aux origines du Mai Malgache*, Paris, Ed°Karthala
- 12- LEGAJEAN.C. (1946), *Pour devenir un homme d'action*, Avignon, Edouard Aubanel
- 13- LERY. F. (2001) *Les sortilèges de l'île rouge*, Paris, L'Harmattan
- 14- PFEFFERKORN(2007), *Inégalités et rapports sociaux*, Paris, La dispute
- 15- REBOUL O(1991) *Qu'est- ce- qu'apprendre ?*, France, PUF
- 16- TONME S. (2009), *Le fondement culturel du retard en Afrique Noire*, Paris, L'Harmattan
- 17- TOURAINÉ (A) 1994, *Qu'est ce que la démocratie ?*, Paris, Fayard
- 18- ZAZZO. R. et al (1958) *Manuel pour l'examen psychologique de l'enfant I*, Neuchâtel(Suisse), 3è Ed Delachaux et Niestlé S.A.

OUVRAGES SPECIFIQUES

- 19- BELLONCLE G. (1984), *La question éducative en Afrique Noire*, Paris, Edition Karthala
- 20- BOURDIEU et PASSERON J.C. (1970) *La reproduction*, Paris, Edition de Minuit
- 21- BOUDON (1973) *L'inégalité des chances*, Paris, Armand Colin
- 22- COLVIN R.J.(2002) *Boky fitarihan-dalana ho an'ny mpampianatra : fototry ny fianarana mamaky teny sy manoratra teny malagasy*, Imarivolanitra, TP FJKM
- 23- GURDORF G. (1903) *Pourquoi des professeurs ? Pour une pédagogie de la pédagogie*, Paris, Petite bibliothèque Payot
- 24- ILLICH I. (1971) *Une société sans école*, Paris, Edition du Seuil

- 25- JAMATI V.I. (1970) *Crises de la société, crises de l'enseignement : Sociologie de l'enseignement secondaire Français*, Presses Universitaires de France, Paris
- 26- LE THAN KHOI(1967) *Industrie de l'enseignement*, Paris, Editions de Minuit
- 27- MAHEFANIRINA L.N. (2015) *Le plan éducation pour tous face à l'exclusion scolaire dans le cycle primaire*, Mémoire de maîtrise d'Histoire Géographie, Ecole Normale Supérieure de Tananarive
- 28- RAJAOSON F.(1981) « *L'enseignement supérieur et le devenir de la société Malgache* »,Thèse d'Etat en lettres et sciences humaines, Paris
- 29- RAKOTOARISON. G. (1980) *Psykojia sy taranjam-pianarana*, Tananarivo, Foibe filan-kevitra ny mpampianatra
- 30- RASOARIVELO B.H. (2006) *Education et formation des jeunes filles Antanala d'Ikongo face au développement*, Mémoire de Maîtrise en Sociologie, Université de Tananarive
- 31- REBOUL O. (1992) *Les valeurs de l'éducation*, France, PUF

OUVRAGES METHODOLOGIQUES

- 32- DE BRUYNE (P), HERMAN, J et DE SCHOUETHEETE, M(1974) *Dynamique de la recherche en sciences sociales*, Paris, PUF
- 33- DURKHEIM. E. (1993), *Education et sociologies*, Paris, PUF
- 34- COLIN A. (2000) *Transdisciplinarité, socio-anthropologie*, Paris: SNEL S.A
- 35- CRESWELL J.W.,(2003) *Research Design, qualitative and mixed Methods Approaches*, London: Sage Publications,
- 36- GRAWITZ. M.et PINTO. R (1971) *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz.
- 37- HAMON, J-F. (2003) *Eléments de méthodologie pour les recherches en sciences de l'éducation et sciences humaines*, RIRCI, FLSH, Université de La Réunion.
- 38- TREMBLAY .M.A. (1968), *Initiation à la recherche dans les sciences sociales*, Montréal, McGray Hill.

REVUES ET AUTRES PUBLICATIONS

- 39- EDUCATION DES ADULTES ET DEVELOPPEMENT, Rétrospective éditoriale, Numéro30, Mars 1988, Association allemande pour l'éducation des adultes
- 40- FITSIPI-PIFEHEZANA AN-TSEKOLY HO AN'NY MPANABE, Ministère de l'Education Secondaire et l'Education de Base, Juillet 1985
- 41- MADAGASCAR ACTION PLAN 2007-2012

42- MAGASCAR : DOCUMENT BILAN COMMUN DES PAYS (CCA), Décembre 2012, Version provisoire

43- POLITIQUE CULTURELLE NATIONALE MALGACHE, loi N°2005-006, MINISTERE DE LA CULTURE ET DU TOURISME, Août 2005

44- RAPPORT GENERAL DE LA CONVENTION NATIONALE SUR L'EDUCATION, Ministère de l'Education Nationale, Octobre 2014

REFERENCES WEBOGRAPHIQUES

- Ivan ILLICH : Une société sans école sur <http://colimasson.over-blog.com/article-une-société-sans-école-1971-ivan-illich-88119717.html>
- Objectifs du Développement Durable : Objectif mondiaux sur www.undp.org/content/undp/fr
- Les six objectifs de l'Education Pour Tous sur http://www.google.mg/search?q=6+objectifs+de+1%27education+pour+tous&rlz=1C2VSNC_enMG576MG576
- La Constitution de Madagascar sur <http://mjp.univ-perp.fr/constit/mg2007.htm>
- La Définition de « Politique culturelle » sur <http://www.pch.gc.ca/fra/>
- La sociologie de l'éducation et ses évolutions par Ann Van HAECHT-(DURKHEIM. E. (1894) *Les règles de la méthode sociologique*, Edition électronique par Jean-Marie TREMBLAY(2002), Macintosh, Québec) sur <http://webdoc.unil.ch/aide-webdoc/webdoc.fr.html>
- La pédagogie Freinet sur https://fr.wikipedia.org/wiki/pédagogie_freinet
- La pédagogie de Paolo Freire sur https://fr.wikipedia.org/wiki/paulo_freire
- La pédagogie de Montessori sur https://fr.wikipedia.org/wiki/pédagogie_montessori
- BIANCHINI P.(2001) *Ecole et politique en Afrique Noire, Sociologie des crises et des reformes du système de l'enseignement au Sénégal et au Burkina Faso* sur <http://books.google.mg>
- MONS N. (2004) *De l'école unifiée aux écoles plurielles, Evaluation Internationale des politiques de différenciation et de diversification de l'offre éducative*, Thèse de Doctorat es Science de l'Education, Université de Bourgogne, sur <http://haishs.archives-ouvertes.fr>

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENT

SOMMAIRE

LISTE DES ACRONYMES

LISTE DES TABLEAUX

LISTE DES SCHEMAS/GRAPHES

INTRODUCTION GENERALE :

LE CONTEXTE DE L'ETUDE.....	01
LE MOTIF DU CHOIX DU SUJET	02
LA PROBLEMATIQUE	03
LES HYPOTHESES DE LA RECHERCHE.....	04
LES RESULTATS ATTENDUS.....	04
L'APERCU METHODOLOGIQUE	05
L'INSTRUMENT D'ANALYSE.....	05
L'ANNONCE DU PLAN	07

PARTIE I : CADRAGES SOCIOLOGIQUES

Chapitre 1 : PRESENTATION SOCIOLOGIQUE DES PROBLEMES.....	08
1.1.La gestion de l'enseignement primaire.....	08
1.2.La gestion et la privatisation de l'enseignement.....	09
1.3.La baisse de la crédibilité de l'éducation.....	10

1.4.La dévalorisation des diplômes.....	12
1.5.La baisse de niveau.....	13
Chapitre 2 : LES REPERES THEORIQUE.....	14
2.1. Sociologie des reformes : Les causes des innovations du système éducatif.....	15
2.2. Sociologie des organisations : L'organisation de l'adoption de changement d'approche.	16
2.3. Sociologie de l'éducation	19
2.3.1. L'école, instrument de socialisation.....	18
2.3.2. La théorie économique de l'éducation : Marchandisation et privatisation de l'école à Madagascar	21
2.3.3. L'inégalité des chances et reproduction des inégalités.....	22
Chapitre 3 : LES CADRES EXPERIMENTALES.....	24
3-1- Les étapes de la recherche.....	24
3-2- Le terrain d'investigation.....	25
3-3- La méthode d'investigation.....	26
3-4- Les techniques de collecte de données et d'analyse	26
3-5- La population d'enquête.....	29
3-6- Les limites de la recherche.....	29
 PARTIE II : INVESTIGATIONS SUR TERRAIN	
Chapitre 4 : HISTORIQUE DES DIFFERENTES APPROCHES	31
4.1. CHRONOLOGIE DES APPROCHES	31

4.1.1. L'approche thématique.....	32
4.1.2. Pédagogie Par les Objectifs (PPO).....	35
4.1.3. Approche Par les Compétences.....	38
4.1.4. Approche Par les Situations.....	41
4.2. LA NAISSANCE DES NOUVELLES IDEES	43
4.2.1. L'éducation pour tous.....	44
4.2.2. La convention nationale sur l'éducation.....	45
4.2.3. Schéma du parcours des nouvelles idées.....	46
Chapitre 5 : SYNTHESE DES RESULTATS	49
5.1. Synthèse des résultats.....	49
5.2. LES HYPOTHESES DE TRAVAIL.....	50
5.2.1. Hypothèse 1.....	50
5.2.2. Hypothèse2.....	53
5.3.3. Hypothèse 3	59
Chapitre6 : ANALYSES DES RESULTATS.....	63
6.1. Les causes de la résistance.....	63
6.1.1. La pauvreté.....	63
6.1.2. Politique de l'enseignement.....	66

PARTIE III : DIMENSION RESOLUTIVE ET THEORISATIONS PERSONNELLES

Chapitre 7 : PROPOSITION DE SOLUTION

7.1. Politique nationale de l'éducation.....	69
7.2. Education via mass média.....	74
7.3 Culture de la qualité.....	75

Chapitre 8 : THEORISATIONS PERSONNELLES ET MODELISATION

8.1. Empreinte de la société d'appartenance	76
8.2. Le sens de la responsabilité.....	78
8.3. L'insouciance collective	79
8.4. Brèche Privée-publique.....	79
8.5. Modélisation	81

CONCLUSION GENERALE	83-84
---------------------------	-------

BIBLIOGRAPHIE

WEBOGRAPHIE

ANNEXES

ANNEXES

LES GRILLES D'ENTRETIENS

Pour les techniciens de l'éducation :

Comment voyez-vous l'avenir de l'enseignement primaire à Madagascar ? (*Manao ahoana ny fahitanao ny hoavin'ny fampianarana ambaratonga voalohany eto Madagascar ?*)

Quelles sont vos ambitions en tant que responsable éducatif ? (*Inona no nofinofinao ho an'ny tontolon'ny fampianarana amin'ny maha tompon'andraikitra anao ?*)

Quels sont les facteurs qui provoquent les handicaps à l'amélioration qualitative de l'offre ? (*Inona no sakana tsy mampahomby ny fanatsarana ny tolotra any ampianarana ?*)

Pour les directeurs d'école :

L'enseignant est-il impliqué à l'effort d'amélioration éducative ? (*Mahatsiaro tena ho manan'andraikitra amin'ny fanatsarana ny fampianarana ve ny mpampianatra ?*)

Que pouvez-vous dire concernant les réalités de votre établissement : les infrastructures, les effectifs des maîtres et des élèves, les parents d'élèves, les organisations de l'établissement ? (*Inona no azonao ambara aminay momba ny sekoly iadidianao : momba ny fotodrafitrasa, momba ny isan'ny mpampianatra sy ny mpianatra, momba ireo raiamandrenin'ny mpianatra, fandaminan-draharaha ato amin'ny sekoly ?*)

Quels sont les facteurs qui provoquent les handicaps à l'amélioration qualitative de l'offre ? (*Inona no sakana tsy mampahomby ny fanatsarana ny tolotra any ampianarana ?*)

Comment voyez-vous l'avenir de l'enseignement primaire à Madagascar ? (*Manao ahoana ny fahitanao ny hoavin'ny fampianarana ambaratonga voalohany eto Madagascar ?*)

Pour les enseignants :

Depuis que vous êtes enseignant, qu'est ce qui a changé de positif, de négatif ? (*Hatramin'izay nampianaranao, inona no toe-javatra nihatsara, inona no niharatsy ?*)

Quelles sont les réformes, qui ont entraîné l'amélioration qualitative de l'offre éducative ? (*Inona ny ezaka fanatsarana hitanao ho niteraka mivoaran'ny kalitaon'ny tolotra eny antsekoly ?*)

Comment voyez-vous l'avenir de l'enseignement primaire à Madagascar ? (*Manao ahoana ny fahitanao ny hoavin'ny fampianarana ambaratonga voalohany eto Madagascar ?*)

Pour les parents :

Pourquoi avez-vous choisi cet établissement pour votre enfant ? (*Inona no antony nisafidianao hampianatra ny zanakao ato amin'ity sekoly ity ?*)

Qu'attendez-vous de l'école ?

(*Inona no andrasanao amin'ny sekoly ?*)



CONVENTION NATIONALE DE L'EDUCATION

RAPPORT GENERAL

1 - INTRODUCTION

L'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'accès aux services sociaux de base reste l'une des priorités de l'Etat Malgache surtout au niveau de l'éducation fondamentale. La Politique Générale concernant l'éducation renforcée par l'adoption du Plan Intérimaire de l'Education (PIE) souligne l'urgence de cette amélioration de la qualité de l'éducation. Le ministère de l'éducation nationale reconnaît qu'il ne peut y arriver seul. C'est pour cette raison qu'il a fait appel à toutes les entités concernées dans le domaine de l'éducation, aux bailleurs de fond, aux partenaires techniques et financiers de se concerter pour élaborer ensemble une convention qui permettrait d'améliorer la qualité de l'éducation et surtout de préparer des objectifs et des plans sectoriels pour 2016 – 2020 concernant l'éducation.

Le **Centre de Conférence International (CCI)** Ivato a abrité depuis trois jours du 08, 09, et 10 octobre 2014 la Convention Nationale de l'Education. Durant ces trois jours, ce lieu a été le théâtre de vives discussions, de partage d'expériences et d'échange de point de vue. Tous les participants à cette convention n'avait qu'une préoccupation commune : la mise en œuvre d'une éducation « inclusive, accessible et de qualité pour tous ».

Trois grands objectifs ont été fixés pour cette convention :

- Définir d'un commun accord et de manière concertée une orientation et les finalités du système éducatif malgache
- Obtenir des engagements, réciproques, précis et concrets des parties prenantes,
- Elaborer et mettre en place ensemble une stratégie de concrétisation et de pérennisation de la convention

Sur bien de points ces objectifs ont été atteints. Nous vous communiquons ci-après le compte rendu de ces trois riches journées.

Le Président de la République, Hery RAJAONARIMAMPINANINA, a procédé à l'ouverture officielle de la Convention Nationale de l'Education le mercredi 08 octobre 2014.

Toujours en séance plénière et après discussion, des sous commissions ont été adoptés et c'est à partir de ces sous commissions que l'on a pu obtenir les 204 propositions que va constituer le rapport de cette convention.

2 – RESUME DES PROPOSITONS DE CHAQUE COMMISSION

2 – 1 Commission 1 : « Orientations de l'éducation »

- L'éducation pour la construction nationale
- L'éducation conforme aux valeurs malagasy
- L'éducation et le développement durable
- L'adéquation entre l'éducation et l'emploi
- L'éducation pour le leadership et le développement personnel

2 – 2 « Pour une éducation accessible et inclusive »

- La réduction des différents types de marginalisation dans l'éducation
- L'accessibilité régionale et financière de l'éducation
- L'éducation inclusive
- L'accessibilité de l'éducation par les NTIC
- L'éducation inclusive dans le contexte malagasy

2-3 « L'égalité dans l'éducation »

Les participants ont avancé beaucoup de propositions pour réduire l'inégalité dans l'éducation. L'essentiel est de déterminer de prime abord les besoins en éducation de chaque localité, de tenir compte de la culture, de l'environnement, des difficultés personnelles, des handicaps s'il y a lieu, de la motivation qui pousse l'enfant à étudier.

L'accessibilité de l'éducation

L'éducation inclusive

L'éducation et la nouvelle technologie

2 – 4 Commission 4 : « Pour une bonne gouvernance dans le secteur de l'éducation »

- La gestion participative d'une école
- Le financement de l'éducation
- Les pistes de réflexion pour une réforme de l'éducation

La réforme éducative se basant sur l'amélioration de la qualité de l'éducation ne peut se faire sans une concertation consentie sur la remise en question de l'organisation existante, sur le calendrier scolaire, sur le programme scolaire, sur l'introduction de l'éducation à la citoyenneté et à la lutte contre la corruption, sur le retour du CAP, sur la suppression des maîtres FRAM. Cette réforme demande aussi des enseignants motivés, formés et mis en valeur par un salaire qui correspond aux sommes de travail fourni, le développement de l'enseignement privé par le renouvellement de l'ONEP. Tous les personnels éducatifs doivent recevoir des formations adéquates. Une fois encore la question de dépolitisation de l'enseignement a été mise en lumière en faveur de la mise en place de vrais techniciens de l'éducation.

Lors du travail de cette sous commission, les participants ont demandé d'alléger les démarches administratives pour la régularisation des situations des enseignants. Sans omettre de signaler l'utilisation de la langue maternelle comme langue d'enseignement.

2 – 5 Commission 5 : « Pour la revalorisation du statut du personnel enseignant »

- L'importance de la formation des enseignants
- Les propositions syndicales
- Les pistes de solutions pour les maîtres FRAM
- L'encadrement et l'inspection pédagogique

Nous avançons ci-après les nombreuses propositions des participants.

Tout le monde doit être convaincu de la nécessité de rehausser la valeur de l'enseignement à commencer par le ministère concerné et se décide à :

- Revaloriser et mettre en place un Conseil National de l'Education ;

- Définir une politique de formation des enseignants qui répond à la réalité malgache et à l'attente du public ;
- Donner les formations appropriées à toutes les entités concernées par l'éducation ; dans cette perspective, il faut réhabiliter les infrastructures d'accueil des centres de formation quitte à revenir à l'ancien système EN I et EN II ;
- Voir de près les niveaux des formateurs que ce soit dans le domaine public ou privé ;
- Donner de l'importance aux recherches déjà effectuées dans le domaine de l'enseignement ou de la formation et leur exploitation effective par les praticiens ;
- Appliquer les textes en vigueur ;
- Valoriser les diplômes et les certificats de formation ;
- Allouer/augmenter le budget de formation.

Il est impératif de se pencher sur l'amélioration du statut des enseignants :

- En mettant en place une plate forme qui étudie le statut qui régit les enseignants
- En améliorant leur niveau de vie et leur lieu de travail : salaire plus motivant, les indemnités, la protection sociale (santé, habitation...)
- En inventant le « corps de concepteurs » et le « corps des formateurs »
- En n'octroyant les postes dans le domaine de l'éducation et à tous les niveaux qu'aux personnes qui ont une expérience concluante en tant qu'enseignant ;
- En ne distribuant plus les autorisations d'enseigner (AE) qu'avec une attestation de formation pédagogique ou un test de compétence
- En recrutant un agent selon sa formation d'origine et ne pas confondre les corps d'appartenance
- En adoptant les mêmes régimes que les autres agents de l'Etat dans d'autres domaines

- En mettant en place une plate forme qui concrétisera les propositions de la convention en action. Une plate forme qui regroupera les différentes entités qui ont participé à cette Convention

En guise de solidarité envers les maîtres FRAM, les participants avancent les idées suivantes, il faut:

- Tenir compte de leur diplôme
- Enlever le critère d'âge pour le recrutement
- Mettre en place une structure qui gère les maîtres FRAM au niveau du MEN,
- Adopter le même statut pour tous les maîtres FRAM dans toute l'île
- Leur donner une formation adéquate et continue avec un suivi concret et pérenne
- Opter pour l'utilisation d'un portfolio suivi d'évaluation
- Rajouter la « fonction éducation » dans le référentiel de compétence proposé et adopté lors de cette convention
- Utiliser à bon escient le budget alloué à l'inspection pédagogique au niveau des CISCO et des DREN
- Reprendre la formation des inspecteurs pédagogiques I, II, III et des conseillers pédagogiques du niveau II

En somme, les discussions et les propositions des participants de la commission 5 durant ces cinq demi-journées ont mis en exergue l'obligation d'améliorer les conditions de travail de l'enseignant, d'accorder des avantages spécifiques aux enseignants, d'aligner les corps des instituteurs au cadre C

INTITULES DES ACTIVITES LORS DE LA GENERALISATION DE L'APC EN 2005

MODULE 1 : CONCEPTS DE BASE ET PRATIQUES DE CLASSE

- Pourquoi l'APC à Madagascar ?
- Les concepts de bases : les ressources : savoir, savoir faire, savoir être
- Le concept de « compétence »
- Les concepts de bases : Qu'est-ce-que le palier d'intégration ?
- Je découvre le curriculum du CP 1ere et 2^{ème} année
- Je m'approprie les énoncées de toutes les CB dans le curriculum
- J'élabore ma planification annuelle suivant l'APC
- Je planifie les différentes activités pédagogiques de mon année scolaire
- J'organise mon cahier journal
- J'élabore une fiche de préparation pour mener les apprentissages ponctuels
- Je m'approprie la notion d'intégration
- Je découvre la notion de Situation-problème
- Je produis une situation-problème
- Je découvre les cahiers de situation
- Je frappe à la porte d'une famille de situation
- Je produis une nouvelle situation de la famille se situation
- Je découvre les guides d'intégration du CP 1ere et 2^{ème} année.

Dans ce premier module, il y a 17 séances dont la durée totale est de 37heures 30minutes.

MODULE 2 : EVALUATION

- Je m'approprie la notion d'évaluation
- Je corrige les copies de mes élèves
- Quels sont les critères et quels sont mes indicateurs ?
- Je corrige les copies de mes élèves avec les critères et mes indicateurs
- Je repère et je décris les erreurs de mes élèves
- Je priorise les erreurs de mes élèves
- Je recherche les sources des erreurs de mes élèves
- Je propose un dispositif de remédiassions
- Je gère le dispositif de remédiassions
- Et comment je fais tout cela dans une classe pléthorique ou multigrade ?

La durée des séances de ce deuxième module est de 25heures20minutes.



EPP Anosimpatrana



Classe de 9^{ème} à l'EPP Anosimpatrana



EPP Ampasandratsarahoby



Classe de 9^{ème} à l'EPP Ampasandratsarahoby

EVOLUTION DES APPROCHES PEDAGOGIQUES

AVANTAGES

Enseignants de haut niveau académique
<ul style="list-style-type: none"> - Enseignement centré sur les élèves - Facilitation de travail des enseignants - Logique de l'acquisition des savoirs/progression
<ul style="list-style-type: none"> - Réduction du taux de déperdition scolaire - Valorisation des acquis
<ul style="list-style-type: none"> - Situation contextualisée - Apprenant, acteur principal de la construction de son savoir
<ul style="list-style-type: none"> - Apprenants confrontés en permanence avec la réalité du terrain - Préparation de l'apprenant à la vie

APPROCHE THEMATIQUE 1960-1972

APPROCHE CURRICULAIRE 1972-2003

APC 2003-2007 L'accès à l'EPT

APS CANADIENNE 2007 - 2009

APS MADAGASCAR 2009 Besoins socio-culturels et économiques de la nation

INCONVENIENTS

- Enseignement centré sur l'enseignant
- Difficulté à faire face aux situations réelles de la vie quotidienne
- nécessité de ressources financières et matérielles considérables Exemple : cahier de situation
- Système d'évaluation : difficultés de mise en place du dispositif d'évaluation
- Pluralité des disciplines à traiter (288 situations disciplinaires traités au plus de 792 heures).
- Méconnaissance de cette approche par les enseignants.



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana- Tanindrazana - Fandrosoana

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE

ARRETE N° 10.869/2015/MEN/SG/SLDC
Portant organisation transitoire
de la méthode pédagogique.

LE MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE,

Vu la Constitution ;

Vu la loi n°2004-004 du 26 juillet 2004 modifiée par la loi n°2008-011 du 17 juillet 2008 portant orientation générale du Système d'Education, d'Enseignement et de Formation de Madagascar ;

Vu le décret n°2015-021 du 14 janvier 2015 portant nomination du Premier Ministre, Chef du Gouvernement;

Vu le décret n°2015-030 du 25 janvier 2015, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret n°2009- 1172 du 25 septembre 2009 fixant les attributions du Ministre de l'Education Nationale, ainsi que l'organisation générale de son Ministère ;

ARRETE :

Article premier : L'usage des approches pédagogiques « ApC » et « ApS » est suspendu à partir de la rentrée scolaire 2015 - 2016.

Article 2: Toutes les activités pédagogiques opérées à tous les niveaux d'études seront impérativement axées sur la mise en œuvre de la méthode dite « PEDAGOGIE PAR OBJECTIFS » qui restera seule applicable jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau curriculum stipulé par la Convention Nationale de l'Education.

Article 3 : Sont et demeurent abrogées toutes dispositions antérieures contraires à celles du présent arrêté.

Article 4 : Toutes les Directions Générales, toutes les Directions Centrales, toutes les Directions Régionales, toutes les Circonscriptions Scolaires, toutes les Zones Administratives et Pédagogiques, sont chargées, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Antananarivo, le 03 FEB 2015



Ministre de l'Education Nationale

R. BARY Andrianjaina Paul

ABSTRACT

Malagasy people believe that "knowledge is the best legacy" and "children are wealth". They always take good care of their children. Their future is a major concern for the entire family. Indeed, education is about transmitting them the knowledge so they can use as intellectual capital. That allows them to have a good job and, therefore, a better future.

In this work, it is mainly about the proceeding that prepares children for their future through the transmission of knowledge. This role should not be misconsidered. This is why the state undertakes to innovate the educational world time after time. Unfortunately, these reforms do not seem to be really effective to the quality of educational offers proposed to the students. Therefore, I thought it would be interesting to conduct a study on "The resistance of the Malagasy educational system to different educational reforms". The question is: why is the Malagasy educational system unable to get these reforms?

Before talking about the outline of this research, let's see our methodology. First, our analysis tool is the holistic approach. So we wanted to understand the society in general. We are persuaded that a single individual could not cause the failure of an entire system, and the resistance to reforms is up to the nature of the society.

So, my work is presented in three parts:

The first part presents the sociological character related to the education problems before tackling the theoretical framework of the research topic.

Then, the second part contains the results of our investigations and analysis.

Finally, in the third part, some resolutions and personal theories according to the survey results are introduced.

At the end of the investigations, we have reached the conclusion that reforms are ineffective because the concept of quality is not one of the major concerns of the Malagasy society. In addition, the reforms are not adapted to the socio-economic and demographic realities of the schools, the teachers, and students. At least, our education policy reproduces or even enhances class relations.

Last of all, we can affirm that reforms are not effective because of the whole society. As a result, this society should change unless the educational system will never change.

RASOARIVELO BEBY HASINA

Lot II H 23 Ampandrana –Ouest , Antananarivo 101

Mariée et mère de trois enfants; 32 ans

Tél. : 034 99 06 002

E-mail: bebyhasina@gmail.com



Option : LARICOCIS (Laboratoire de Recherche Interdisciplinaire sur la Connaissance, la Culture, et les Interactions Sociales)

Mention : SOCIOLOGIE

RUBRIQUE : SOCIOLOGIE DE L'ÉDUCATION

RESUME : Ce mémoire s'intitule « la résistance du système éducatif malgache aux différentes réformes pédagogiques ». Les recherches y afférentes ont été entrepris dans l'espace éducative CISCO Tana Ville. D'abord, autour de cette résistance s'articulent les quelques problèmes de la baisse de crédibilité de l'éducation, la baisse du niveau ainsi que la dévalorisation des diplômes, la privatisation et la marchandisation de l'éducation. Les causes peuvent être internes au système éducatif comme la politique d'enseignement, l'inadaptation des réalités et les rapports de classe reproduit par le système lui-même. Il existe également des causes externes venant de la société globale d'appartenance telles la pauvreté qui se traduit par la mentalité de l'insouciance collective et de l'irresponsabilité. Les solutions ne peuvent provenir que de deux sources aussi : du système et de la société. Il faut revoir la politique de l'enseignement mais aussi penser à développer les instances outre que l'école pour éduquer. Enfin, la notion de qualité doit être intégrée dans la manière de faire des malgaches. Ainsi, chaque acteur pourra intégrer le processus d'amélioration de l'offre éducative.

MOTS CLES : Résistance, système éducatif, Réformes pédagogiques

NOMBRE DE TABLEAUX : 09

NOMBRE DE SCHEMAS OU FIGURES : 02

NOMBRE DE PAGES : 84

DIRECTEUR DE MEMOIRE : Monsieur RANOVONA ANDRIAMARO